

الصحف

LE MONDE / SAMEDI 30 MARS 1996 / 11

Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15916 - 7 F

VENDREDI 29 MARS 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Une première en vidéo-chirurgie

Le professeur Alain Carpentier a réalisé une première mondiale : une opération à cœur ouvert par vidéo-chirurgie. Cette révolution dans la chirurgie cardiaque a eu lieu à l'hôpital Broussais, à Paris. p. 11

« Écoutes » et secret-défense

Dans un entretien au Monde, Paul Bouchet, président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité, livre ses conclusions sur les écoutes téléphoniques qui ont visé l'ex-capitaine Paul Barril et Alain Krivine. p. 9

Les pertes historiques d'Alcatel Alsthom

L'activité de télécommunications entraîne des pertes de 25,6 milliards de francs chez Alcatel Alsthom. Il s'agit des plus importantes de l'histoire de l'industrie française. p. 16

Alger à la recherche des moines français

L'armée algérienne a lancé des recherches pour retrouver les sept trapèzes français enlevés par un groupe islamiste près de Médéa. p. 4

Un haut policier en examen

Le responsable de la police de Roissy a été mis en examen pour aide au séjour irrégulier d'étrangers. p. 10

Le Tchad en mal d'Etat

La loi des armes, la multiplicité des partis politiques, des ethnies et des religions continuent de freiner l'essor social du pays. p. 12

La « Vermeermania » et ses dangers

La « Jeune Fille au chapeau rouge », emblème de l'exposition de La Haye, est-elle vraiment du peintre ? p. 14

Les bénéfices du Crédit agricole

L'établissement affiche un profit de 6,5 milliards de francs en 1995, la meilleure performance affichée par une banque française. p. 17

Les nouveaux maîtres des fleurs

Les progrès accomplis grâce aux biotechnologies permettent d'envisager la création de variétés inconnues. p. 21

Allemagne, 3 DM ; Autriche-Guyane, 9 F ; Belgique, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte d'Ivoire, 200 F CFA ; Danemark, 16 DKK ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 DR ; Irlande, 2,75 £ ; Italie, 2.000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 NOK ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Escudo ; République tchèque, 200 Kč ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 10 SKK ; Suisse, 2,20 CHF ; Tunisie, 1 Din ; USA DWT, 2 \$; USA (Canada), 2,20 \$.

M 0147 - 0329 - 7.00 F

La France décide de « consigner » ses bovins d'origine britannique

La crise de la « vache folle » trouble le sommet de Turin

LE MINISTRE de l'Agriculture, Philippe Vasseur, a annoncé au Monde, jeudi 28 mars, qu'il avait décidé la « consignation » de tous les bovins d'origine britannique vivant sur le sol français. Cette mesure, qui concerne notamment 70 000 vaches, devrait conduire à l'interdiction de la commercialisation de ces animaux. De leur côté, les autorités néerlandaises ont décidé de faire abattre les 64 000 vaches importées du Royaume-Uni. La Commission européenne a décrété, mercredi 27 mars, un embargo total sur les exportations britanniques de viande bovine. Cette crise perturbera le sommet des Quinze, vendredi 29 mars, à Turin, qui doit lancer la conférence destinée à réformer les institutions de l'Union. Un sondage BVA, réalisé pour ARTE, Le Monde et la Frankfurter Rundschau, indique que les Allemands ont des doutes sur l'attachement des Français à l'Europe.

Lire nos informations p. 2 et 32 et notre dossier page 13



Corse : une zone franche pour garantir la trêve

L'aval de Bruxelles n'est pas acquis

ALAIN JUPPÉ a décidé, mercredi 27 mars, au terme d'une réunion avec les ministres intéressés par le dossier corse, de proposer à la Commission de Bruxelles de faire de l'ensemble de l'île une zone franche. Cette proposition est la plus spectaculaire d'une série de mesures annoncées mercredi par Alain Lamassoure, ministre du budget et porte-parole du gouvernement. Ces mesures sont essentiellement d'ordre économique. Elles visent, à court terme, à assainir la situation souvent difficile des acteurs de l'économie corse - agriculteurs, hôteliers, chefs de PME, etc. A moyen terme, il s'agit de sortir cette économie du marasme chronique dont elle souffre. Le gouvernement a également obtenu de la Commission de Bruxelles la reprise du versement de la prime à la vache allaitante, suspendue après la constatation de multiples irrégularités. M. Lamassoure a encore annoncé des mesures visant à revitaliser la langue et la culture corses.

Les consultations vont maintenant reprendre avec l'ensemble des élus et des acteurs sociaux-professionnels de l'île. En juin, Paris annoncera un nouveau train de mesures dans d'autres secteurs, tels que les transports. En revanche, le premier ministre exclut totalement une réflexion sur les institutions corses ou sur la notion de « peuple corse ». Le gouvernement semble persuadé que le FLNC-canal historique reconduira la trêve de trois mois annoncée dans la nuit du 11 au 12 janvier. Par ailleurs, M. Juppé a félicité les policiers qui ont arrêté, dans la nuit du 22 au 23 mars, deux militants de la Cuncolta nazionalista (vitrine légale du FLNC-canal historique) au moment où ils s'approprièrent à faire sauter la chambre de commerce et d'industrie d'Ajaccio, présidée par un membre du MPA, mouvement rival de la Cuncolta.

Lire page 6 et notre éditorial page 15

Tchernobyl serait-il responsable de cancers de la thyroïde en France ?

L'EXPLOSION d'un réacteur nucléaire à la centrale ukrainienne de Tchernobyl, le 26 avril 1986, a-t-elle provoqué des cancers en France ? S'ils affirment n'avoir, pour l'instant, aucune certitude à ce sujet, les scientifiques n'excluent plus cette éventualité. « Jusqu'à présent, nous avions l'âme en paix », explique Annie Sugier, directrice déléguée à l'Institut de protection et de sûreté nucléaire (IPSN). Certes, 700 cancers de la thyroïde ont été constatés chez des enfants biélorusses et des enfants ukrainiens de la région de Tchernobyl. Mais le taux de contamination de ces zones est cent à mille fois plus élevé qu'en France. La logique aurait donc voulu que l'on n'observe rien chez nous. « Hélas : douze cas suspects relevés sur des enfants de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) sont venus ébranler cette belle assurance. »

Contrairement à ce qu'ont voulu laisser croire à l'époque quelques responsables français, le nuage de Tchernobyl a bien balayé la France. Des cartes officielles, publiées en mai 1986, ont montré qu'il avait survolé pratiquement tout le territoire dès le 1^{er} mai. L'est du pays a été dix fois plus contaminé que l'Ouest. En moyenne, la « dose efficace estimée » re-

çue par les Français à cette occasion représente à peu près 0,16 millisievert, soit, soustrait-on à l'IPSN, 16 % de la dose annuelle maximale qui devrait être bientôt retenue en France comme limite légale pour le public. Mais il faut noter que les zones les plus contaminées - quelques petites « taches » dans les terres inhabitées du Mercantour - ont dépassé très légèrement (et dépassent toujours) cette limite annuelle de 1 millisievert.

Or c'est précisément dans le Sud-Est que des rumeurs faisaient état, depuis quelque temps, de l'apparition de cancers de la thyroïde. « Comme elles persistaient, y compris dans les milieux médicaux », l'IPSN a voulu en avoir le cœur net. C'était facile dans la mesure où la région PACA possède un registre des cancers. Résultat : trois cas constatés entre 1984 et 1991 pour 850 000 enfants (soit une « incidence » de 0,5 par an pour un million), mais quatorze cas (incidence 4,5) entre 1992 et 1994, période cruciale pour le déclenchement éventuel de cancer de la thyroïde dus à la catastrophe de Tchernobyl.

Ces chiffres seraient accablants s'ils étaient confirmés par des constatations similaires faites sur d'autres zones contaminées. Les ex-

perts de l'IPSN n'ont, pour l'instant, rien obtenu de tel de la part de leurs collègues européens, notamment d'Europe du Nord, où les études épidémiologiques sont nettement plus poussées qu'en France et où - notamment en Suède - des zones ont reçu une contamination dix fois plus importante. En Lorraine, on compte, au contraire, cinq cas pour 500 000 enfants (incidence 1,3) de 1983 à 1991 et deux (incidence 0,8) entre 1992 et 1994, alors que la contamination a été comparable à celle du Sud-Est.

« Aujourd'hui, rien ne permet de savoir si les cas de cancers en excès sont dus à Tchernobyl ou non », écrivent prudemment les auteurs de cette étude, qui doit être prochainement publiée. Bien d'autres causes - nucléaires, chimiques, alimentaires ou tout simplement biologiques - peuvent en effet être incriminées. Des « études détaillées » seront donc menées sur chacun des quatorze petits malades de la région PACA afin de tenter de déterminer quelles peuvent être les origines de ce mal que l'on guérit en France dans 80 à 90 % des cas.

Jean-Paul Dufour

L'embellie du football français



AIMÉ JACQUET

L'ÉQUIPE DE FRANCE de football vient d'établir un nouveau record. La victoire des Bleus sur la Belgique par deux buts à zéro, mercredi 27 mars à Bruxelles, signe le vingtième match consécutif de l'équipe de France sans défaite. Treize victoires, sept résultats nuls, le bilan d'Aimé Jacquet devient une référence statistique et dépasse celui de l'un de ses prédécesseurs les plus prestigieux, Michel Platini.

A quelques semaines du championnat d'Europe des nations, en Angleterre, le sélectionneur tricolore se trouve confronté à un problème inédit : celui du trop-plein de bons joueurs. A Bruxelles, l'équipe de France était privée de trois de ses éléments-clés : Youri Djorkaeff, Zinedine Zidane et Marcel Desailly. Elle a cependant réussi à imposer son football, notamment grâce au retour de joueurs longtemps écartés, comme Corentin Martins, Alain Roche ou Laurent Blanc. Aimé Jacquet a prévu de faire venir en Angleterre un maximum de vingt-deux joueurs. Les cas de David Ginola, Eric Cantona, ou encore Jean-Pierre Papin, sont toujours en suspens. A Bruxelles, le patron de l'équipe de France a promis qu'il ne fuirait pas ses responsabilités. « Un sélectionneur est fait pour sélectionner », a-t-il asséné, en ajoutant qu'il se montrerait « attentif ».

Lire page 22

Amitiés politiques, politique culturelle

L'ÉTAT-RPR serait-il de retour ? La question agite les mondes de la politique et des arts depuis que le conseil des ministres a choisi le directeur des affaires culturelles de la Ville de Paris, Jean-Jacques Allagot, pour présider le Centre national d'art et de culture Georges Pompidou. La nomination d'un proche de Jacques Chirac à ce poste, symbole de toute ambition culturelle, n'est-elle pas le signe le plus visible d'une reprise en main, où les collaborateurs de l'ancien maire de Paris devenu président de la République seraient placés et récompensés ?

Voilà donc relancé l'un des débats les plus constants de la société des arts : que le premier des ministres de la culture de la V^e République a instruits avec le brio qu'on lui connaissait. En 1959, comme André Malraux s'installait rue de Valois, il posait aussitôt trois questions dans l'un de ces embellissements rhétoriques que ses successeurs ne sauront jamais reproduire : « Comment une démocratie pluraliste peut-elle susciter, diffuser et encourager la culture sans faire de choix abusifs ? Comment peut-elle orienter sans imposer, aider sans contraindre ? Comment peut-elle enfin découvrir et

utiliser les médiateurs d'une action culturelle qui ont, dans la plupart des cas, des attitudes politiques ou sociales tranchées et rarement conformes au pouvoir politique quel qu'il soit ? »

Personne n'a mieux énoncé depuis les interrogations que suscite la fonction la plus nécessaire et la plus inacceptable du gouvernement : administrer la culture. Lui-même y répondra avec honnêteté mais sans grands moyens. Il invente pourtant l'échiquier sur lequel évolueront ses successeurs, confiant les grands équipements culturels à des hommes de l'art, sans discrimination. Il intervient aussi directement dans la vie artistique en défendant par exemple Jean Genet ou Armand Gatti, que ses amis politiques voulaient à la censure. A l'Elysée, le général de Gaulle s'inquiète quelquefois et, souvent, Malraux « rompt le combat avant d'avoir engagé le fer pour soutenir tel ou tel projet, tel ou tel collaborateur », comme le notait dans nos colonnes Jean Lacouture en 1969.

Olivier Schmitt

Lire la suite page 15 et nos informations page 27

PRIX DU MEILLEUR LIVRE ÉTRANGER 1996

JONATHAN COE

TESTAMENT À L'ANGLAISE

roman

traduit par Jean Pavans

GALLIMARD

International	2	Annuaire classés	25
France	6	Agenda	26
Société	9	Abonnements	26
Horaires	12	Météorologie	26
Équipages	16	Mots croisés	26
Pharmaciens	18	Culture	27
Cartes	20	Communication	30
Aujourd'hui	21	Radio-Télévision	31

SOMMET Les chefs d'Etat et de gouvernement des quinze membres de l'Union européenne (UE) lanceront les négociations sur la révision du traité de Maastricht, vendredi 29 mars à

Turin. Ces négociations doivent déboucher sur la rénovation des institutions de l'UE, dans la perspective de son élargissement à d'autres pays. Elles devraient durer environ un an.

● D'ICI QUELQUES MOIS, la levée ou la confirmation des incertitudes qui pèsent encore sur le respect du calendrier fixé pour l'Union monétaire devrait fortement influencer la Confé-

rence intergouvernementale. ● A TURIN, les dirigeants européens devraient aussi discuter de la crise de l'élevage bovin en Grande-Bretagne et des mesures de solidarité envisa-

gées par l'UE. ● UN SONDAGE réalisé en France et en Allemagne montre que les Allemands sont peu confiants dans l'attachement des Français à la construction européenne.

L'Union européenne se donne un an pour rénover ses institutions

L'emploi et la crise de la « vache folle » s'ajoutent aux thèmes du sommet de Turin, qui ouvre la conférence intergouvernementale sur la révision du traité de Maastricht. L'évolution vers la monnaie unique pèsera sur les négociations

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

La Conférence intergouvernementale (CIG) à laquelle les chefs d'Etat et de gouvernement donnent le coup d'envoi, vendredi 29 mars, à Turin, est essentielle pour l'avenir de la construction européenne. Mécanismes de décisions anachroniques, coopération en matière de politique étrangère et de sécurité intérieure à peine ébauchée : l'Union est comme paralysée dans ses actuelles institutions et réclame d'urgence un sérieux lifting. Une obligation qu'accroît encore la perspective d'un nouvel élargissement aux pays d'Europe centrale, à Malte et à Chypre.

Cette indispensable cure de jeunesse impliquera, quelle qu'en soit la forme, des transferts de compétence : par une simplification abusive, on oppose souvent les mécanismes supranationaux à la coopération intergouvernementale, en oubliant que celle-ci, pour être efficace, suppose aussi des abandons de souveraineté. Or, ces pas supplémentaires vers une plus grande intégration, les Etats membres ne sont aujourd'hui pas capables de les accomplir. Pour y parvenir, ils ont besoin d'un stimulant qui n'est autre que la monnaie unique.

Sa mise en place, voulue par le traité de Maastricht, dominera totalement le paysage européen au cours des deux années à venir et influencera donc grandement le déroulement des négociations. Celles-ci risquent de se cantonner dans des bavardages diplomatiques sans grands résultats jusqu'à la fin de l'hiver prochain. Durant ces premiers mois, en dépit de l'engagement sans restriction souscrit à Madrid par la quasi-totalité des Quinze, l'incertitude, quant à la possibilité de respecter la date du 1^{er} janvier 1999 pour le démarrage de l'Union monétaire, demeurera grande. Un premier tournant pourrait alors se dessiner. On saura en effet si la reprise de l'activité annoncée par les instituts

de conjoncture pour le second semestre 1996 a été au rendez-vous et si son ampleur est suffisante pour que les performances voulues par le traité (les critères de convergence) aient une chance d'être atteintes ou, au moins, sérieusement approchées, par les pays les plus immédiatement candidats au passage à la monnaie unique. Le sentiment que la formidable mutation politique que représente la création d'une monnaie unique est à portée de main, modifierait radicalement l'atmosphère. Une négociation constructive pourrait alors s'engager.

OBSTRUCTION STÉRILE

Comment réagirait les Britanniques, confrontés de plus près à une telle perspective, qu'aujourd'hui ils taxent d'irréaliste ? Les travaux préparatoires ont montré qu'ils demeuraient hostiles aux aménagements du traité jugés nécessaires par leurs partenaires, en particulier à l'extension du vote majoritaire. Sauf s'ils avaient des élections anticipées, il n'y a pas de raison que cette situation évolue au cours de l'année à venir. Par souci de préserver l'avenir, les autres gouvernements ne cherchent pas, durant cette phase d'ap-

proche, à forcer le consentement de Londres. S'il devenait clair que l'Union est en passe de franchir avec succès une des étapes les plus importantes de son histoire, certains espèrent, à Bruxelles, que les partisans de l'Europe au sein du

des prochaines élections en Grande-Bretagne, elle donne un regain d'intérêt aux débats de la CIG. Ce qui ne signifierait pas pour autant que l'obstacle britannique serait surmonté.

La CIG est-elle condamnée à vi-

Une « composante européenne » dans l'OTAN

A sa sortie de l'Élysée, où il a été reçu, mercredi 28 mars par Jacques Chirac, Javier Solana, secrétaire général de l'OTAN, a déclaré que « la France veut participer à l'Alliance et coopérer à la constitution d'une composante européenne de défense en son sein ». « Je crois, a-t-il ajouté, que nous pouvons le faire. On va y travailler jusqu'au conseil ministériel de l'OTAN, en juin, à Berlin, une ville symbole, pour donner quelques indications sur la direction à suivre. » M. Solana a rapporté que le chef de l'Etat français lui avait réitéré « son attachement à la préservation du lien transatlantique » et « à la création, au sein de l'Alliance, d'une identité européenne de défense ». « L'Alliance est renforcée avec la présence de la France, a expliqué M. Solana, et cette nouvelle position est très importante pour l'Alliance et la France. »

parti conservateur britannique reprendrait de la voix et dénonceraient l'obstruction stérile pratiquée par le gouvernement Major ; que la crainte de rester hors du coup fasse réagir ceux qui aujourd'hui se taisent ; que, peut-être, par ricochet, sans même attendre le gouvernement qui sortira

voter jusqu'à ce que survienne ce réveil ? S'il paraît effectivement peu vraisemblable qu'on puisse progresser sur des questions telles l'extension du vote à la majorité qualifiée ou les « coopérations renforcées » (c'est-à-dire la faculté pour un groupe de pays membres d'aller de l'avant, sans que ceux

qui ne veulent pas ou ne peuvent pas les suivre aient la possibilité de les bloquer), l'irruption forte de la dimension sociale et de celle de l'emploi dans le débat européen pourrait sauver de l'insignifiance cette première phase de la Conférence.

En ce début de printemps, hormis la terreur de la « vache folle », la scène européenne apparaît relativement calme. En France, la détermination manifestée par Jacques Chirac fait provisoirement taire la contestation. Mais quel que soient les indices, un conflit social mal géré, demain, brutalement, à nouveau tout faire basculer jusqu'à remettre en cause une Union monétaire dont on sait pourtant qu'elle contribuera à la bonne insertion de l'Europe dans une économie mondialisée. Contre un tel péril, le meilleur antidote serait certainement de convaincre l'opinion publique que l'Europe n'ignore pas sa préoccupation profonde, qu'elle est décidée à faire de la lutte contre le chômage sa priorité.

C'est le sens de la Table ronde sur l'emploi proposée par Jacques Santer, président de la Commission de Bruxelles, qui se tiendra à la fin avril. C'est celui de la Confé-

rence tripartite qui suivra. Cette mobilisation pour l'emploi, pour la défense d'un modèle social européen, qui est voulue par la grande majorité des Etats, ne rassurera l'opinion que si celle-ci la juge capable d'être suivie d'effets. Le pari est-il perdu d'avance ? L'échec de la tentative du Livre blanc de Jacques Delors sur la croissance, la compétitivité et l'emploi ne peut-il que se répéter ? Il reste aux institutions de l'Union - à la Commission, au Conseil, au Parlement - à démontrer le contraire. L'idée d'un socle étroitement lié à l'opération des partenariats sociaux pourrait devenir un gage de succès. Comme celle de concentrer l'attention sur l'aménagement du temps du travail afin de parvenir, si possible, à une grille de références approuvée au niveau européen.

L'action ainsi engagée sera, pour l'essentiel, entreprise hors la CIG. Mais, en contrepoint, celle-ci pourrait utilement valider les travaux accomplis, compléter le traité d'une manière qui atteste avec force cette volonté de préserver, en dépit des contraintes acceptées de la mondialisation, le modèle européen.

Philippe Lemaître

Une réunion rattrapée par le malaise social et la crise de la « vache folle »

LE CHÔMAGE et la situation de crise provoquée par l'épidémie de la « vache folle » en Grande-Bretagne donnent un relief imprévu au conseil extraordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement européens qui se retrouvent vendredi 29 mars à Turin pour lancer solennellement les travaux de la conférence intergouvernementale sur la révision du traité de Maastricht. Les responsables de l'Europe ne peuvent bien entendu se réunir sans évoquer les mesures à prendre pour rassurer les consommateurs et les agriculteurs, et, en cas d'abattage massif de troupeaux, prévoir les compensations financières que devra assumer l'Union.

L'inquiétude des éleveurs vient s'ajouter au malaise général suscité par la situation désastreuse du marché de l'emploi dans tous les pays. Tout cela constituait une incitation

supplémentaire pour les participants au sommet de Turin à réaffirmer, au moment d'entamer leur réexamen des mécanismes et des objectifs politiques de l'Union, l'importance à accorder à sa dimension sociale. A la veille de leur rencontre, la Confédération européenne des syndicats (CES), qui regroupe la plupart des grandes organisations syndicales des quinze pays membres, avait organisé jeudi 28 mars un grand rassemblement à Turin pour faire connaître ses revendications.

Jacques Santer, le président de la Commission, avait bien l'intention lui aussi de saisir l'occasion de ce sommet pour demander aux plus hauts responsables de faire un effort financier afin d'accroître le programme des réseaux transeuropéens de transports, d'accroître l'aide à la recherche et aux PME. Les

chefs d'Etat et de gouvernement devaient aussi, trouver sur la table le mémorandum présenté mardi au conseil des ministres par Alain Juppé, à la demande du président Chirac.

SUGGESTIONS

Ce mémorandum, qui fait des suggestions pour mieux intégrer dans les politiques de l'Union la nécessité de la défense du « modèle social européen », a suscité en France de nombreuses réactions. Edouard Balladur a estimé que la dynamique imprimée par Jacques Chirac était « ambitieuse et réaliste ». La CFDT s'est félicitée d'une prise de position qui « régit un engagement clair pour mettre l'emploi et la dimension sociale au cœur de la construction européenne ». En revanche, au nom du Parti socialiste, l'« euro-

cratique » Pierre Guillard, secrétaire aux relations internationales, a estimé que ce texte « se résume en trois mots : récupération, confusion, contradiction ».

Le grand rendez-vous de Turin ne pouvait avoir lieu sans que le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, ne fasse entendre sa voix. Profitant de la réunion à Paris d'une conférence interparlementaire du Conseil de l'Europe sur « le nouveau rôle des parlements nationaux dans la construction européenne », le maître d'Épinal a souligné que la lutte pour l'emploi devait plus que jamais être au cœur du projet politique européen, souhaitant que « la conférence intergouvernementale sache dépasser le seul objectif d'une révision institutionnelle ».

H. de B.

Les Allemands sont réservés sur l'attachement des Français à l'Europe

L'entente franco-allemande jugée décisive pour l'Europe

Enquête réalisée pour Arte-Le Monde-Frankfurter Rundschau.

OPINIONS FRANÇAISES

OPINIONS ALLEMANDES

Dans l'avenir, la France et l'Allemagne devraient-elles constituer le noyau dur de l'Europe et progresser ensemble dans la voie de la construction européenne, même si les autres pays européens ne peuvent ou ne veulent pas les suivre ?

■ Oui, ils doivent constituer ce noyau dur... 49% 33%
■ Non, ils doivent avancer ou même pas que les autres pays de l'Union européenne... 41% 56%

L'entente franco-allemande jouera-t-elle un rôle décisif dans l'avenir de l'Europe ?

■ Oui... 86% 81%
■ Non... 14% 19%

Le 1^{er} janvier 1999, si la France ne remplit pas les critères économiques définies par le traité de Maastricht pour la mise en place d'une monnaie unique européenne, quelle solution auriez-vous préférée ?

■ La monnaie unique européenne doit être mise en place en France même s'il faut pour cela assouplir les critères économiques... 28% 15%
■ Sa mise en place en France doit être reportée jusqu'à ce que le pays remplisse les critères économiques... 46% 59%
■ La France doit y renoncer définitivement... 18% 8%

Pensez-vous que la monnaie unique européenne, l'euro, pourra être créée avant l'an 2000 ?

■ Oui... 32% 57%
■ Non... 68% 43%

Actuellement, les principales décisions concernant l'Union européenne doivent être prises à l'unanimité des Etats membres. Pour éviter des blocages de la part d'un ou plusieurs pays, les principales décisions devraient-elles pouvoir être prises non plus à l'unanimité, mais à la majorité absolue des Etats membres ?

■ Favorable... 66% 62%
■ Défavorable... 20% 19%

■ Favorables à la construction européenne... 71% 76%
■ Favorables à l'entente franco-allemande... 76% 71%

■ Favorables à la mise en place d'une monnaie unique... 47% 44%
■ Défavorables... 53% 56%

AU MOMENT où Paris et Bonn mettent sur la table de la conférence intergouvernementale qui s'ouvre à Turin vendredi 29 mars des propositions communes, le sondage effectué en France et en Allemagne par les instituts BVA et Emnid pour Arte et Le Monde montre que les opinions publiques des deux pays sont convaincues du rôle moteur de l'entente franco-allemande dans la construction européenne, mais divergent sur l'importance que chacun y attache.

Pour plus des quatre cinquièmes des Français (86 %) et des Allemands (81 %), l'entente franco-allemande « jouera un rôle tout à fait ou plutôt décisif » dans l'avenir de l'Europe. En revanche, si les Français jugent très majoritairement (71 %) les Allemands « favorables à la construction européenne », ces derniers sont plus sceptiques sur les sentiments européens des Français : 57 % d'entre eux seulement jugent les Français « favorables à la construction européenne », 77 % des Allemands interrogés estiment les Français avant tout attachés à l'« entente franco-allemande » (inversement, les Français, à 76 %, es-

timement leurs voisins partisans de l'entente entre les deux pays).

Les relations entre les deux pays sont approuvées largement par les deux peuples, un tiers des Allemands comme des Français les souhaitant même « plus étroites ». Mais on retrouve l'expression d'une défiance allemande dans le fait que 16 % des personnes interrogées outre-Rhin (contre 5 % des Français) se prononcent pour un lien « moins étroit ». Aussi les Allemands sont-ils moins enthousiastes (33 % pour et 56 % contre) que les Français (49 % pour, 41 % contre) à l'idée de « progresser ensemble dans la voie de la construction européenne, même si les autres pays européens ne peuvent ou ne veulent pas les suivre ». Cependant, d'un côté comme de l'autre, on est convaincu de la nécessité de passer à une étape plus volontariste de l'intégration européenne, en élargissant le champ des décisions pouvant être prises « non plus à l'unanimité, mais à la majorité absolue des Etats-membres ». 66 % des Français et 62 % des Allemands y sont prêts.

Une des explications de cette différence peut être trouvée dans la perception que chacun des deux pays a de l'importance de parvenir à la monnaie unique. Si la France ne devait pas remplir les critères définis par le traité de Maastricht à la date prescrite, 59 % des Allemands jugent qu'il faudrait reporter l'entrée en vigueur de l'Union monétaire, opinion qui n'est partagée que par 46 % des Français. Pour 23 % de ceux-ci (contre 15 % des Allemands), « la monnaie européenne doit être mise en place en France, même s'il faut, pour cela, assouplir les

critères économiques ». Les Français sont plus confiants dans l'attachement des Allemands à la monnaie unique : ils sont 47 % à juger leurs voisins « favorables » à la monnaie unique. Ces derniers sont moins convaincus de la détermination des Français : 29 % seulement des personnes interrogées en Allemagne disent les Français favorables à l'euro, contre 49 % qui les jugent défavorables à cette monnaie.

Les relations entre Paris et Bonn sont approuvées par les deux peuples

Les uns comme les autres ne sont guère optimistes sur les chances de voir la monnaie unique instituée avant l'an 2000 : 57 % des Français n'y croient pas (pour 32 % qui y croient), proportion encore plus forte chez les Allemands, avec 69 % de pessimistes (pour 21 % d'optimistes), ce chiffre s'élevant à 80 % dans l'ancienne RDA.

La prudence allemande tient peut-être tout entière dans les réponses à deux questions : interrogés sur les qualificatifs qui conviennent le mieux à leurs voisins, 86 % des Français citent le « sérieux » des Allemands et 71 % leur « fiabilité », alors que ces qualités ne sont reconnues aux Français que par, respectivement, 45 % et 62 % des Allemands.

Alain Frachon et Patrick Jarreau

Fiche technique

Enquête réalisée en France par l'institut BVA auprès de 923 personnes âgées de dix-huit ans et plus, du 21 au 23 mars, selon la méthode des quotas ; en Allemagne par l'institut Emnid auprès de 964 personnes âgées de dix-huit ans et plus, du 20 au 21 mars, selon la méthode aléatoire.

Le rapprochement entre Serbes et Musulmans à Mostar pourrait préfigurer la réconciliation de tous les Bosniaques

Ennemies pendant la guerre, les deux communautés tissent des liens, prélude à de nouvelles relations

La région de Mostar, la ville de Bosnie-Herzégovine sous administration européenne située au sud de Sarajevo, serait-elle en train

d'inaugurer, sur les ruines d'une fédération croato-bosniaque inexistante, un nouveau type de relations entre les anciens ennemis

de la guerre bosniaque ? Musulmans et Serbes se rapprochent ostensiblement, réunis par le désir de résister à la puissance ré-

gionale croate. Des premières rencontres viennent d'avoir lieu, et devraient prochainement s'intensifier.

Le volume du commerce mondial a progressé de 8 % en 1995

MOSTAR

de notre envoyé spécial
Mostar, image de la Bosnie-Herzégovine... Les trois communautés, serbe, croate et musulmane, vivent désormais séparées. Croates et Musulmans se partagent la ville, installés de chaque côté de la rivière Neretva, tandis que les Serbes contrôlent des territoires montagneux en Herzégovine du sud.

Depuis l'accord de paix de Dayton, le pays est théoriquement divisé en deux « entités », la Fédération croato-bosniaque et la République serbe. Pourtant, la Fédération n'ayant jamais existé ailleurs que sur le papier, le pays est en fait coupé en trois, avec trois armées entièrement dévouées aux trois partis nationalistes, et aucune envie que les liens soient rétablis entre les communautés.

Mostar devait être le laboratoire de la fédération croato-bosniaque, l'emblème d'une réconciliation bâtie sur le dos des Serbes. Mais la ville est devenue le symbole de la division ethnique. Les Croates d'Herzégovine préfèrent se tourner vers la Croatie plutôt que vers les Musulmans bosniaques, et ils se moquent des échos d'âme des citoyens mostariens, attachés à la réunification de leur ville.

Les Serbes, eux, sont isolés dans les collines rocheuses où ils avaient

installé leur artillerie au début de la guerre. Considérés comme des assassins à Mostar, ils ont le sentiment d'avoir été abandonnés par Belgrade, ils n'ont plus aucun lien direct non plus avec les villes serbes de Pale, Banja Luka. Les routes qu'ils doivent emprunter sont tellement détournées qu'ils sont conscients qu'une relance économique est improbable.

Nevesinje, une bourgade adossée aux collines, était autrefois un lieu de villégiature pour les Mostariens de classe moyenne. Ceux qui ne pouvaient se payer une maison sur la côte dalmate s'évadèrent là, en fin de semaine. Aujourd'hui, la ville est le refuge des Serbes de la région de Mostar. Ils s'y sont installés soit par goût pour le séparatisme ethnique, avec l'intention de revenir à Mostar à la tête de l'armée, soit parce qu'ils ont été expulsés par les Croates, eux aussi résolus à dessiner des territoires ethniques.

« Notre municipalité est extrêmement pauvre, constate Vukan Bratic, le maire de Nevesinje. D'ici, toutes les routes vont vers Mostar, qui fut toujours le centre économique et culturel de l'Herzégovine. Nous y allions à l'école, à l'université, à l'hôpital ou à la banque. Et nous y allions surtout pour travailler, dans les usines de la vallée. » M. Bratic ne cache pas que la population serbe « ne dressera

aucun obstacle à des relations cordiales avec l'autre camp ».

Il confirme même les rumeurs de rencontre politique entre les Bosniaques de Mostar-est et Nevesinje. « J'ai rencontré Sefet Oricovic [le maire bosniaque, musulman] le 11 mars, dans l'enceinte de la base espagnole de l'IFOR, à Mostar. Je l'ai invité à venir à Nevesinje, ce qu'il devait accepter prochainement. »

« Il faut du temps et de la patience. Nous pouvons commencer à coopérer sur une base économique »

La région de Nevesinje, perdue au bout du monde serbe, n'a pas d'autre alternative que de renouer des liens avec Mostar, distante de 35 kilomètres. « Nous avons toujours vécu ensemble, et il semblerait que ce soit désormais devenu impossible, note Vukan Bratic. d'une voix où se devine un certain regret. Il faut du

temps et de la patience. Nous pouvons commencer à coopérer sur une base économique. »

M. Bratic n'est pas un « dur » du régime, et il paraît souhaiter un changement de politique à Pale, le fief où règne toujours Radovan Karadzic. « De toute façon, mille jours de négociations valent mieux qu'un seul jour de guerre », conclut-il. L'attitude de Vukan Bratic illustre parfaitement le nouvel état d'esprit des Serbes bosniaques, lassés d'une guerre nationaliste qui les a rejetés au ban des nations et écartés par la paix que Belgrade leur a imposé.

A Mostar-est, côté bosniaque, on tente encore de masquer cette reprise des relations avec la République serbe. A Mostar-ouest, côté croate, on tente de donner l'impression de ne pas s'en inquiéter. « Nous ne sommes pas opposés à des relations économiques entre Serbes et Musulmans si l'objectif final n'est pas de s'illier pour nous faire la guerre, déclare Mijo Braticovic, le maire croate. La guerre vient de s'achever, et cela est encore frais. Je crois que la minorité serbe s'arrangera pour se rapprocher de la Serbie. » M. Bratic croit au partage ethnique de la Bosnie-Herzégovine et à l'annexion de facto de la République serbe par la Serbie.

Ces manœuvres politiques ravissent Alija Behram, le directeur de

la radio de Mostar-est, infatigable militant d'une réunification de la Bosnie-Herzégovine. « Les relations économiques avec les Serbes vont s'accroître, car Nevesinje a toujours été étroitement liée avec Mostar, dit-il. Déjà, des familles serbes exilées nous ont fait savoir qu'elles désiraient revenir vivre ici. Ces Serbes ne reçoivent aucune aide de Belgrade, et ils désirent s'échapper des mains de Karadzic et de Mladic. » Leur avenir est naturellement tourné vers Mostar et Sarajevo, poursuit-il, ce qui annonce une réintégration future des territoires contrôlés par les séparatistes. « La Bosnie-Herzégovine sera, un jour, un seul pays ! », clame-t-il.

Le rapprochement entre Serbes et Bosniaques est un phénomène local, qui ne concerne encore que l'économie et le commerce. Le cas de la région de Mostar est toutefois significatif. « Bien sûr, lorsqu'ils seront débarrassés de Karadzic et de son équipe, les gens de Pale tenteront de se rapprocher de Sarajevo, analyse un diplomate. Les Serbes, bien qu'étant majoritairement des paysans, ne pourront pas vivre éternellement perchés sur leurs montagnes, tenus à l'écart des villes. L'unique intérêt des montagnes était militaire. Maintenant, ils vont commencer à se préoccuper de leur niveau de vie, de l'insécurité de leurs enfants, etc. »

La drôle de fédération herzégonienne - diplomatique entre Croates et Musulmans, économique entre Serbes et Musulmans - peut être interprétée de deux manières. Soit elle marque la victoire définitive des séparatistes serbes et croates, qui ont toujours prétendu qu'il faudrait vivre en Bosnie en bons voisins, mais jamais plus ensemble. Soit, au contraire, elle est le prélude des retrouvailles entre tous les Bosniaques, qu'ils soient serbes, croates ou musulmans, aux dépens des relations avec la Serbie et la Croatie.

Avant la guerre, à Belgrade ou à Zagreb, on ne disait jamais d'un Serbe ou d'un Croate de Bosnie qu'il était serbe ou croate. On disait : « un Bosniaque », tout simplement. Ces Bosniaques n'ont peut-être pas fini d'étonner ceux qui ont voulu imposer la division ethnique de leur pays.

Françoise Lazare

Rémy Ourdan

L'introduction de nouveaux billets de 100 dollars provoque l'émoi des Russes

UN AVION au chargement bien particulier s'est posé cette semaine à Moscou, provoquant un grand émoi dans la population. L'appareil ne transportait ni stock d'armes ni destination de la Tchétchénie ni versions d'aide alimentaire, mais une livraison de nouveaux billets de 100 dollars, jugés plus difficiles à contrefaire.

La modernisation des gammes de billets de banque est une démarche habituelle des banques centrales, soucieuses d'introduire les plus récentes techniques de codes infrarouges ou de numérotation magnétique. La France, par exemple, procède actuellement à la rénovation de sa propre gamme. Pierre et Marie Curie ont remplacé Pascal sur les coupures de 500 francs sans que quiconque s'en émeuve. Les Etats-Unis, bien que très touchés par les contrefaçons, sont plus conservateurs en la matière, et la dernière réforme d'ampleur de la gamme de billets de banque

remontait à la fin des années 20. Dans les pays industriels, les billets occupent une place très secondaire face au développement des transactions électroniques. Le dollar, cependant, est la seule monnaie du monde « fusée » est aussi largement répandue hors des frontières nationales. En Russie, où la plupart des paiements s'effectuent en argent liquide, le « billet vert » est devenu ces dernières années la véritable deuxième monnaie du pays. On estime que 20 milliards de dollars (100 milliards de francs) au moins circulent dans le pays.

Dès l'annonce de l'introduction des nouveaux billets, fin 1995, la population russe a pris peur et commencé à vouloir se débarrasser des anciens billets, en les échangeant contre des coupures plus petites. L'administration américaine a dû lancer une très importante campagne de promotion, finançant des spots télévisés, un service de renseigne-

ments téléphoniques. Les conseillers financiers américains en poste à Moscou se sont soudain transformés en agents de relations publiques à plein temps. Alors que les Etats-Unis garantissent que les anciens billets ne seront jamais dévalués ni retirés de la circulation, ils ont dû accepter que les banques locales exigent une commission de 2 % pour l'échange d'anciens billets en nouveaux.

Les craintes de la population russe se comprennent aisément. Ebranlée par le douloureux passage vers l'économie de marché, par des changements brutaux de billets de banque russes, elle n'a guère confiance dans les réformes monétaires. « Les gens sont terrifiés à l'idée d'ouvrir leurs valises de billets », ironise un spécialiste occidental. Ici plus qu'ailleurs, devoir exhiber sa part d'économies souterraines n'est pas chose aisée.

Françoise Lazare

Rémy Ourdan

La commission d'enquête sur l'assassinat d'Yitzhak Rabin écarte l'hypothèse du complot

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Il y a bien eu « complot » pour assassiner Yitzhak Rabin. Le mot figure en toutes lettres dans le verdict prononcé, mercredi 27 mars, à Tel Aviv, contre Ygal Amir, le meurtrier de l'ancien premier ministre, condamné à la prison à vie. Mais ce « complot » n'a été le fait que d'un petit groupe d'extrémistes hostiles au processus de paix israélo-palestinien. Il n'y a pas eu de machination au plus haut niveau de l'Etat, comme l'assurent inlassablement, depuis cinq mois, les milieux de l'extrême droite religieuse juive.

Pas de deuxième assassin sur les lieux du crime, pas de complicité au sein de la police ou du Shin Beth, le service de sécurité intérieure d'Israël. Telle est, selon les fuites obtenues par la presse locale, la principale conclusion de la commission d'enquête gouvernementale qui, parallèlement au procès du meurtrier, avait été mise en place deux semaines après l'assassinat de Rabin.

Dirigée par l'ancien président de la Cour suprême, Meir Shamgar, la commission d'enquête devait rendre son rapport, jeudi, 24 heures après la sentence de réclusion à perpétuité prononcée par un tribunal de Tel Aviv à l'encontre de l'assassin. Divisé en deux parties, l'une de 251 pages qui seront rendues publiques, et l'autre, confidentielle, de 117 pages réservées au gouvernement, le rapport passe en revue les défaillances, les erreurs graves et l'absence presque totale de coordination entre le Shin Beth et la police chargée de la protection des personnalités, à commencer par les

membres du gouvernement. Selon plusieurs sources concordantes, la partie publique du document recommande des sanctions sévères contre au moins six dirigeants du Shin Beth - dont cinq ne sont plus en fonction - et un officier supérieur de police, resté en place. La partie secrète traiterait de manière approfondie des méthodes de travail et de recrutement d'agents et d'informateurs par le service de sécurité intérieure, notamment dans les milieux extrémistes juifs. Pourquoi Avishai Raviv, président-fondateur d'Eyal, un groupuscule de fanatiques à calotte, a-t-il manqué de rapporter les menaces d'Amir contre Rabin, alors que, selon toute vraisemblance, il avait été recruté par le Shin Beth pour espionner ses coreligionnaires ? C'est l'une des questions soulevées par le juge Shamgar.

LE CONCEPT DE « RODEF »

Pour le reste, Amir a agi seul. Son frère aîné et l'un de ses amis étaient au courant du projet, mais ils n'ont pas tenté de le dissuader d'agir uniquement parce qu'ils pensaient qu'il échouerait, ou se feraient tuer avant de pouvoir mener son entreprise à terme. Le « complot », nié par les trois intéressés, s'arrêterait là.

Amir, qui, sauf improbable grâce présidentielle, restera au moins vingt-cinq ans en prison, n'a émis aucun regret de son acte. Pour lui, la situation était claire : en donnant ou en rendant une partie aussi limitée soit-elle « de la terre d'Israël à des goyim », des non-juifs et palestiniens, le premier ministre mettait « des vies juives en danger et il devait être stoppé ». De son point de

vue, le meurtre de Rabin était donc une nécessité politico-religieuse.

Religieux à kippa, lui aussi, le juge Edmond Lévy a longuement explicité dans son verdict le concept de « rodef », lequel, selon certaines traditions juives, permet à un homme d'en tuer un autre s'il menace la vie d'un ou de plusieurs juifs. Selon le juge, seul « un esprit cynique » pouvait concevoir d'appliquer cette loi au premier ministre d'Israël. L'accusé a nié avoir reçu le feu vert de certains rabbins liés à la mouvance extrémiste ?

« Ma seule crainte, a-t-il ajouté au cours du procès, était qu'un Arabe passe à l'acte avant moi. Il fallait que cet acte soit accompli par un membre du peuple élu. »

La préméditation n'a fait aucun doute. D'après le verdict, Amir a « conçu le projet d'assassiner Rabin dès après la signature des accords » israélo-palestiniens d'Oslo en septembre 1993. Le meurtrier a agi « avec un sang-froid terrifiant ». Jusqu'au dernier moment, jusqu'à la lecture de la sentence, le jeune Israélien d'origine yéménite a conservé « une attitude arro-


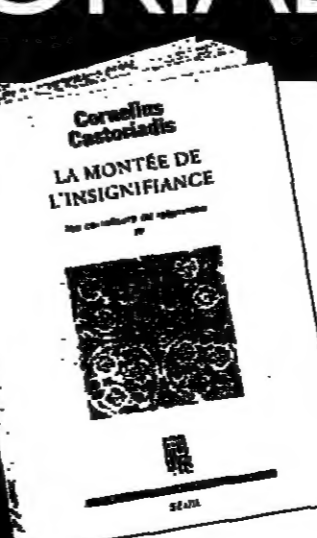
gante » et un sourire ironique honnis par les télespectateurs israéliens qui ont suivi le procès.

« L'accusé ne mérite rien d'autre que la pitié, a conclu le président Lévy, il a perdu tout semblant d'humanité. » Amir, qui reviendra dans quelques semaines devant les juges pour le procès de ses coaccusés, n'a pas pu s'empêcher de lâcher une dernière provocation. « L'Etat d'Israël est une monstruosité ! » a-t-il crié avant d'être emmené par les gardes.

Patrice Claude

Jean-Claude Buhrer

CORNELIUS CASTORIADIS

Editions du Seuil

Israël reporte « sine die » l'évacuation d'Hébron

JÉRUSALEM. Le ministre des affaires étrangères, Ehad Barak, a annoncé, jeudi 28 mars, qu'Israël a décidé de reporter jusqu'à nouvel ordre son retrait partiel de la ville palestinienne d'Hébron en Cisjordanie, qui devait intervenir jeudi. « Pour le moment, ce redéploiement a été reporté et aucune date n'a été fixée », a souligné à la radio M. Barak. Cette décision est contraire aux accords négociés en Egypte et ratifiés le 28 septembre 1995 à Washington. Selon le chef de la diplomatie, le gouvernement ne donnera son feu vert à l'opération que sur la base « des recommandations des services de sécurité israéliens ». — (AFP)

Federico Trillo est élu président du Congrès espagnol

MADRID. Le député du Parti populaire (PP, droite) Federico Trillo a été élu président du Congrès, mercredi 27 mars, lors de la séance de constitution de la Chambre des députés. M. Trillo, âgé de quarante-trois ans et juriste de formation, devient le troisième personnage de l'Etat espagnol après le roi Juan Carlos et le chef du gouvernement. Il a obtenu 179 voix (3 voix de plus que la majorité absolue), contre 160 voix pour le candidat socialiste Jordi Solé Tura, ancien ministre de la culture. M. Trillo a reçu le soutien des partis nationalistes catalan (Convergència i Unió/CiU), basque (Parti nationaliste basque/PNV) et canarien (Coalition canarienne/CC). Le PP détient seulement une courte majorité relative de 156 sièges (sur un total de 350) au sein du Congrès issu des élections du 3 mars. Juan Ignacio Barrero (PP) a, lui, été élu à la quasi-unanimité à la présidence du Sénat. — (AFP)

EUROPE

■ **RUSSIE-TCHÉCOSLOVAQUIE** : quelque 500 civils ont trouvé la mort, ces deux dernières semaines, lors des bombardements russes sur le village de Samachid, à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Grozny, selon la radio russe Echo de Moscou. L'armée russe avait déjà pris le village en avril 1995, après de violents combats qui avaient coûté la vie à 250 civils. — (AFP)

■ **ALLEMAGNE** : le gouvernement allemand a adopté, mercredi 27 mars, des mesures visant à faciliter l'expulsion des étrangers coupables de violence, suite à des affrontements entre Kurdes et forces de l'ordre. Ces incidents ont été provoqués par l'interdiction d'une manifestation kurde le 16 mars à Dortmund. Les étrangers condamnés définitivement à une peine de prison ferme pour trouble à l'ordre public seront expulsés. Il en ira de même pour les délinquants étrangers condamnés à une peine d'au moins trois ans de prison, contre cinq ans jusqu'à présent. — (AFP)

AMÉRIQUES

■ **ÉTATS-UNIS** : quelque 3 200 heures d'enregistrements secrets réalisés à la Maison Blanche sous la présidence de Richard Nixon devraient être rendues publiques en avril, écrit, mercredi 27 mars, le New York Times. La diffusion des enregistrements, réalisés de février 1971 à juillet 1973, était bloquée par une procédure judiciaire intentée par Nixon après sa démission. Un règlement est en bonne voie, selon le journal. Plusieurs décisions de Nixon, dont celle de bombardier le Cambodge, pourraient être évoquées sur ces bandes. — (AFP)

■ **Le président Bill Clinton a décidé d'élever une femme au rang de général trois étoiles, a annoncé le Pentagone, mercredi 27 mars. C'est la première fois qu'une femme accède à un tel rang aux États-Unis. La nomination de Carol Mutter, cinquante ans, doit être approuvée par le Sénat. — (AFP)**

■ **HONDURAS** : une puissante grenade à fragmentation lancée depuis une voiture a explosé, mardi 26 mars au soir, dans l'enceinte de la résidence du président, le libéral Carlos Roberto Reina, à Tegucigalpa, sans faire de victimes. « Il s'agit d'un attentat politique de certains secteurs qui se sentent affectés par la lutte du président Reina pour l'instauration d'un véritable Etat de droit dans le pays », a affirmé le secrétaire du président, Lucio Izaguirre. — (AFP)

PROCHE-ORIENT

■ **EGYPTE** : un avion de la compagnie Egyptair a été détourné, mercredi 27 mars, sur la Libye avec 153 passagers et membres d'équipage à bord. Les trois pirates de l'air, un restaurateur visiblement perturbé, son fils et l'un de ses neveux, se sont rendus sans résistance aux autorités libyennes au bout de six heures. Tous les passagers ont été libérés sains et saufs. — (Corresp.)

■ **Le mufti d'Egypte, cheikh Mohammed Sayyed Tantawi, connu pour ses positions modérées, a été nommé, mercredi 27 mars, à la tête de l'université Al Azhar par le président Hosni Moubarak. — (AFP)**

AFRIQUE

■ **ALGÉRIE** : un accord pour le rééchelonnement de la dette algérienne avec les États-Unis, d'un montant d'un milliard de dollars, a été signé, mercredi 27 mars, à Alger, par l'ambassadeur américain Ronald Newmann et le gouverneur de la Banque d'Algérie, Abdelwahab Kéramane. — (AFP)

■ **MALI** : trois mille armes de guerre ont été brûlées, mercredi 27 mars à Tombouctou, pour célébrer le retour de la paix après quatre années de rébellion touarègue. Cette cérémonie, baptisée « Flamme de la paix », a été présidée par les chefs de l'Etat malien et ghanéen. MM. Konaré et Rawlings ont invité les combattants des pays africains en guerre à allumer à leur tour des flambeaux de la paix. — (AFP)

■ **DJIBOUTI** : deux ministres ont été limogés, mercredi 27 mars, par le président Hassan Gouled Aptidon. Ahmed Bulaheh Bureh et Moumin Bahdon Farah, respectivement ministres de la défense et de la justice, étaient hostiles à l'accord de paix de décembre 1994, conclu avec une partie de la rébellion afar. Ce limogeage renforce la position du premier ministre, Barkat Gourad Hamadou, et du chef de cabinet de la présidence, Ismael Omar Guelleh, dans la lutte pour la succession du président Gouled - âgé de quatre-vingts ans -, qui vient de rentrer à Djibouti après une hospitalisation de trois mois en France. — (AFP Reuters)

ASIE

■ **INDE** : le groupe d'indépendantistes du JKLF (Front de libération du Jammu-et-Cachemire) qui s'était retranché, en armes, le 24 mars dans la mosquée d'Hazratbal, près de Srinagar, capitale du seul Etat de l'Union indienne à majorité de population musulmane, s'est rendu mardi 26 mars aux forces de New Delhi. L'insurrection qui a commencé au Cachemire en 1989 a fait 12 000 morts selon les autorités et 50 000 selon les rebelles. — (AFP)

ÉCONOMIE

■ **ÉTATS-UNIS** : le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan, a estimé, mardi 27 mars, que le taux de croissance de l'économie américaine était « bon » et « raisonnable ». Intervenant au Sénat à l'occasion de sa confirmation à son poste pour un troisième mandat, M. Greenspan a ajouté que cette croissance s'accompagnait « du taux d'inflation le plus faible de l'histoire récente ». — (AFP)

■ **RUSSIE** : commentant le prêt de 10,08 milliards de dollars (51 milliards de francs) récemment consenti par le Fonds monétaire international, le directeur général de l'organisation, Michel Camdessus, a déclaré mercredi 27 mars : « Quelle que soit la décision prise par notre institution, elle est interprétée de façon politique », ajoutant que « ne pas prêter eût été un acte politique ». — (AFP)

Au Bangladesh, l'annonce de nouvelles élections pourrait mettre fin à la crise politique

La consultation sera organisée par un gouvernement neutre

Le premier ministre bangladais, M^{re} Khaleda Zia, a annoncé, mercredi 27 mars, que de nouvelles élections législatives seront organisées

prochainement, le scrutin de février ayant été boycotté par l'opposition. Cette décision laisse présager la rapide constitution, sous l'égide du

chef de l'Etat, d'un cabinet provisoire « neutre » qui superviserait le scrutin, et l'issue en douceur d'une crise qui paralyse le pays depuis 1994.

NEW DELHI
de notre correspondant
en Asie du Sud

A peine plus d'un mois après avoir été désigné pour un deuxième mandat, le premier ministre bangladais, M^{re} Khaleda Zia, va devoir démissionner pour laisser la place à un gouvernement provisoire, chargé de superviser l'organisation de nouvelles élections législatives.

La *begum*, comme on la nomme familièrement à Dacca, n'avait guère d'autres choix : depuis que le scrutin du 15 février avait été boycotté par l'opposition et dénoncé par ses adversaires comme une « farce politique », le pays s'enfonçait chaque jour un peu plus dans la paralysie. Ponctué par des grèves générales à répétition qui se soldaient par des pertes de production et par de violentes manifestations de rue qui ont fait une centaine de morts en deux mois, le mouvement de « désobéissance civile » lancé par le chef de l'opposition, M^{re} Sheikh Hasina, fille du fondateur du Bangladesh, risquait de précipiter pour de bon le pays

dans le chaos. Le premier ministre a, au contraire, choisi la solution d'une sortie de crise, comme l'annonçait l'appui donné, quelques heures plus tôt, par ses partisans au vote, au Parlement, d'un amendement constitutionnel décidant que, désormais, les élections seraient organisées par un gouvernement « neutre », supervisé par le président de la République.

AUTORITARISME

Il aura encore fallu la pression de hauts fonctionnaires de sa propre administration pour que Khaleda Zia se résolve, mercredi 27 mars, à demander au chef de l'Etat, Abdur Rahman Biswas, un de ses proches, de prendre les mesures nécessaires à la formation rapide d'un cabinet « neutre ». Les prochaines élections devraient être organisées en mai, et l'on attend que le premier ministre présente très prochainement sa démission.

Depuis le 28 décembre 1994, date à laquelle les parlementaires des trois grands partis de l'opposition (la Ligue Awami de Sheikh Hasina, le Jamaat - fondamen-

liste musulman - et le Jatiya de l'ex-dictateur Ershad) avaient démissionné en bloc de l'Assemblée nationale, le Bangladesh était politiquement et économiquement paralysé. Les adversaires de la veuve de l'ancien dictateur Zia Ur-Rahman n'ont cessé de l'accuser d'incompétence, d'autoritarisme et de corruption, exigeant sa démission et l'organisation d'élections anticipées.

Mais quand le mandat de la *begum* est arrivé à expiration, au début de l'année, l'opposition a boycotté le scrutin, arguant qu'un tel gouvernement ne pouvait garantir l'organisation d'élections législatives « libres et honnêtes » : Sheikh Hasina et ses alliés exigeaient que le premier ministre se retire au profit d'un cabinet composé de personnalités « non partisans ».

La consultation du 15 février avait, en première analyse, ramené au pouvoir M^{re} Zia et sa formation, le Parti national du Bangla-

des (BNP) ; mais, faute, précisément, que l'opposition y eût participé, le scrutin n'avait pas donné au premier ministre une lé-

gitimité suffisante pour accrédi-ter sa « victoire » : la participation n'avait guère dépassé les 15 %, les électeurs ayant largement obéi aux consignes de boycottage, autant par conviction que par crainte de représailles des militants de l'opposition. Pis : le scrutin avait été entaché de multiples fraudes, comme si un pouvoir pourtant assuré de l'emporter avait encore besoin de brouiller les urnes !

La décision de M^{re} Zia éloigne les menaces d'une reprise en main des affaires par l'armée. Si les militaires bangladais se sont, depuis un lustre, tenus éloignés du pouvoir après que les régimes militaires se furent succédés à Dacca, de 1975 à 1991, il n'en est pas moins clair qu'il n'ont jamais cessé de se considérer comme l'ultime recours en cas de blocage. Pour M^{re} Zia et Hasina, les deux *ladies* de la politique bangladaise qui se livrent, depuis des années, une implacable bataille, la guerre n'en continue pas moins. Désormais, par d'autres moyens.

Bruno Philip



Concise coverage and incisive comment take you straight to the point of what's going on in the world. Take the short cut with the World's Daily Newspaper.

PRENEZ UN RACOURCI, ALLEZ AU COEUR DE L'ACTUALITÉ VIA LE QUOTIDIEN DU MONDE ENTIER. SES REPORTAGES CONCIS, SES COMMENTAIRES INCISIFS VOUS Y MÈNENT DIRECTEMENT, SUIVEZ LE CHEMIN LE PLUS COURT AVEC LE QUOTIDIEN DU MONDE ENTIER.

EXONÉRATIONS Le gouvernement a décidé, mercredi 27 mars, le classement de la Corse en zone franche. Ce nouveau statut devra être défini d'ici au mois de juin.

● **AIDES ÉCONOMIQUES** : le gouvernement a annoncé un plan important afin de relancer l'activité de l'île, à base de prêts aidés et de réajustement des dettes fiscales et sociales

des entreprises. Il s'apprête à appliquer un premier train de mesures en faveur de l'agriculture, des professionnels du tourisme, des petites et moyennes entreprises et de la

culture. ● **LES INSTITUTIONS** politiques, en revanche, ne devraient pas être touchées. Contrairement à une revendication commune aux mouvements nationalistes, il n'est toujours

pas question de « reconnaissance du peuple corse ». ● **LA FISCALITÉ** corse, qui est déjà fortement dérogatoire, pourrait être simplifiée (lire aussi notre éditorial page 15).

M. Juppé propose de faire de la Corse une zone franche

Il s'agit de la mesure la plus spectaculaire annoncée mercredi à l'hôtel Matignon. Le gouvernement veut sortir l'île du marasme et favoriser un renouveau culturel et linguistique. Il espère ainsi convaincre le FLNC-canal historique de prolonger sa trêve

CEUX QU'AGACE la reconnaissance par les pouvoirs publics de la spécificité corse - y compris dans ses implications financières - trouveront matière à nourrir leur mauvaise humeur dans l'ensemble de décisions, essentiellement économiques, annoncées mercredi 27 mars par Alain Lamassoure, porte-parole du gouvernement et ministre du budget, au terme d'une réunion d'Alain Juppé avec les ministres intéressés par le dossier. Ceux qui pensent que le redémarrage économique de l'île passe par la correction des fameux « handicaps de l'insularité » se retrouveront d'avantage dans la démarche d'un gouvernement qui renforce, de façon spectaculaire, la singularité corse dans l'ensemble français.

La décision la plus importante est la création - qui sera proposée à Bruxelles - d'une zone franche recouvrant l'ensemble de l'île. Cette mesure, décidée mercredi en cours de discussion, est d'autant plus frappante que, de l'aveu même de

M. Lamassoure, elle va au-delà de ce que demandaient les socio-professionnels de l'île. Les autres mesures économiques visent à assainir, puis à faire redémarrer l'économie de l'île. Enfin, le rapport « d'étape » de mercredi, selon la terminologie du gouvernement, comporte un volet culturel, avec notamment le renforcement de l'enseignement de la langue corse.

Le ministre de l'intérieur, Jean-Louis Debré, devrait s'entretenir successivement, dans les jours qui viennent, avec les élus nationaux puis les élus locaux de l'île. Le gouvernement se remettra ensuite à l'ouvrage. Le début de l'été devrait voir l'achèvement de ce processus avec, au mois de juin, d'une part une table ronde réunissant l'ensemble des élus corses et le ministre de l'intérieur, d'autre part l'annonce d'une nouvelle série de mesures pour compléter le travail déjà accompli, dans les domaines des transports, du logement social, de l'environnement.



Le gouvernement s'en tient donc, ostensiblement, à la ligne définie à plusieurs reprises par Alain Juppé et ses ministres : dialogue et fermeté. Le chef du gouvernement

a tenu à féliciter publiquement mercredi les policiers qui ont fait avorter, dans la nuit de vendredi à samedi, une tentative d'attentat perpétrée par des militants natio-

nalistes de la Concolta nazionalista (vitrine légale du FLNC-canal historique) contre la chambre de commerce et d'industrie d'Ajaccio, présidée par Gilbert Casanova, l'un des dirigeants du Mouvement pour l'autodétermination (MPA, vitrine légale du FLNC-canal habituel). Mais il est évident qu'avec la divulgation de cet ensemble de mesures, Matignon s'attend à ce que le FLNC-canal historique prolonge la trêve de trois mois, annoncée dans la nuit du 11 au 12 janvier, et qui vient donc bientôt à échéance.

En revanche, le gouvernement semble déterminé à ne pas bouger d'un iota sur le terrain des institutions : ces questions n'ont pas été abordées mercredi et on indique, dans l'entourage du premier ministre, de la façon la plus formelle, qu'elles ne figureront pas non plus dans le nouveau train de mesures annoncé pour juin.

Le gouvernement paraît décidé à aller très loin sur le terrain économique. En revanche, sur le terrain

politique, il semble fermement décidé à ne pas bouger, alors même que la « reconnaissance du peuple corse », par exemple, est une revendication commune à l'ensemble des mouvements nationalistes. Il s'agit alors de créer un rapport de forces - y compris par la répression sans faiblesse des actes de violence - tel que les nationalistes ne puissent qu'accepter de s'intégrer au processus de paix, le gouvernement ayant donné suffisamment de gages de sa volonté de sortir l'île du marasme économique.

CONTACTS - À CIEL OUVERT

Mais une autre hypothèse est avancée au sein même de la mouvance nationaliste corse. M. Lamassoure a soutenu mercredi que tous les contacts avec les nationalistes s'effectuent « à ciel ouvert ». Il est difficile de le croire. Ne serait-ce que parce que certains membres de groupes rivaux du FLNC-canal historique affirment avoir refusé des offres de Paris, visant à établir des contacts discrets. A tort ou à raison, le FLNC-canal historique fait figure d'interlocuteur privilégié de Paris. Au point que, il y a quelques jours, les dirigeants de l'Accolta nazionalista corsa (ANC), petit groupe créé en 1989 par Pierre Poggioni, accusaient les « historiques » de collusion avec l'Etat et « une partie du RPR », en affirmant notamment : « L'objectif sera de créer une zone franche dont les intérêts seront partagés par le Canal historique et le RPR ».

Quoi qu'il en soit, la menace de la violence continue de peser sur l'ensemble du processus en cours : on reconnaît volontiers à Matignon que les mesures annoncées sont une condition « nécessaire » pour sortir de l'impasse, mais que seul l'avenir montrera si elles sont « suffisantes ». On se contente d'ajouter laconiquement que si la violence et les assassinats reprennent, « il y aura problème ».

Martine Valo

Jean-Louis Andreani

Une nouvelle impulsion à l'économie de l'île

LA CORSE tout entière va devenir une zone franche : c'est ce qu'a décidé le comité interministériel réuni à Paris, mercredi 27 mars. Le porte-parole du gouvernement, Alain Lamassoure (UDF-PR), n'a pas détaillé la teneur de ce futur statut fiscal qui doit être élaboré d'ici au mois de juin « en s'inspirant des dispositifs existants en matière d'aménagement du territoire ». Il a cependant annoncé un plan d'ensemble destiné à donner une nouvelle impulsion à l'économie de l'île.

Modernisation de l'agriculture, relance des activités touristiques, assainissement de la situation financière des petites et moyennes entreprises... : ces premières mesures économiques doivent favoriser « les conditions du dialogue social, notamment avec les syndicats » et « accompagner d'une meilleure prise en compte de la culture corse ». Toutes ces initiatives résultent en partie des propositions formulées par des groupes de travail réunissant élus et socio-professionnels depuis la mi-février. En juin, une nouvelle réunion des ministres devra

examiner les problèmes du réseau routier, du logement social et de l'environnement, ainsi que l'application à la Corse du plan PME-PMI. Enfin, le premier ministre souhaite une réflexion sur « une utilisation plus efficace des aides et transferts publics » et sur « les moyens d'améliorer le fonctionnement du service public des transports à destination » de l'île.

Le 13 février, le gouvernement avait déjà annoncé une série d'aides d'urgence en faveur de la Corse. « A titre tout à fait exceptionnel », compte tenu de la conjoncture économique, l'Etat suspendait ainsi le recouvrement des dettes fiscales et sociales des entreprises pendant trois mois. Ce moratoire est maintenu jusqu'au 30 juin 1996 pour les entreprises hôtelières qui viennent de connaître deux mauvaises saisons touristiques. Cette branche doit aussi bénéficier de prêts aidés.

Les autres secteurs devraient voir désormais leur situation financière examinée au cas par cas par une commission départemen-

tales, qui devra proposer à chaque société en faisant la demande un plan de règlement n'excédant pas un an de différé et quatre ans d'étalement. L'Etat entend, en outre, faire accélérer le règlement des dettes des collectivités locales envers les entreprises. Il annonce aussi qu'il pourrait prêter 95 millions de francs à la caisse de développement de la Corse (CADEC) et pourrait participer à la recapitalisation de celle-ci à hauteur de 70 millions de francs, l'Assemblée territoriale étant chargée d'en apporter autant.

LA PRIME À LA VACHE ALLAITANTE

Dans le secteur agricole, l'Etat devrait consacrer 40 millions de francs à la modernisation des filières viande, herbage (associés à la lutte contre l'incendie), vignoble, agrumes et forêt. Les agriculteurs se verraient aussi proposer le rachat de leurs dettes. Le gouvernement est fier de leur annoncer qu'il a obtenu de l'Union européenne la reprise des versements de la prime à la vache allaitante, suspendus le 15 février pour

cause de fraudes. Cette enveloppe communautaire est évaluée à 65 millions de francs par an.

Au chapitre « dialogue social », le gouvernement veut donner, par voie réglementaire, une plus grande place aux « syndicats représentatifs à l'échelon local », au détriment, donc, des organisations nationales, classiques. L'éducation nationale devrait s'ouvrir davantage à la langue corse dans la région.

Dans les collèges, les sections « méditerranéennes » (cours d'italien, d'espagnol ou de corse) devraient se généraliser. L'université de Corse sera encouragée à s'ouvrir sur les secteurs économiques de l'île. En outre, le préfet de région se voit chargé d'élaborer une charte culturelle, en collaboration avec la collectivité territoriale. Inventaire du patrimoine, gestion des archives, promotion et diffusion de spectacles en langue corse : l'accord devrait être signé à l'automne.

Le gouvernement veut remettre à plat une fiscalité déjà dérogatoire

S'IL A ANNONCÉ, mercredi 27 mars, qu'il entendait faire bénéficier la Corse d'un statut de zone franche, le gouvernement n'a pas précisé quelle forme concrète pourrait prendre un dispositif qui ne devrait être connu que d'ici juin. On sait pourtant dès à présent dans quel esprit le gouvernement entend travailler.

D'abord, il semble probable que la zone franche corse ne ressemblera pas à celles qui sont prévues dans le plan en faveur des banlieues les plus désertées. Dans ces derniers cas, les mesures d'allègements fiscaux visent, par exemple, à garantir la survie des commerces de proximité. Confrontée à d'autres problèmes, la Corse bénéficiera donc d'un sta-

tut de zone franche différent. Quel sera ce statut ? Il faut d'abord avoir à l'esprit que l'île s'apparente dès à présent très largement à une véritable zone franche et bénéficie d'un régime fiscal fortement dérogatoire. Faut-il dresser la liste de toutes les exonérations et des abattements particuliers ? Elle est impressionnante et remonte au début de la République.

Connu sous le nom d'« arrêté Miot », une disposition du 21 prairial de l'an IX, confirmée par la loi de finances pour 1965, prévoit que les Corses sont, comme les autres contribuables, assujettis aux droits de succession pour les biens immobiliers, mais, à la différence des continentaux, ils ne s'exposent pas à des sanctions s'ils n'effec-

tuent pas dans les six mois prévus par la loi leur déclaration de succession. Ce qui limite, on s'en doute, la portée de ce prélèvement.

En matière de taxe sur la consommation, un décret impérial du 24 avril 1811, toujours en vigueur, exclut pour la Corse le recouvrement de droit de licence sur les débits de boissons. La taxe de 20 centimes par litre de boisson n'est pas appliquée, quand la production ou la consommation a lieu dans l'île. Les droits de consommation sur la tabac sont d'un tiers inférieurs à ceux perçus ailleurs. Les accises sur les produits pétroliers sont minorés de 6 centimes par litre. Avec deux taux intermédiaires qui n'existent pas sur le

continent (8 % et 13 %), la Corse bénéficie d'un régime de TVA plus avantageux. De plus, l'hôtellerie est taxée à 2,10 % (contre 5,5 % sur le continent) et la restauration à 8 % (contre 20,6 %).

DEUX OBJECTIFS

Pour les impôts directs, les avantages sont aussi innombrables. Les entreprises créées à partir de 1992 peuvent bénéficier, après agrément, d'une exonération de l'impôt sur les sociétés pendant huit ans. La taxe professionnelle est allégée d'environ 60 %. La taxe sur le foncier non bâti a été quasiment supprimée pour les domaines agricoles. L'impôt sur le revenu bénéficie d'abattements particuliers.

Le gouvernement pourrait poursuivre deux objectifs. Une première idée pourrait être de donner la priorité aux allègements de nature à soutenir la vie économique de l'île et à stimuler les entreprises. Ce qui passera sans doute par de nouvelles mesures fiscales, plus adaptées, tendant à de très forts allègements ou à une quasi-suppression des impôts qui pèsent sur les entreprises, mais aussi par un dispositif spécifique d'exonérations de cotisations sociales. Le souhait du gouvernement est aussi d'agir davantage en faveur des entreprises déjà existantes qu'en faveur de celles qui vont se créer.

La seconde idée pourrait consister à ne pas cumuler des mesures fiscales supplémentaires mais à profiter de la circonstance pour procéder à une grande remise à plat du système fiscal corse, pour lui trouver une cohérence et le simplifier.

Laurent Mauduit

Moins de contraintes pour les entreprises

François Léotard, président du PR et candidat à la présidence de l'UDF, avait proposé, le 13 janvier, à Ajaccio de faire de la Corse une zone franche. Cette formule consistait à alléger les contraintes fiscales, douanières et sociales qui pèsent sur les entreprises. Elle rejoint les « zones d'entreprises » créées en 1987 par Edouard Balladur à La Ciotat, à La Seyne et à Dunkerque, où les entreprises créant dix emplois étaient exonérées de l'impôt sur les sociétés pendant cinq ans. En 1993, le gouvernement avait créé des « zones d'investissement privilégié » dans le bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, qui se sont révélées trop complexes. La Datar a dressé la carte des aides aux entreprises où figurent des « zones de revitalisation rurale » et des « zones de redynamisation urbaine ». Les régions les plus favorisées par ces aides, qui peuvent atteindre 30 % du montant de l'investissement, sont la Corse et le pôle de Longwy.

Il n'existe pas en France de véritable zone franche comparable à celles qui existent en Irlande, à Madère ou dans les îles Anglo-Normandes et qu'on appelle « zones off-shore » ou « paradis fiscaux », mais qui se traduisent non par des créations d'emplois, mais plutôt par l'installation de sociétés « boîtes aux lettres » destinées à tourner les contrôles administratifs et fiscaux grâce à un anonymat total.

Du scepticisme à la satisfaction

● **Toni Casalonga**, président du conseil économique, social et culturel de la Corse : « Cette mesure avait déjà été proposée en 1984 par Pascal Arrighi, élu régional du Front national. On peut se demander si les autres expériences de zone franche n'ont pas plus favorisé les revenus financiers que le développement global. Je ne suis pas sûr qu'une zone franche provoque un développement partagé par tous, je ne suis pas sûr qu'elle produise du sens et de la justice sociale... Sans doute, ça produira de la richesse pour quelques-uns. »

● **Gilbert Casanova**, président de la chambre de commerce et d'industrie de la Corse-du-Sud : « Nous sommes satisfaits d'avoir obtenu le principe d'une zone défiscalisée sur l'ensemble de la Corse, et non sur une partie du territoire insulaire. Le plus difficile

reste à faire : définir le contenu du statut qu'est la zone franche. »

● **Jean Peraldi**, président du groupement socioprofessionnel Rialzu economico : « Ça ne répond pas tout à fait à ce que nous attendions. Il faut que l'Etat mette clairement sa main à la poche, qu'il désendette les entreprises en finançant directement les banques à qui nous devons de l'argent. »

OBLITYS

Sicav obligations et autres titres de créances français

DIVIDENDE EXERCICE 1995 : le conseil d'administration de la Sicav OBLITYS a arrêté les comptes de l'exercice 1995 et a proposé de fixer à 10,40 francs le dividende net versé par action.

Décomposition du dividende net, en francs :

Obligations françaises non indexées	8,90
Autres titres de créances négociables	1,50
Total	10,40

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, le dividende sera détaché le 9 avril et mis en paiement le 12 avril 1996 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 12 juillet 1996).

Valeur de l'action au 29.12.1995 : 559,39 francs.

Gestion : SOBEPOSTE S.A. Filiale de La Poste et de la Caisse des dépôts et consignations

LA POSTE

Commandez vos livres par Minitel

36 15 LEMONDE

Le score d'un amendement contre la monnaie unique écorne l'engagement européen du PS

42 % des militants ont suivi la Gauche socialiste contre les critères de convergence

Selon des résultats portant sur 75 fédérations (hors Paris, Bouches-du-Rhône et Finistère), le texte du Parti socialiste intitulé « Mondialisa-

tion, Europe, France », aurait obtenu 92 % de votes pour, 2 % contre et 6 % de refus de vote. L'amendement anti-monnaie unique de la

Gauche socialiste a recueilli un score élevé : 42 %. Mais la participation des militants au vote n'a été que de 46 %.

UNE VICTOIRE ÉCORNÉE pour l'un, une défaite triomphante pour les autres : la préparation de la convention nationale du Parti socialiste sur « Mondialisation, Europe, France », qui se réunit samedi 30 et dimanche 31 mars à L'Hay-les-Roses (Val-de-Marne), apporte son lot de surprises. Selon des résultats qui ne sont pas encore définitifs, le texte rédigé par Pierre Moscovici, secrétaire national aux études, et parrainé par Lionel Jospin, adopté à l'unanimité par le conseil national du 2 mars, a obtenu une quasi-unanimité avec 92 % de suffrages favorables. Mais l'amendement dit « de substitution », car il visait à se substituer à une partie du texte concernant plus particulièrement la monnaie unique, déposé par le quatuor de la Gauche socialiste - Jean-Luc Mélenchon, Marie-Noëlle Lienemann, Julien Dray et Harlem Désir, par ailleurs secrétaire national -, a fait un tabac, en recueillant, au-delà des promesses, 42 % (le résultat définitif pourrait être de 40 %). Des scores victorieux pour M. Jospin comme pour M. Mélenchon qui peuvent cependant être relativisés, pour l'un comme pour l'autre, par le niveau modeste de la participation (46 %).

Plusieurs raisons expliquent ce résultat qui, s'il ne gomme nullement le succès de M. Jospin, pour ce premier débat thématique de la rénovation, jette une ombre. Lors

du conseil national du 2 mars, le premier secrétaire, soucieux d'arriver à une synthèse, avait accepté d'intégrer dans un texte qui réaffirme l'engagement européen de son parti, autour d'un double projet politique et social de « fédération d'États-nations » et de contrat social, différents amendements renforçant sa portée sociale. Il n'en avait pas fait autant pour la contribution de la Gauche socialiste, jugeant inacceptable la formule suivante : « La remise en cause des critères de convergence est le préalable d'un redéploiement de la construction européenne fondée sur l'adhésion des peuples. » Habilement, celle-ci avait laissé le choix du statut de son texte : amendement de « substitution » ou texte alternatif. La première option a été retenue.

RÉSULTAT PARADOXAL

On a ainsi assisté à une situation paradoxale : le document rédigé par M. Moscovici a été adopté à l'unanimité par le conseil national (y compris la Gauche socialiste) et, dans les sections et les fédérations, les militants socialistes qui souhaitent voter l'amendement devaient au préalable approuver le texte d'orientation.

Cette curieuse procédure aboutit ainsi à un résultat paradoxal : si l'on tient compte de l'abstention, un militant socialiste sur deux s'est déplacé pour voter un texte

d'orientation d'une tonalité plutôt « maastrichtienne » - même si le traité est jugé dépassé - et un militant sur quatre a ratifié un amendement qui fait entendre la petite musique anti-maastrichtienne. L'absence d'enjeux de pouvoir dans un parti où les courants restent en état même s'ils semblent un peu émiétés - on compte aujourd'hui environ onze sensibilités - et le vote du conseil national, qui semblait clore le débat, expliquent sans doute la modestie de la participation. Grâce aux renforts de fédérations fabiusiennes et emmanuelistes, très partagées dans le premier cas, la Gauche socialiste bénéficie d'un score largement supérieur à son audience. Mais elle a surtout polarisé les réactions anti-Maastricht, les départements où elle a dépassé la barre des 50 % étant pour la plupart des départements qui, en 1992, avaient voté non au référendum : Pas-de-Calais (72 %), Ariège, Ardèche, Aude, Calvados, Cher, Gironde, Landes.

Dans l'immédiat, M. Jospin qui a reçu la Gauche socialiste mercredi,

ne veut pas intégrer leur amendement même s'il en tiendra compte dans son discours. Mais plusieurs leçons devront être tirées, avant les deux autres conventions sur la démocratie et la redistribution, et surtout avant le congrès national de février 1997. La première est que ses amis doivent être capables de mener une bataille politique au sein du parti pour faire triompher leurs thèses. Ils ne l'ont pas fait cette fois-ci, laissant le champ totalement libre à une Gauche socialiste fortement mobilisée. La seconde est que la recherche de la synthèse ne doit pas empêcher la clarté. Pour M. Moscovici, comme pour François Hollande, porte-parole du PS, il est clair que si l'amendement Mélenchon avait été un texte alternatif, en opposition à la direction, il n'aurait pas eu un score aussi élevé. Enfin, alors que M. Jospin, dont la légitimité n'est pas contestée, se refuse à créer un courant autour de lui, ses amis risquent de reprendre l'idée de constituer un vrai pôle renouveau.

M. N.

Les membres du Conseil constitutionnel reçus à l'Elysée

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS 1958, le président de la République a reçu à déjeuner, mercredi 27 mars, les membres du Conseil constitutionnel, présidé par Roland Dumas. Sensibles à la qualité de l'accueil qui leur a été réservé par Jacques Chirac, alors que, jusqu'à présent, ils n'avaient été reçus à l'Elysée que lors de la cérémonie des vœux et les prestations de serments des nouveaux conseillers, les neuf membres ont évoqué les dossiers européens, ceux de l'outre-mer, la possibilité juridique d'un référendum sur la réforme du service national - le chef de l'État refusant d'ouvrir une polémique institutionnelle sur ce sujet -, la nécessité de réformer la loi sur le financement des campagnes électorales, même si M. Chirac a assuré qu'il s'agissait d'une législation qui avait eu des effets bénéfiques.

DÉPÊCHES

■ EUROPE. Jean-Pierre Chevènement, président du Mouvement des citoyens (MDC), a estimé, mercredi 27 mars à la Mutualité, que les socialistes ont « réagi très mollement aux déclarations de Jacques Chirac, qui plaide à la fois pour le respect des critères de convergence et pour l'Europe sociale ». « Il ne suffit pas de parler de discours confus, il faut encore éclaircir le sien », a indiqué le député de Belfort.

■ SOCIAL. L'intersyndicat national des internes des hôpitaux et l'intersyndicat des chefs de clinique assistants ont déposé, mardi 26 mars, un préavis de grève pour le 10 avril afin de rappeler leur refus du « conventionnement différé » pour les jeunes médecins s'installant dans des zones excédentaires en matière d'offre de soins. Envisagé par le gouvernement, ce conventionnement sélectif a été abandonné.

■ PARTIELLE. Après l'appel du Front national à « faire battre » la candidate de la majorité au second tour de la législative partielle de la troisième circonscription de l'Orne, le secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel, est allé soutenir, mercredi 27 mars, Sylvia Bassot (UDF-PR). Il espère que « les mots d'ordre donnés par les uns et par les autres n'auront que peu d'impact sur le choix des électeurs ».

■ MUNICIPALES. François Froment-Meurice (UDF-FD), conseiller d'État, conseiller municipal de Saint-Brice-sous-Forêt (Val-d'Oise), a été déclaré inéligible pour un an par le tribunal administratif de Versailles, en raison d'un déficit de plusieurs dizaines de milliers de francs dans son compte de campagne. Ancien secrétaire général adjoint du CDS, M. Froment-Meurice a, par ailleurs, été mis en examen et placé sous contrôle judiciaire en juin 1995, après avoir reconnu l'utilisation d'une « caisse noire » en Suisse pour financer le CDS.

Jean-Luc Mélenchon, sénateur (PS) de l'Essonne

« Il faut un saut qualitatif »

« On croyait le PS enfin rassembler sur l'Europe, autour notamment d'une fédération d'États-nations, et votre amendement a fait un score élevé. Qu'est-ce qui vous conduit à jouer les empêchements de consensus ?

Plus important que le consensus entre dirigeants du PS, il y a l'importance d'ouvrir une issue politique à l'impasse dans laquelle est enfermée la stratégie socialiste. L'Europe devrait être un moyen de faire avancer la citoyenneté et les conquêtes sociales, et c'est l'inverse qui se passe. S'il en est ainsi, c'est au cadre qu'on le doit. La vérité que chacun ressent, c'est qu'on ne changera pas de mé-

thode de gouvernement tant qu'on ne changera pas de méthode de construction européenne. Le calendrier en apporte la démonstration. C'est la droite qui va signer l'accord de passage à la monnaie unique. C'est la droite qui va porter les conclusions de la conférence intergouvernementale. La gauche, de retour au pouvoir, aura donc le choix entre changer de méthode ou être la gérante loyale des accords signés entre libéraux.



JEAN-LUC MÉLENCHON

Le document du conseil national parle de la nécessité de prendre en compte, lors de la décision sur la monnaie unique, « l'exigence de preuves sociales ». Pourquoi faire de la remise en cause des critères de convergence un préalable au redéploiement de l'Europe ?

Au point où nous sommes rendus dans l'application du traité de Maastricht, l'idée d'un veto social est un vœu pieux, surtout quand on ne dit pas par quels moyens on réussira à le faire passer dans la réalité. Un chauffe-plat dans un congélateur, quelle absurdité ! Il faut inscrire notre politique dans le calendrier. Si nous revenons au

pouvoir en 1998, alors que tout aura été décidé, quel sera le poids de notre lettre au Père Noël ? C'est une autre méthode qu'il faut proposer : se battre pour un nouveau traité dès notre retour au pouvoir. Le PS doit revenir à ses objectifs initiaux : commencer par la citoyenneté et les garanties sociales, c'est-à-dire se battre pour une Europe fédérale parce que c'est le seul moyen de rendre aux citoyens le contrôle du processus. La formule de « fédération d'États-nations » est une concession à l'air du temps, un concept bidon. Moi, je suis républicain jusqu'au bout, donc partisan d'une République européenne. Se limiter à une conception intergouvernementale de la construction européenne, c'est pratiquer une politique des petits pas qui n'est plus de saison. Il faut un saut qualitatif.

Quand Jacques Delors fustige d'une manière gaullienne ceux qui parlent de l'Europe sociale comme des « cabris », que répondez-vous ?

Il met le doigt là où ça fait mal. Il est en effet impossible de vouloir une Europe sociale sans s'en donner les moyens. En démocratie, cela veut dire le droit du peuple de faire la loi. A-t-on jamais vu le droit social progresser autrement que par le rapport de forces et, en dernière instance, par le vote de lois ? Ceux qui pleurnichent pour le social sont des mystificateurs tant qu'ils ne disent pas comment on fait avancer ce droit. Les questions de la démocratie en Europe et du droit social sont indissolublement liées et les « cabris » sont dans tous les camps. Peut-être que Jacques Delors n'est pas le dernier.

Avec votre score, vous allez rassembler les anti-Maastricht du PS et sans doute au-delà, comment allez-vous en jouer lors de la convention ?

La convention s'inscrit dans un processus qui comprend encore deux étapes [NDLR : sur la démocratie et la redistribution] avant le congrès du parti, qui, lui, aura le dernier mot. Si l'orientation politique que nous proposons n'est pas majoritaire, les occasions qu'elle le devienne sont encore nombreuses. Dans l'immédiat, je constate qu'il y a plus de votes pour notre amendement qu'il y en a contre. Je suis sûr que Lionel Jospin en tiendra compte.

Propos recueillis par Michel Noblecourt

Avec Itineris faites Plus d'économies

380 F HT offerts

pour tout nouvel abonnement souscrit avant le 30 avril 1996

itineris On va beaucoup plus loin avec Itineris

* 380F HT (458,28F TTC) déduits d'une de vos premières factures pour tout nouvel abonnement souscrit entre le 19 février et 30 avril 1996 inclus, équivalent à 2 mois d'abonnement gratuit à Itineris Formule Référence.

Dans les points de vente participant à l'opération.



France Telecom Mobiles

Alain Juppé pourrait renoncer à réformer le mode de scrutin régional

Les formations de droite ne parviennent pas à obtenir un consensus sur une modification du système électoral, qui, actuellement, ne permet pas de dégager de majorité stable

EXISTE-T-IL un mode de scrutin idéal pour les élections régionales ? Comme pour toutes les consultations, la réponse est évidemment négative, car chaque parti et chaque spécialiste en propose une qui relève, surtout, de la théologie politique. Depuis plusieurs années, cependant, le souci des gouvernements est d'établir, dans les régions, un système électoral qui aboutisse à la meilleure représentation possible des forces politiques tout en permettant de dégager des majorités absolues. Parce qu'il préfère obtenir un consensus à droite, Alain Juppé multiplie les consultations dans la majorité. Une réunion a regroupé, jeudi matin 28 mars, à l'hôtel Matignon, tous les dirigeants de la majorité.

Autour du chef du gouvernement, également président du mouvement néogaulliste, étaient présents ou représentés les secrétaires généraux du RPR et de l'UDF, Jean-François Mancel et Jean-Pierre Raffarin, les présidents des groupes majoritaires de l'Assemblée nationale et du Sénat, les présidents des

groupes d'études parlementaires spécialisés et les dirigeants des composantes de l'UDF. Une précédente réunion de travail à Matignon, le 24 janvier, avait mis en évidence l'hétérogénéité des positions qui ne suivent pas les frontières des partis. Si tout le monde s'accorde à reconnaître que le système actuel (proportionnelle départementale, avec seuil de 5 % des exprimés pour être représenté) est insatisfaisant – les présidents ont été élus à la majorité relative – les opinions divergent sur la manière de le modifier.

RISQUE D'INCONSTITUTIONNALITÉ M. Juppé a d'abord penché pour une proposition de Valéry Giscard d'Estaing. Celle-ci, décalquant le mode de scrutin municipal, retient un scrutin proportionnel dans le cadre régional et accorde une prime (30 % des sièges à pourvoir) à la liste arrivée en tête. Constatant que cette proposition n'a pas énormément de soutiens, le premier ministre l'aurait écartée.

Il a entre les mains une autre sug-

gestion formulée par Philippe Langenieux-Villard. Ce député RPR de l'Isère propose de conserver le cadre d'une proportionnelle départementale à un tour. Toutefois, il prévoit que les listes départementales pourraient s'associer au niveau régional : le regroupement régional obtiendrait le plus de voix bénéficierait d'une prime de 30 % des élus. Ce système, qui rappelle un peu l'appareillement de la fin de la IV^e République, soulève, selon certains spécialistes, des problèmes de constitutionnalité. D'autres, en revanche, affirment qu'il est parfaitement applicable même s'il est compliqué.

Le premier ministre ne voulant pas de division publique de la majorité sur cette question et tenant à ce qu'une réforme – s'il doit y en avoir une – soit réalisée un an avant le scrutin de mars 1998, le statu quo pourrait être la solution de compromis avec, peut-être, un relèvement du seuil de 5 % permettant de siéger dans un conseil régional.

Olivier Biffaud

Les députés adoptent sans le durcir le projet de loi sur les mineurs délinquants

Les socialistes divisés entre défense des principes et expérience de terrain

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, mercredi 27 mars, le projet de loi sur la délinquance des mineurs, qui prévoit notamment le principe de com-

parutions à délai rapproché. Le RPR et l'UDF ont voté pour, le PCF contre, ainsi que le PS, malgré une différence d'approche de deux des orateurs de ce groupe.

tions, tout en s'annulant, se sont révélées bien faibles. A droite, la position « sécuritaire » représentée par Raoul Bételle (RPR, Seine-Saint-Denis) s'est vite évanouie.

PAS DE COMPARUTION IMMÉDIATE

L'ancien procureur général près la Cour de cassation de l'Etat, qui s'est présenté comme un « humaniste républicain » soucieux de « perfectionner l'excellent texte de garde des sceaux », souhaitait pousser la logique de l'accélération des procédures jusqu'à introduire dans certains cas la procédure de comparution immédiate des mineurs. Contestant des dispositions « totalement contraires à l'esprit, à la logique et à la cohérence de l'ordonnance de 1945 », et « totalement antagonistes avec le caractère éducatif de notre droit des mineurs », M. Toubon lui a opposé une fin de non-recevoir. En dehors du soutien apporté en séance par Pierre Mazeaud, président (RPR) de la commission des lois – qui avait adopté ces amendements –, M. Bételle n'a reçu le renfort que de Christian Vanneste (RPR, Nord). Ses amendements ont donc été rejetés à une écrasante majorité.

A gauche, le groupe socialiste s'est présenté devant le texte du garde des sceaux en ordre particulièrement dispersé. Lors des travaux de la commission des lois, Véronique Nelertz (PS, Seine-Saint-Denis) avait déjà eu l'occasion de souligner qu'elle « se félicitait de la volonté du gouvernement de raccourcir les délais de jugement ». En séance, M^{me} Nelertz a soutenu la même analyse : se référant à une procédure similaire mise en place dans sa circonscription, elle a affirmé que celle-ci fonctionnait « à la satisfaction générale ». Quelques instants plus tard, Frédérique Bredin (PS, Seine-

Maritime) est intervenue en de tout autres termes : affirmant qu'« une analyse sérieuse du texte révèle qu'il ne s'agit que d'une gestion sécuritaire » du gouvernement « pour rassurer la droite de [son] électoral », et estimant notamment que « les principes de l'ordonnance de 1945 sont menacés par l'instauration de procédures accélérées », M^{me} Bredin a qualifié d'« inefficace » et « dangereux » le texte de M. Toubon.

Tandis que M^{me} Nelertz avait affirmé que le vote de son groupe dépendrait de la réponse apportée à un amendement socialiste visant à supprimer la procédure d'arbitrage du président de la cour spéciale des mineurs en cas de désaccord entre le parquet et le juge des enfants, M^{me} Bredin a indiqué d'emblée que le groupe socialiste voterait « contre ce texte de circonstance ». « J'ai une expérience de terrain et je ne veux pas parler de ce problème en démagogie », a rappelé M^{me} Nelertz dans les couloirs, tout en soulignant qu'elle avait été « mandatée » par son groupe sur ce texte. L'amendement test du groupe socialiste n'ayant pas été voté, celui-ci a pu, lors du vote sur l'ensemble du projet, reformer son unité.

DEUX AMENDEMENTS

Avec l'avis favorable du gouvernement, les députés ont adopté un amendement portant de quatre à six mois le délai imparté au juge des enfants pour se prononcer après une première comparution. Ils ont également voté un amendement socialiste visant à « responsabiliser les parents » en les convoquant simultanément devant le juge « qu'elles que soient les procédures de comparution ».

Jean-Baptiste de Montvalon



Pour la première fois dans toute la France, la Justice ouvre ses portes le samedi 30 et le dimanche 31 Mars. Dans les Palais de Justice, visites, débats, expositions et stands d'information vous seront proposés afin de répondre à toutes les questions que vous vous posez.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

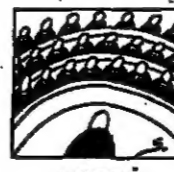
1^{ères}
Journées
de la
Justice

30 - 31 MARS 1996

Pour toute information
Tél. (1) 42 96 15 15.

La Fondation du patrimoine approuvée par le Sénat

LE SÉNAT A ADOPTÉ, mercredi 27 mars, en première lecture, le projet de loi sur la création d'une Fondation du patrimoine, institution privée nationale associant l'Etat et le mécénat pour sauvegarder le patrimoine culturel et naturel (Le Monde du 28 mars). Les sénateurs de la majorité ont voté pour ; les groupes socialiste et communiste, qui redoutent un « désengagement de l'Etat », se sont abstenus. Le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, a indiqué qu'il n'était pas question avec cette Fondation de concurrencer l'effort de l'Etat, des collectivités locales et des associations, mais de les relayer. Les sénateurs ont notamment modifié le mode de désignation du président du conseil d'administration de la Fondation, nommé par décret dans le texte du gouvernement, élu par les administrateurs selon l'amendement voté.



■ **DROIT** La commission mixte paritaire chargée d'examiner le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (DIOEF) a apporté plusieurs modifications au texte voté, vendredi 22 mars, par le Sénat. Outre le compromis trouvé sur la validation des prêts immobiliers (lire page 11), la CMP a annulé les amendements adoptés au Sénat prévoyant la fixation annuelle des taux de l'épargne administrée et affectant tout ou partie des ressources du Livret jeune à des emplois d'intérêt général.

■ **DROITS DE L'ENFANT** La France commémorera chaque année le 20 novembre – jour anniversaire de l'adoption de la convention internationale des droits de l'enfant par l'ONU en 1989 – une « journée nationale des droits de l'enfant ». Après le Sénat, mardi 26 mars, l'Assemblée nationale a adopté, mercredi, à l'unanimité, une proposition de loi en ce sens présentée à l'initiative du groupe communiste.

■ **ANCIENS COMBATTANTS** Le gouvernement a invoqué, mercredi 27 mars à l'Assemblée nationale, l'article 40 de la Constitution pour juger irrecevable, du fait de son coût, une proposition de loi du groupe communiste qui prévoyait une revalorisation des pensions des anciens combattants. PS et PC ont condamné le « blocage » du gouvernement, qui a empêché la discussion d'une proposition de loi dont l'examen avait été prévu dans le cadre de la séance mensuelle dont l'ordre du jour est désormais laissé à l'initiative parlementaire.

■ **EMMANUELLE** Le président de l'Assemblée nationale a reçu, mercredi 27 mars, une délégation du groupe socialiste, conduite par son président Laurent Fabius, venue l'entretenir de la situation créée par la condamnation d'Henri Emmanuelle (PS, Landes). Tout en s'interdisant de commenter une décision de justice, Philippe Séguin a indiqué que, à titre personnel, il n'est pas insensible à la situation de son prédécesseur à la présidence de l'Assemblée.

■ **SERVICE NATIONAL** La mission d'information sur l'avenir du service national, créée par l'Assemblée nationale et présidée par Philippe Séguin, a désigné, mercredi 27 mars, son bureau. C'est Olivier Darras (UDF-PR, Bouches-du-Rhône) qui en sera le rapporteur principal. Les auditions de la mission, ouvertes à la presse, devaient commencer, jeudi 28 mars, avec celle de Charles Millon, ministre de la défense, puis de Paul Quilès (PS) et Pierre Messmer (RPR).

■ **AIDES À L'EMPLOI** Michel Péricard, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, a été élu, mercredi 27 mars, président de la commission d'enquête sur les aides à l'emploi, créée à l'initiative du groupe RPR. Hervé Novelli (UDF-PR, Indre-et-Loire), proche d'Alain Madelin, en a été élu rapporteur.

ut
cr
an
so
s
mi
cei
sak
er
lut
s'a
pon
tio
un
doy
L
tiq
la c
siq
tid
chi
d'a
dus
vén
si k
des
virt
cati
dan
flati
sen
évo
Ei
tent
moi
une
pou
une
du p
jou
cons
conu
mult
crise
vers
tous
grou
ley,
ont
pou
cadr
sym
desc
qu'il
du s
ciale
polit

L'un
Le
sont
Edou
teur,
l'app
cler,
pagn
vert
les c
ferr
man

Tr
histo
Avec
visu
d'usu
lieux
aut
conn
culai
nées.
La
de la
d'usu
au de
où le
ticles

1. L
pre
d'ag

2. N
plus
regr

3. L
osai
cont
pau

مكتبة البرلمان

SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 29 MARS 1996

SECRET La Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) a rendu public, jeudi 28 mars, son rapport annuel, qu'elle avait remis l'avant-veille au premier

ministre. ● ÉVALUANT LE NOMBRE des écoutes sauvages à « plus de 100 000 par an », la commission « estime urgente la mise en œuvre de nouvelles mesures concernant la

répression [de ces] écoutes qui représentent un danger croissant pour la vie privée des citoyens, l'activité de nombreuses professions et le fonctionnement même de l'Etat de

droit. » ● DANS UN ENTRETIEN au Monde, Paul Bouchet, le président de la commission, révèle qu'il a demandé la levée du secret défense concernant une écoute administra-

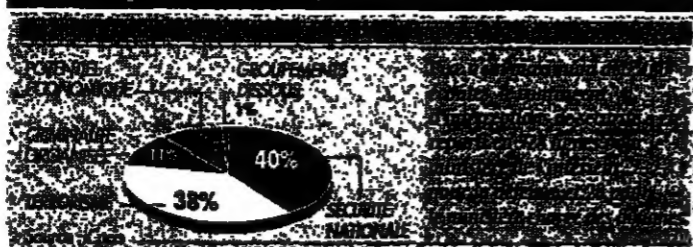
tive établissant que Paul Barril était à l'origine des fuites dans l'affaire de la cellule de l'Elysée. Il affirme qu'aucune demande d'écoute n'a concerné Alain Krivine depuis 1991.

La commission de contrôle s'inquiète du développement des écoutes sauvages

Estimant leur nombre à plus de 100 000 par an, la CNCIS réclame la mise en œuvre de nouvelles mesures de répression de ces pratiques qui, dit-elle, représentent aujourd'hui un « danger » pour la vie privée des citoyens

« LES INTERROGATIONS sur la légalité et la légitimité des interceptions dites de sécurité sont, à juste titre, devenues plus pressantes » au cours d'une année 1995 marquée par diverses affaires d'écoutes téléphoniques, note la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS) dans son quatrième rapport annuel. Présidée par le conseiller d'Etat Paul Bouchet et aujourd'hui composée du sénateur (UDF-UC) Jean-Paul Amoudry et du député (PS) Bernard Derosier, la CNCIS s'est notamment appuyée sur l'affaire Schuller-Marchal pour améliorer le contrôle qu'elle exerce, depuis la loi du 11 juillet 1991, sur les écoutes administratives opérées au Groupement interministériel de contrôle (GIC). Désormais, toutes les demandes de branchements de lignes adressées au GIC par les services sont ainsi communiquées quotidiennement à la commission.

3 000 lignes ont fait l'objet d'une écoute administrative



Pour la première fois depuis 1991, le contingent maximal des écoutes administratives susceptibles d'être pratiquées simultanément au GIC - un quota maximal de 1 180 branchements est fixé par le premier ministre - a été atteint en 1995 et même, durant quelques jours, dépassé. Du 15 au 20 novembre, il s'est élevé à un total de 1 192 branchements. « Ce dépassement a été dû essentiellement à l'ac-

croissement des demandes de la DST et, dans une moindre mesure, des renseignements généraux, au motif justifié de prévention du terrorisme à la suite des attentats ». Compte tenu des demandes nouvelles (2 744 cas) et des renouvellements (1 788) de branchements, « le nombre des lignes interceptées en 1995 est de l'ordre de 3 000 pour plus de 30 millions de lignes en service ».

Au cas par cas, la commission a apprécié si les motifs de demandes déposées par les services dépendant des ministères de l'intérieur, de la défense, et des douanes, ont bien été conformes aux cinq motifs limitativement énoncés par la loi. La prévention du terrorisme a concerné le plus grand nombre de demandes (1 815), devant la prévention de la criminalité et de la délinquance organisées (1 321), la préservation de la sécurité nationale (1 059), la sauvegarde des éléments essentiels du potentiel scientifique et économique de la France (297), enfin la prévention de la reconstitution de groupements dissous (40). Examinant ces demandes d'interceptions avant leur branchements effectif, la CNCIS a émis un avis défavorable dans 43 cas ; le premier ministre a suivi la commission dans 40 cas. « Les trois cas pour lesquels le premier ministre a maintenu un point

de vue différent et accordé son autorisation relevaient du motif de la sécurité nationale et pouvaient être considérés comme des cas-limites par la commission », note le rapport. Hors du champ des interceptions de sécurité, la CNCIS relève que, contrairement aux écoutes administratives, les écoutes judiciaires ont « connu un accroissement continu depuis le vote de la loi », passant de 5 664 écoutes ordonnées sur commission rogatoire d'un juge d'instruction en 1991 à 11 299 écoutes judiciaires l'an passé. Surtout, la commission « estime urgente la mise en œuvre de nouvelles mesures concernant la répression des écoutes sauvages, qui représentent un danger croissant pour la vie privée des citoyens, l'activité de nombreuses professions et le fonctionnement même de l'Etat de droit ». Evaluant leur nombre à « plus de 100 000 par an », la

commission se préoccupe du contraste existant entre « la sévérité des contrôles qui s'exercent sur les agents publics » et « l'impunité dont bénéficient les officines spécialisées ». Cette situation « pourrait créer une tentation de sous-traitance entre les uns et les autres ». Alors que les appareils d'écoute étaient restés en vente libre ces dernières années, la CNCIS se réjouit qu'aient enfin été adoptées, par un arrêté du 23 février 1995, les dispositions réglementaires permettant de contrôler les diverses opérations relatives à ce type d'appareils. « Mais ce contrôle est pour l'instant d'une extrême insuffisance », souligne la CNCIS, en demandant « que soit immédiatement rendue publique la liste des personnes » autorisées à fabriquer, détenir ou commercialiser ces matériels.

E. In.

Paul Bouchet, président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité

« Je demande la levée du secret-défense sur une écoute de M. Barril... »

« Après la révélation par la presse d'une série d'écoutes visant Alain Krivine et Paul Barril, la commission a ouvert une enquête. Quelles sont vos conclusions ?

« Il faut distinguer les écoutes dites Barril des écoutes dites Krivine. S'agissant de M. Barril, et sans authentifier en rien des traitements qui peuvent avoir fait l'objet de montages et de manipulations, je vous répondrai par deux questions. Les lecteurs de journaux, après avoir appris que cet ex-capitaine de gendarmerie a été mis en cause dans le coup d'Etat manqué en février au Qatar, pensent-ils que ce genre d'activités peut entrer dans le cadre des motifs légaux autorisant les écoutes administratives ? Les citoyens pensent-ils que les activités déployées en France et à l'étranger par la société de sécurité privée Secrets, dirigée par M. Barril, entrent dans le champ de cette loi ? La commission apprécie ce genre d'éléments comme les autres citoyens. De telles écoutes relèvent assurément du secret-défense. J'ajoute que, au-delà de la période récente, la responsabilité de M. Barril mérite d'être examinée au sujet des « fuites » vers la presse dans l'affaire dite des écoutes de l'Elysée. A l'occasion de la parution prochaine de l'un de ses livres, M. Barril a affirmé avoir en main des comptes rendus d'écoutes qui l'assure avoir obtenus auprès de François de Grossouvre, et qui devaient être protégées par le secret-défense, sous le couvert desquelles elles auraient été opérées. Cette tentative d'acheter son impunité, en se livrant à un chantage à la révélation de comptes rendus d'écoutes qui auraient été ordonnées au sommet de l'Etat est-elle normale en démocratie ?

« Quel des écoutes visant Alain Krivine ?

« La situation est tout à fait différente : la commission n'a jamais été saisie d'une demande d'écoute concernant M. Krivine, ou le mouvement qui s'appelle présentement Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Dès lors, on n'est plus dans le domaine du secret-défense. M. Krivine et son mouvement doivent bénéficier de la protection constitutionnelle qui est assurée à tout parti politique, de droite comme de gauche, d'extrême droite comme d'extrême gauche, au nom des libertés publiques. Il ne pourrait y avoir, sous quelque forme que ce soit, aucune interception téléphonique visant un dirigeant ou un parti politique, sauf s'il se trouvait eux-mêmes du cadre légal qui les protège.

« La loi du 11 juillet 1991 a créé la

« Il faut être d'une extrême prudence, dans ce milieu où évoluent les manipulateurs »

commission que vous présidez, la CNCIS, pour vérifier la légalité des écoutes opérées par le groupement interministériel de contrôle (GIC). Datées du 23 octobre 1991 et du 25 mars 1992, les deux documents relatifs à des conversations entre M. Krivine et un journaliste émanent-ils du GIC ? Le contrôle de la commission a-t-il été pris en défaut ?

« La présentation des documents produits n'établit pas du tout qu'ils proviendraient du GIC. Avant la loi de juillet 1991, les écoutes administratives étaient pratiquées dans des conditions très différentes : le sys-

tème du GIC visait avant tout à assurer l'anonymat, et non à conserver les traces des interceptions. Depuis octobre 1991, date où le contrôle de la commission est devenu juridiquement effectif, le fonctionnement du GIC a été profondément réorganisé afin de nous permettre un contrôle opérationnel qui évite aujourd'hui les errements du passé. La période d'adaptation, qui a pris plusieurs mois jusqu'à l'été 1992, a-t-elle été mise à profit pour les deux écoutes en question ?

« Nous avons vérifié que, aux dates concernées, aucune écoute n'a été branchée au nom de M. Krivine. Mais aucun numéro de téléphone n'apparaît sur les documents ; nous ignorons si d'autres lignes, utilisées par M. Krivine, auraient permis de l'écouter de manière indirecte. Au stade actuel des vérifications, j'en suis donc sûr : les deux plus sérieux sur la réalisation de ces écoutes au GIC et aux dates indiquées.

« De l'avis de M. Krivine, et même s'il n'en authentifie pas l'existence, ces comptes rendus correspondent pourtant à de réels entretiens. Qui, à part des agents de l'Etat, peut avoir intérêt à écouter ces conversations pendant plusieurs mois ?

« A lire leur contenu, on peut estimer hautement vraisemblable que ces conversations de nature politico-journalistique ont bien été écoutes. Mais je doute fort que, à partir du moment où les responsables des services demandeurs d'interceptions savaient que la CNCIS pouvait exercer son contrôle, ils aient pu prendre le risque de demander des écoutes pour des motifs qui auraient été manifestement contraires à la loi.

« Qui, alors, et à quelle date ? Diverses hypothèses ont été émises. Il a ainsi été fait allusion à des écoutes

« parallèles » : en d'autres termes, à une opération consistant à confier en sous-traitance à des officines privées des écoutes que les services officiels ne pouvaient plus faire ouvertement. Un article paru dans *Le Canard enchaîné* du 29 mai 1991 prétend de la sorte au ministre de l'intérieur de la première cohabitation, Charles Pasqua, l'initiative du, je cite, « branchements de la ligne d'un dirigeant de la Ligue communiste ». « Les enregistrements se sont poursuivis pendant trois ans sous le règne de Rocard », ajoutait l'hebdomadaire, sans préciser le nom du dirigeant écouté. Il est vrai que ce mal-pensant entretenait des relations amicales avec un jeune député socialiste, lequel, bavard comme une pie, lui racontait les petits secrets du PS et du gouvernement, surtout du courant opposé à Rocard. Le volume de ces trois ans d'écoutes dépasse les dix centimètres d'épaisseur. Le même article, qui parlait sans doute de M. Krivine, évoquait « une équipe spéciale » installée au ministère de l'intérieur mais dont les membres n'appartenaient « à aucun service officiel ». Avant d'interroger : « Qui avait intérêt après Pasqua à espionner cette ligne et qui était le destinataire des synthèses ?

« Pour ma part, j'imagine mal un responsable d'un service ou un responsable ministériel demander au GIC ces écoutes sans motif légal, après la publication d'un tel article et alors que la CNCIS était en place. On ne peut pas exclure que les comptes rendus visant M. Krivine aient été post-datés. Il faut être d'une extrême prudence, dans ce milieu où évoluent les manipulateurs.

« Un doute subsiste sur l'authenticité du compte rendu d'une communication entre Paul Barril et sa secrétaire, en date du 25 février 1993 et passant pour émaner de la DGSE. Révélée l'an dernier par *Libération*, cette écoute administrative prouverait que M. Barril était à l'origine des « fuites » vers la presse de transcriptions d'interceptions attribuées à la cellule antiterroriste de l'Elysée. Saura-t-on jamais la vérité, alors que des comptes rendus d'écoutes continuent d'être diffusés à la presse ?

« C'est le devoir de vérité qui nous conduit aujourd'hui à demander, pour clarifier le débat dans l'opinion publique, la levée du secret-défense sur cette écoute. Je crois pouvoir dire que cette demande sera suivie d'effet. Car il est essentiel de comprendre le processus de fabrication de documents suspects, si l'on veut éviter que se perpétuent d'évidentes manipulations.

« Nous savons les manipulations qui ont été opérées à partir du fonds de François de Grossouvre : des personnes poursuivant des intérêts personnels ont manipulé les comptes rendus d'écoutes qui furent, en leur temps, rassemblés dans l'entourage de l'ancien conseiller du président François Mitterrand. L'ex-gendarme Barril a hérité de ce fonds de Grossouvre. En outre, il existait un second fonds constitué, celui-là, dans le cercle restreint des fidèles de l'ancien président de la République.

« De temps en temps, certaines personnes allument des contrefeux en manipulant des documents récupérés dans l'un ou l'autre de ces fonds. Ces gens disposent des

connaissances leur permettant de donner un cachet officiel à de prétendus comptes rendus d'écoutes administratives. On détient en certains cas la preuve de manipulations évidentes. Dans le même temps, nous savons bien - et nous l'avions dit à Pierre Bérégovoy, qui nous avait confié l'enquête sur l'affaire dite de la « cellule » de l'Elysée - que, même si l'on a la preuve d'une manipulation, celle-ci peut avoir utilisé des éléments provenant d'écoutes réelles.

« Dans la période plus récente, il ne faudrait pas sous-estimer le fait que des gens comme Paul Barril aient eux-mêmes pratiqué des écoutes sans aucun lien avec l'Etat public. Sa société privée ne dispose-t-elle pas de moyens techniques supérieurs à ceux de beaucoup de services officiels, vendant notamment ces équipements à divers pays africains ? Il ne faut pas exclure que M. Barril, échaudé par la révélation de l'affaire des trinités de Vincennes, inquiet de ne pas disposer de l'appui publiquement manifesté au préfet Christian Prouteau lors d'une conférence de presse du président Mitterrand, ait pu se constituer des « munitions » supplémentaires en plaçant lui-même sur écoutes des journalistes ou des avocats. De tels actes de diversion peuvent être utilisés par diverses officines comme autant de moyens de chantage. Il est à cet égard trop simple et trop facile de faire peser la suspicion sur le GIC. »

Propos recueillis par Erich Iltis

THÉSORA

Sicav obligations et autres titres de créances français

DIVIDENDE EXERCICE 1995 : le conseil d'administration de la Sicav THÉSORA a arrêté les comptes de l'exercice 1995 et a proposé de fixer à 36,13 francs le dividende net versé par action "D", dite de distribution.

Décomposition du dividende net, en francs :

• Obligations françaises non indexées	26,77
• Autres titres de créances négociables	9,36
• Total	36,13

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, le dividende sera détaché le 15 avril et mis en paiement le 17 avril 1996 (possibilité de réinvestissement sans frais jusqu'au 17 juillet 1996).

Valeur de l'action "D" au 29.12.1995 : 832,42 francs.

Gestion : SOGEPSTE S.A. Filiale de La Poste et de la Caisse des dépôts et consignations

CE SOIR SUR ARTE A

20h45

La monnaie unique

Soirée exceptionnelle avec un plateau unique : Valéry Giscard d'Estaing, Helmut Schmidt, Jean Claude Trichet, Hans Tietmeyer, Lothar Späth, Michel Rocard... L'Euro en avant première, avec débats et documentaires inédits, c'est ce soir sur ARTE à partir de 20h45. 3615 ARTE (1.29F/mn).

arte

Le responsable de la police à Roissy mis en examen pour « aide au séjour irrégulier d'étrangers »

Le juge Halphen aurait mis au jour une filière d'immigration clandestine

Le responsable des services de la Direction centrale du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi clandestin (Dicilec) à l'aéroport

LE COMMISSAIRE Jean Rivoal, responsable de la Dicilec - l'ex-policier de l'air et des frontières - à l'aéroport de Roissy, a été mis en examen, jeudi 21 septembre, pour « aide au séjour irrégulier d'étrangers en France » par le juge Eric Halphen. Révélé par TF1 et Le Parisien, cette décision du magistrat de Créteil fait suite à la découverte d'une filière d'immigration clandestine entre Alger et la France, dans le cadre de laquelle deux policiers de la Dicilec en poste à Orly avaient déjà été incriminés en février. Interpellé mercredi 20 septembre par l'inspection générale des services (IGS), le commissaire Rivoal a été laissé en liberté mais est provisoirement suspendu de ses fonctions.

Agé de cinquante-deux ans, le commissaire est accusé d'avoir, durant l'été 1995, remis des visas « court séjour » à quatre Algériens qui souhaitent entrer en France : deux femmes assurant rendre visite à un proche malade et deux hommes d'affaires. Jusque-là rien que de très banal puisqu'il entre bien dans ses compétences d'attribuer ces visas valables six jours.

Une circulaire interne limite cette pratique exceptionnelle à quatre situations : urgence, force majeure, raison humanitaire et bonne foi. Elle exige également que soient relevées l'adresse d'accueil du visiteur et la date du retour prévu. Autant de contraintes qui n'auraient, semble-t-il, pas été respectées, laissant les quatre personnes s'évanouir dans la nature.

Le juge Halphen ne se serait sans doute pas intéressé à l'affaire si ces visas n'avaient été accordés à la demande de Kamel Zouai, un homme d'affaire franco-algérien d'une soixantaine d'années. Conseiller de l'ambassade des Comores à Alger, où il jouirait d'un passeport diplomatique, Kamel Zouai est surtout mandataire international, installé à l'aéroport d'Orly depuis plus de dix ans. A ce titre, il connaît très bien le commissaire Rivoal, en poste à Orly de 1979 à 1990.

Or Kamel Zouai est accusé d'avoir monté, avec la complicité de plusieurs policiers, une véritable filière d'immigration clandestine. Une organisation mise au jour par

les enquêteurs après l'interpellation en décembre dernier, à Rouen, d'un Algérien en situation irrégulière. L'homme avait décrit son parcours depuis Alger via Tunis, et surtout son arrivée à Orly, où un fonctionnaire de la Dicilec lui établissait un visa moyennant finances.

CINQ PERSONNES INTERPELLÉES

En quelques semaines, les enquêteurs interpellent cinq personnes, parmi lesquelles une mère de famille, installée en région parisienne. Accusée d'être la cheville ouvrière du réseau et d'avoir directement payé les fonctionnaires de police, elle est mise en examen et écrouée en février pour « corruption active ». En février toujours, deux policiers « de base », en poste à Orly, accusés d'avoir perçu plusieurs milliers de francs, sont à leur tour mis en examen et incarcérés. L'un d'eux a été remis en liberté et placé sous contrôle judiciaire.

Une quinzaine d'irréguliers algériens, entrés en France grâce à ce réseau, ont déjà été interpellés. Le juge Halphen tient également à sa disposition Kamel Zouai. Soup-

onné d'être le cerveau de l'organisation et recherché depuis plusieurs semaines, il s'est présenté spontanément, lundi 25 mars, au magistrat. Mis en examen pour « aide à l'entrée et au séjour irrégulier d'étrangers en France et corruption active », il a été laissé en liberté.

Si le ministère de l'Intérieur se refuse à commenter l'affaire, les responsables policiers invitent tous, mercredi, à « ne pas confondre le cas de Rivoal et celui des deux fonctionnaires corrompus ». Dans son entourage professionnel, où sa mise en examen a fait l'effet d'une « déflagration », on regrette cette « connerie faite par amitié », mais on souligne que le commissaire n'a « pas touché un sou ». Un autre de ses collègues soupire : « Avec la politique actuelle des visas, les Algériens ne peuvent plus entrer. Si on ne laisse pas quelques degrés de liberté, c'est ingérable. Alors tout le monde accorde quelques dérogations. Rivoal n'a pas fait assez attention : il s'est fait avoir. »

Nathaniel Herzberg

Les avocats de Bernard Tapie plaident la relaxe au procès Testut

Ils estiment qu'il n'y a pas eu abus de biens sociaux

BÉTHUNE
de notre envoyé spécial
Dans la matinée du mercredi 27 mars, avant d'assister à la dernière journée du procès Testut, Bernard Tapie est allé discrètement au café qui fait face au tribunal de Béthune pour jouer... au Millionnaire.

Il a même gagné 75 francs. Le patron est fier d'exhiber les vignettes de la Française des jeux défilées à l'olympique de Marseille mais il précise : « Il a misé 90 francs, il a donc perdu 15 francs. »

Cette anecdote savoureuse aurait pu être reprise pour illustration par les avocats de l'homme d'affaires. Alignant les chiffres sur un tableau de papier, M^{re} Yves Milon, le conseil de l'architecte financier des sociétés Tapie, Elie Fellous, a expliqué comment, selon lui, l'accusation d'abus de biens sociaux au préjudice de la société de pesage Testut et au profit des sociétés « patrimoniales » de Bernard Tapie (sociétés en nom collectif) ne pouvait tenir.

Au total, a-t-il énoncé, le préjudice évoqué par l'accusation avoisinerait la somme de 136 millions de francs. Or Bernard Tapie, via la société anonyme Bernard Tapie Finance, détienne majoritairement par l'une de ses sociétés « patrimoniales », la SNC-GBT, a injecté dans Testut 231 millions de francs entre 1987 et 1993, puis 140 millions, contractés par la juridiction commerciale. L'opération aurait donc coûté 235 millions au groupe de Bernard Tapie. « Comment peut-on donc soutenir que le groupe a vampirisé Testut ? », a demandé M^{re} Milon.

LOGIQUE INDUSTRIELLE
Dans un bel ensemble, les avocats de la défense se sont efforcés, deux jours durant, d'élargir le champ de réflexion du réquisitoire du procureur Bernard Henne, au terme duquel un an de prison ferme a été réclamé contre l'ancien ministre (Le Monde du 27 mars). Ils ont rappelé que le dossier était exempt de tout délit de corruption, de trafic d'influence, d'ingérence ou d'enrichissement personnel.

Mardi 26 mars, M^{re} Georges Jourde, l'avocat de Michel Gallot, l'ancien PDG de la Société de banque occidentale (SBO), ex-filiale du Crédit lyonnais, avait replacé dans son contexte économique la principale opération suspecte : un aller-retour de la société de pesage Trayvou, fortement déficitaire, entre les sociétés « patrimoniales » de Bernard Ta-

pie et la société Testut afin, selon l'accusation, d'éloigner « un foyer de pertes ».

L'affaire intervenait en pleine opération Adidas, pour laquelle le Crédit lyonnais avait alloué 1,6 milliard de francs de crédits. La reprise, puis la revente de la firme devait assurer une forte plus-value au groupe Tapie. Selon l'avocat, un dépôt de bilan de Trayvou à ce moment aurait été catastrophique en terme d'image. Et la cession à un tiers, notamment étranger, réduirait en terme de concurrence pour Testut. La banque, elle, bien qu'alertée sur la situation financière catastrophique de Testut-Trayvou, n'envisageait pas de faire jouer ses garanties « pour ne pas casser le groupe Bernard Tapie », alors en pleine négociation (la SNC-GBT était caution des dettes de Testut et Trayvou).

Selon la défense, le rachat de Trayvou par Testut procédait donc d'une logique industrielle et la cession, deux ans plus tard, du désir de sortir le boulet Trayvou des comptes consolidés de Testut, dont on envisageait la revente (pour financer une partie du rachat d'Adidas). Une manipulation comptable de déconsolidation, « comme cela se fait dans tous les grands groupes », a noté M^{re} Milon.

Les avocats, dans leur ensemble, ont fustigé le rapport des experts financiers sur la base duquel l'insinuation a été construite. « Les affaires, s'est exclamé M^{re} Jean Vell, également conseil de l'ancien PDG de la SBO, ce ne sont pas que des comptes, ce sont des hommes, des produits, une stratégie. Ce n'est pas seulement la froideur du bilan. »

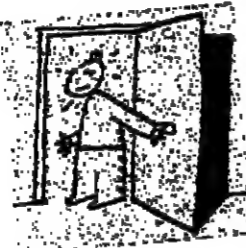
Évoquant les volets mineurs de l'affaire (prêt OM, financement de la campagne de la liste Schwarzenberg aux régionales de 1992...), M^{re} Xavier Brunet, conseil d'Elie Fellous, a également mis en garde les juges de « ne pas s'ériger en supercontrôleurs de gestion ». Plaidant la relaxe, les avocats des prévenus ont estimé que l'affaire se plaçait « sur le terrain exclusif de la faute commerciale » et non pénale. « Quand vous êtes là, M. Tapie, les choses ne sont plus tout à fait les mêmes », avait lancé le bâtonnier Mario Stasi, conseil de l'ancien directeur général de Testut.

M^{re} Jean-Yves Liénard, pour Bernard Tapie - toujours étonnamment calme et muet sur sa chaise -, dénonçait en conclusion la pression médiatique. « Il y a eu un phénomène Tapie dans les années 80, un personnage symbole, et c'est au nom de ce phénomène que l'on a requis de la prison ferme ! » Et de conclure : « Quelque part, Bernard Tapie rend fou ! » Jugement le 1^{er} juillet.

Jean-Michel Dumay

Qui a dit qu'il n'y a rien à faire à Paris le week-end ?

Samedi 30 et Dimanche 31 mars la Ligue Contre le Cancer vous ouvre ses portes à Paris.



CONFERENCES

L'évolution de la recherche en cancérologie à l'aube du 21^e siècle

Samedi 30 mars 10H30 Institut Pasteur 28 rue du Dr Roux 75015 Paris

Profs : J.F. Bach, R. Monier, J.M. Cosset et Dr. A. Harel-Bellan

Evolution des nouveaux traitements Samedi 30 mars 15H00

Musée de l'Hôpital Saint-Louis 1 av. Claude Vellefaux 75010 Paris Prof : M. Marty

Existe-t-il une prévention efficace ? Dimanche 31 mars 10H30

Hôpital Salpêtrière - Bât. Lassay Rez de Chaussée 47-83 boul. de l'Hôpital 75013 Paris Prof : G. Brucker

Passé, Présent et Futur de la cancérologie Dimanche 31 mars 15H00

Institut Curie - Grand Amphithéâtre - 12 rue Lhomond 75005 Paris Prof : J. Bernard

ANIMATIONS PERMANENTES

Pendant les 2 jours, en permanence, consultations, conférences et stands à disposition du public de 10H à 18H à :

La Ligue Contre le Cancer 1 av. Stephen Pichon 75013 Paris.

Présentation des comptes de la Ligue, interventions sur différents thèmes :

Aide aux malades et aux familles, arrêt du tabac, conseils...

VISITES DANS LES HOPITAUX

Rendez-vous dans 3 services hospitaliers et laboratoires de recherche, financés par le Comité de Paris.

Hôpital de la Salpêtrière 47-83 Boulevard de l'Hôpital 75013 Paris

Hôpital Saint-Louis 1 rue Claude Vellefaux 75010 Paris

Hôpital Cochin 27 rue du Faubourg Saint-Jacques 75014 Paris

Dans chaque département, la Ligue Nationale Contre le Cancer vous ouvre ses portes. Pour connaître l'adresse et le programme de votre comité départemental, appelez gratuitement le

05 22 50 00

Comité de Paris
13 av. de la Grande Armée 75016 Paris
Tél : 45 00 00 17

LA
LIGUE
LIGUE NATIONALE CONTRE LE CANCER

Liguons-nous contre le cancer.

mémoire des migrations

Préface de Kofi Yamgnane

De A comme Angola à Y comme Yougoslavie, des lycéens racontent leur famille, leurs racines, leur Histoire

Documents, 124 pages quadri 95 F.

Coéd. Fondation pour l'intégration républicaine, Aifil, Le Monde-Éditions



EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

Une équipe française a réussi une intervention à cœur ouvert par vidéo-chirurgie

Cette première mondiale marque une étape dans l'histoire des techniques opératoires

Pour la première fois au monde, l'équipe du professeur Alain Carpentier (Hôpital Broussais, Paris) a réussi à opérer à cœur ouvert - grâce à la

vidéo-chirurgie - une malade, âgée de trente ans, souffrant d'une grave lésion valvulaire cardiaque. Considérée comme une véritable

prouesse technique, cette intervention a eu lieu le 26 février, ne durant dans sa « partie intra-cardiaque » que deux heures et demi.

UNE ÉQUIPE chirurgicale française dirigée par le professeur Alain Carpentier (Hôpital Broussais, Paris) a réussi, pour la première fois au monde, une spectaculaire opération à cœur ouvert par « vidéo-chirurgie ». Cette première - dont les détails techniques seront publiés dans le prochain numéro des *Comptes-rendus de l'Académie nationale des sciences* - marque une étape importante dans l'histoire et le développement de la chirurgie cardiaque, en même temps qu'elle témoigne de la vitalité de la recherche chirurgicale française. Elle permet d'envisager des bouleversements révolutionnaires dans le champ de la chirurgie à cœur ouvert.

Cette intervention a consisté en une réparation plastique de la valve mitrale pratiquée sous vidéoscopie, chez une malade âgée de trente ans souffrant de lésions de cette valve située entre l'oreillette et le ventricule gauche. Cette insuffisance mitrale était une séquelle d'une infection bactérienne survenue dans l'enfance. L'état de santé de la patiente s'était progressivement dégradé, ses deux grossesses ayant aggravé ses lésions cardiaques.

Après la première grossesse, qui avait imposé la pratique d'une césarienne, on tenta de dilater, grâce à un ballonnet introduit par voie veineuse, l'orifice sténosé. Ce geste devait malheureusement entraîner une déchirure d'une partie de la valve et conduire à une insuffisance mitrale sévère. En dépit des recommandations de son médecin, la jeune femme décidait en 1993 d'avoir un second enfant. Cette seconde grossesse fut marquée par des troubles graves (évanouissements, vertiges, perte de conscience) qui allèrent en empirant après l'accouchement réalisé avant terme en avril 1995.

Afin de réduire les inconvénients d'une intervention chirurgicale complexe à cœur ouvert, l'équipe du professeur Carpentier décidait d'expérimenter une nouvelle technique chirurgicale grâce à l'apport de la vidéoscopie. L'intervention eut lieu le 26 février, les chirurgiens

ne pratiquant pour toute voie d'abord qu'une « mini-thoracotomie » de quatre centimètres sur cinq. Sous le contrôle de la caméra et via un système optique produisant un agrandissement de trois à cinq des structures internes du cœur, les chirurgiens purent inciser l'oreillette et pratiquer une série de gestes réparateurs et prothétiques (« réparation plastique et amputation de l'anneau prothétique ») sophistiqués.

PERSPECTIVES THÉRAPEUTIQUES
Au total, l'intervention n'aura duré que deux heures trente. « Malgré la longue durée du temps de réparation intra-cardiaque, rendre nécessaire par la complexité des lésions et des techniques utilisées, les suites opératoires ont été remarquablement simples, expliquent aujourd'hui les chirurgiens français. La ventilation spontanée sans assistance a été effective dès la quatrième heure, la malade a quitté la réanimation quatre heures après la fin de l'opération et le service douze jours après l'opération. »

Au-delà de la prouesse technique et gestuelle, cette intervention ouvre de passionnantes perspectives thérapeutiques. Elle témoigne de manière exemplaire de l'apport croissant de la vidéoscopie à l'art chirurgical. Après l'avoir fait en chirurgie gynécologique et digestive, la vidéochirurgie fait son entrée dans la cardiologie.

L'apport de l'équipe de l'hôpital Broussais est d'autant plus remarquable que cette première correspond à un cas particulièrement délicat. « Nous pouvons envisager une plus large application de cette technique et peut-être même un jour des interventions à cœur ouvert sans circulation extra-corporelle, de façon à réduire plus encore le risque opératoire et la durée du séjour hospitalier, nous a déclaré le professeur Carpentier. Il importe toutefois de préciser que ce type d'intervention ne pourra être pratiqué que par des équipes déjà rompues à la chirurgie cardiaque traditionnelle. »

Jean-Yves Nau

Les prêts immobiliers conclus avant 1995 sont déclarés réguliers

RÉUNIS mercredi 27 mars en commission mixte paritaire, les députés et les sénateurs ont décidé de valider les prêts immobiliers conclus jusqu'au 31 décembre 1994 et qui pouvaient être contestés, pour vice de forme, par les emprunteurs (*Le Monde* du 27 mars). Cette décision met fin à dix-sept années de désaccord entre les organismes de crédit et les associations de consommateurs, et devrait stopper net la centaine de procédures en cours.

L'affaire avait resurgi à l'occasion du débat parlementaire sur diverses dispositions d'ordre économique et financier (DDOEF). La loi Scrivener impose, depuis juillet 1979, l'obligation de faire figurer sur chaque offre les conditions du prêt, notamment un échéancier des amortissements, le coût total du crédit et son taux. Mais beaucoup d'organismes avaient interprété à leur avantage le flou de ce texte, jusqu'aux arrêts rendus, en mars et en juillet 1994, par la Cour de cassation. Celle-ci avait estimé que l'offre de crédit devait, pour chaque échéance, faire figurer la part de l'amortissement du capital par rapport à celle couvrant les intérêts. S'appuyant sur cette jurisprudence, une centaine d'emprunteurs avaient entamé des procédures.

Par crainte d'une avalanche de contentieux, et sous la pression du milieu bancaire, Philippe Auberger (RPR), rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, a fait adopter, le 21 février, un amendement au DDOEF visant à amnistier les banques. Adopté par l'Assemblée le 7 mars, ce texte a été repoussé par le Sénat le 22 mars.

La commission mixte paritaire devait trancher. Comme devant les deux Assemblées, les risques de « déstabilisation générale de la

place » ont de nouveau été évoqués, notamment par Alain Lambert (centriste, Orne), rapporteur de la commission des finances au Sénat. Mais les parlementaires n'ont toujours pas pu apporter d'éléments précis sur la réalité des risques encourus.

PLUS LOIN QUE L'AMENDEMENT
Le texte adopté par la commission mixte paritaire va pourtant plus loin encore que l'amendement voté par l'Assemblée le 7 mars. Il stipule que les offres de prêt sont « réputées régulières (...) dès lors qu'elles ont indiqué le montant des échéances de remboursement du prêt, leur périodicité, leur nombre ou la durée du prêt, ainsi, le cas échéant, que les modalités de leurs variations ». Autrement dit, le texte donne quittance aux établissements de prêt qui, depuis 1979, ont omis de présenter un échéancier d'amortissement annuel séparant remboursement des intérêts et du capital, une disposition qui était incluse dans l'amendement.

Cette obligation concernera, en revanche, les offres de prêt à venir, puisque la commission a proposé que soit ajouté au code de la consommation (qui reprend les termes de la loi Scrivener) un alinéa précisant que les offres de prêt comprennent « un échéancier des amortissements détaillant pour chaque échéance la répartition du remboursement entre le capital et les intérêts ». Ce coup d'éponge passé sur les cas douteux met un terme à l'autre question qu'avaient soulevée des associations de consommateurs : l'augmentation anormale du coût du crédit dans certains prêts, facilitée par le défaut de transparence des offres.

Christine Garbin

Deux Basques condamnés pour diffamation de policiers

LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL de Bayonne a condamné, mercredi 27 mars, à de lourdes amendes deux militants nationalistes basques français, poursuivis pour diffamation envers des policiers. Les directeurs des deux hebdomadaires *Ekaiz* et *Enbata*, leurs imprimeurs, et le responsable du mouvement politique Herriaren Alde avaient comparu, le 22 février dernier, pour avoir mêlé aux affaires des Groupes antiterroristes de libération (GAL) les commissaires Joël Cathala, de l'ex-police de l'air et des frontières, Michel Hélie, chef de la sûreté de Bayonne, et Alain Etcheto, qui dirigeait les renseignements généraux dans cette ville. Relaxant les deux imprimeurs et annulant, pour vice de forme, la procédure contre *Ekaiz*, les juges ont, en revanche, condamné Jakes Abeberry, directeur de l'hebdomadaire *Enbata*, à 20 000 francs d'amende et 150 000 francs de dommages et intérêts au commissaire Cathala. Jakes Bortayrou, responsable du groupe Herriaren Alde a été condamné à une peine identique, à laquelle s'ajoutent 150 000 francs de dommages-intérêts pour le commissaire Hélie. - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **ÉDUCATION** : les épreuves du CAPES qui devaient se dérouler mercredi 27 et jeudi 28 mars ont été annulées dans toute la France, en raison du cyclone Bété en Nouvelle-Calédonie, qui a empêché les candidats locaux de composer en même temps que ceux de la métropole. La date de report sera connue ultérieurement (*Le Monde* du 28 mars).

■ **RACISME** : Patrick Le Lay, Philippe Bourvard et Vincent Perrot ont été condamnés, mercredi 27 mars, pour provocation à la haine ou à la discrimination raciale, après la diffusion d'une plaisanterie lors de l'émission « Les grosses têtes » sur TF1. Infirmité le jugement de première instance, la 11^e chambre de la cour d'appel de Paris a jugé raciste la devinette établissant un parallèle entre Batman, Spiderman, Superman et les musulmans, attribuant à tous, la capacité à « voler ». Poursuivis par le MRAP et la LICRA, MM. Le Lay, Bourvard et Perrot ont été condamnés respectivement à des amendes de 30 000, 20 000 et 10 000 F.

■ **CATASTROPHE** : cinq personnes mises en examen après l'accident de l'Airbus A 320 à Habsheim (Haut-Rhin), qui avait fait trois morts et une cinquantaine de blessés le 26 juin 1988, vont être renvoyées devant le tribunal correctionnel de Colmar pour « homicide et blessures involontaires ». L'ordonnance de renvoi concerne notamment le pilote et un officier de sécurité des vols d'Air France. Le juge a considéré que Airbus Industrie n'avait commis aucune faute.

INVESTISSEMENT LOCATIF

On n'a jamais vu autant d'avantages dans un prêt.

Profitez du nouveau PLI 6%* et cumulez les avantages fiscaux.

C'est le moment d'investir dans l'immobilier locatif en profitant des avantages exceptionnels de notre nouveau Prêt Locatif Intermédiaire (PLI) : un taux très bas, 6%*, fixe sur une durée qui peut aller jusqu'à 25 ans. Et vous pouvez cumuler les atouts de notre prêt locatif avec le nouvel avantage fiscal dit « d'amortissement », pour que votre placement immobilier soit encore plus intéressant. Avec le Crédit Foncier, tous les avantages de l'investissement locatif sont de votre côté. (3615 Foncier - 1,01 F la minute).

CRÉDIT FONCIER
Département Immobilier
Votre allié dans le temps

N° Vert 05 00 95 96

* Taux fixe. Soit un Taux Effectif Global (T.E.G.) - frais de dossier et assurance décès-invalidité inclus de 6,71% pour un prêt de 600 000 F sur une durée de 25 ans et un coût total de 562 234F. L'emprunteur dispose d'un délai de réflexion de 15 jours pour accepter l'offre de prêt ; le versement subordonné à l'adoption du prêt et si celui-ci n'est pas obtenu, le versement doit rembourser à l'acheteur les sommes versées (article L.312-5 du Code de la Consommation). ** Sans réserve de parution des textes.

Coupons à retourner au Crédit Foncier - Actions Promotionnelles et Publicité - BP 65 - 75050 Paris Cedex 01.

J'ai un projet immobilier : ☐ immédiat ☐ dans les 3 mois ☐ plus tard

☐ Je souhaite recevoir, gratuitement et sans engagement de ma part, une documentation sur le nouveau PLI

☐ Je suis intéressé par un plan de financement et mon Conseiller Crédit Foncier me contactera rapidement

Nom _____ Prénom _____ Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

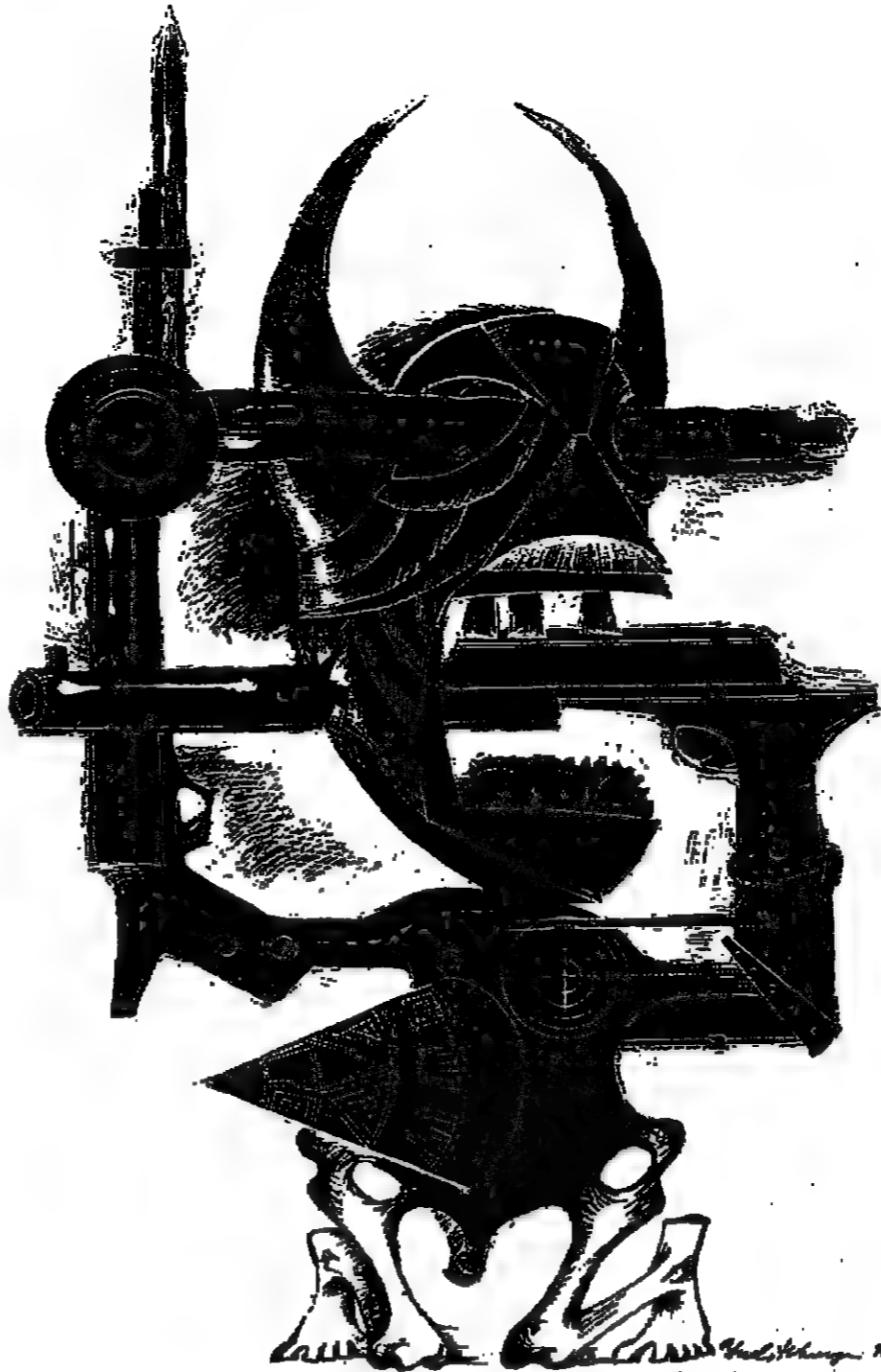
Tél. domicile _____ Tél. professionnel _____ Heures d'appel souhaitées _____

Les informations recueillies pourront donner lieu au droit d'accès prévu par la loi du 06/01/1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés.

MF

HORIZONS

ENQUÊTE



Il a le regard d'un animal battu, une paire de menottes aux poignets et sans doute guère plus de vingt ans. C'est un de ces « coupeurs de route », qui, depuis des mois, entretiennent dans le sud et le centre du pays un climat d'insécurité pesante. Celui-ci, les militaires tchadiens l'ont arrêté avec ses complices. Il y a deux jours, en bordure d'une piste, en brousse, ils venaient de détrousser un couple de cultivateurs revenant du marché. Son arme ? Un étonnant fusil à chien bricolé par un forgeron. Les cartouches sont également de fabrication artisanale.

15 francs. « Toute une génération a appris à vivre de ses armes, sans travailler. On ne changera pas facilement son comportement », déplore le président de la Ligue tchadienne des droits de l'homme (LTDH), Enoch Djondang.

« L'Etat tchadien n'est plus qu'une coquille vide », observe un diplomate européen. Dans la fonction publique, les retards de salaire s'échelonnent entre deux et trois mois. Le sort des militaires n'est pas plus enviable. L'an passé, le gros des troupes n'a touché que trois soldes, soit 900 francs pour un simple soldat. D'autres, moins chanceux, ont dû se contenter de la « prime générale d'alimenta-

« Toute une génération a appris à vivre de ses armes, sans travailler. On ne changera pas facilement son comportement »

Le sort du prisonnier est aléatoire. Dans le meilleur des cas, ses gardiens, qui ne touchent plus de solde depuis des mois, vont négocier avec la famille le versement d'une rançon. L'argent en échange de l'honneur. La libération du « coupeur de route » ne posera pas de difficultés. Elle sera déguisée en fuite. Mais malheur à celui dont les parents sont introuvables ou désargentés. Il a tout à craindre des militaires et rien à attendre des tribunaux. Au Tchad, l'Etat a cessé de rendre la justice depuis belle lurette. La situation n'est guère plus paisible à N'Djamena. Des jeunes désœuvrés, surnommés les « Colombiens », grands consommateurs de drogues de

tion » versée en nature. « C'est étonnant, observe un intellectuel tchadien. Les militaires ne se sont pas encore révoltés. » C'est qu'ils se paient sur la bête. « Chaque fois que l'armée sort de ses casernes, il y a des débordements », explique un prêtre catholique. « Avec la complicité des autorités locales, les militaires et les gendarmes sont les vrais patrons des coupeurs de route », accuse le président de la ligue.

Si le régime du général Idriss Déby se désintéresse de la troupe, c'est qu'il sait pouvoir compter sur une garde prétorienne forte de 3 000 ou 4 000 hommes originaires, comme le président, de l'est du pays - et, pour certains

une partie de la récolte de mil. Avec sa construction, les cultivateurs ont appris à gérer collectivement leurs stocks de céréales. Résultat : depuis deux ans, il n'y a pas eu de famine pendant les mois de soudure. Et les prix négociés avec les commerçants sont meilleurs. Avec une partie de l'argent recueilli, le village va s'offrir son premier puits en béton. Ceux en terre s'effondrent à la saison des pluies. A Gabou, on en creuse une demi-douzaine par an. Profond de quinze mètres, chacun demande deux semaines de travail.

AUTRE lieu, autre expérience. A cinq heures de piste de la capitale, à M'Barlet, quinze villageois se sont regroupés pour créer un dispensaire. Un infirmier le dirige. Le médecin ne vient qu'une fois par mois. Approvisionné par le Secadev, le dispensaire ne manque pas de médicaments mais de vaccins, depuis que le réfrigérateur a rendu l'âme, en 1995. Deux ans après son ouverture, un habitant de la région sur dix adhère au dispensaire. La cotisation est modique : 2 francs par an pour un homme, 1,50 franc pour une femme et 50 centimes pour un enfant. Les non-adhérents sont acceptés, mais paient la consultation plus cher : 10 francs au lieu de 6 francs. Au dispensaire de M'Barlet on pratique de petites interventions chirurgicales. Tant d'un accouchement : 10 francs, le double pour une circoncision. « Les gens viennent nous voir lorsque la médecine traditionnelle a échoué », reconnaît volontiers l'infirmier.

Les femmes aussi savent se regrouper. A quelques kilomètres de M'Barlet, celles d'Al Wadjan ont réussi à acquiescer un petit moulin à

Le Tchad balbutie sa démocratie

La loi des armes, la multiplicité des partis politiques, des ethnies et des religions, continuent de freiner l'essor social de ce pays parmi les plus démunis de la planète, où l'« Etat » reste un mot creux. Le référendum constitutionnel de dimanche constitue une première ouverture

fortune, ont transformé les rares avenues de la capitale en coupe-gorge. La nuit, que des coups de feu troublent par intermittence, rares sont les habitants qui se risquent dans les rues. Les barages tenus par des militaires dépenaillés n'inspirent pas confiance. Le racket y est monnaie courante.

Ainsi va le Tchad, l'un des pays les plus démunis de la planète, avec un revenu annuel par habitant qui dépasse de peu 1 000 francs, selon la Banque mondiale. Tout manque. Deux fois plus étendu que la France, le pays dispose d'à peine trois cents kilomètres de routes goudronnées. Dans l'enseignement secondaire, la rentrée scolaire n'a eu lieu qu'en janvier. Dans les lycées de la capitale, les classes de cent cinquante élèves ne sont pas rares. La mortalité infantile frappe plus d'un enfant sur dix. A N'Djamena, ville d'environ 500 000 habitants, on continue à s'éclairer à la lampe à pétrole. Pendant les quelques mois de la saison des pluies, la capitale, transformée en un gigantesque bourbier, est pratiquement coupée du reste du pays. Partout, l'accès à une eau potable reste un luxe. La lèpre sévit encore. Et, même si elles restent localisées, les famines n'ont rien d'exceptionnel.

En fait, un seul article reste abondant : les armes. A l'entrée du casino de N'Djamena - un établissement bien modeste - un panneau rappelle que « les armes sont interdites » à l'intérieur. Fruit de l'histoire tumultueuse du jeune Etat, indépendant depuis 1960, il y en aurait au bas mot plus d'un demi-million en circulation. Au marché noir, dans la capitale, un kalachnikov coûte entre 150 et 200 francs. Dans l'est du pays, à proximité de la frontière soudanaise, on peut se procurer un lance-roquettes pour moins de 1 000 francs. Et, même en piteux état, un uniforme militaire, très prisé des « coupeurs de route », se négocie aux alentours de

d'entre eux, du Soudan. La Force d'intervention rapide (FIR) et la Sécurité rapprochée (SR) ne rendent de comptes qu'au président, qui a réussi à les payer sept mois sur douze en 1995. Un exploit pour un Etat dont les recettes budgétaires ne dépassent pas 400 millions de francs par an.

DEPUIS son indépendance, le Tchad a usé quatre chefs d'Etat. Le premier a été assassiné. Les trois autres, chassés du pouvoir par les armes, vivent en exil dans des pays africains. Un sort identique guette-t-il le président Déby, âgé de quarante-quatre ans, qui s'est emparé du pouvoir en décembre 1990 avec la bénédiction de la France, l'ancienne puissance coloniale ? « Il faut briser l'idée que le pouvoir se prend par la force », martèle un cadre tchadien. Rude tâche à laquelle s'est pourtant attelé Paris en imposant - et en finançant - une série de scrutins destinés à consolider une démocratie encore fragile. Le premier, un référendum sur la nouvelle Constitution, interviendra le 31 mars. Suivront, en principe début juin, une élection présidentielle puis, la saison des pluies passée, des législatives.

Entre ceux qui doutent que le calendrier électoral puisse être tenu - plusieurs articles du projet de Constitution divisent l'opposition

et le pouvoir - et ceux persuadés que le président Déby et son clan, les Zaghawas, refuseront de lâcher le pouvoir en cas de défaite électorale, l'avenir de la démocratie tchadienne apparaît bien sombre. « Le pays n'est pas prêt pour des élections qui, fatalement, se feront sur des bases ethniques et régionales. Il aurait mieux valu prolonger la période de transition », estime l'une des bêtes noires du régime, l'ancien journaliste Saleh Kebzabo. L'existence d'une soixantaine de partis politiques pour un pays qui compte entre cinq et six millions d'habitants, de ce point de vue, n'incite pas à l'optimisme.

Au Tchad, comme dans plusieurs pays africains où « l'Etat » reste un mot creux, « la démocratie par le haut » a du mal à s'imposer. A peine balbutiante, elle menace déjà de tourner à la caricature. La leçon est amère. Elle incite à explorer d'autres voies, à privilégier un apprentissage de la démocratie « à la base », modeste, mais fécond, et porteur d'avenir pour le développement. L'expérience tchadienne mérite d'être méditée.

Terre de petits cultivateurs et d'éleveurs, le pays a des allures de puzzle. Plus d'une centaine d'ethnies, une myriade de dialectes, trois religions (musulmans, chrétiens, animistes) y cohabitent vaillamment. Les tribus pasto-

rales s'opposent aux sédentaires. Majoritaires dans le pays mais écartés du pouvoir, les Saras du sud, groupe à forte majorité chrétienne, voient souvent d'un mauvais œil les Arabes musulmans installés plus au nord. Les protestants et les catholiques ne font pas toujours preuve d'un grand œcuménisme... Et, pourtant, ce patchwork abrite aujourd'hui un réseau de plusieurs milliers d'asso-

« Dans une société figée par près de trente années de régime unique, l'éclosion des organisations paysannes a favorisé l'éveil démocratique. Les structures nouvelles contribuent à faire émerger une société civile »

cations locales qui se substituent à un Etat défaillant et pratiquent une démocratie au quotidien.

Leur création doit beaucoup aux organisations non gouvernementales (ONG) et aux structures confessionnelles. Au Tchad, la plus importante d'entre elles, le Secadev, a été lancée par le Secours catholique au plus fort de la bataille de N'Djamena, au début des années 80. Depuis, le Secadev

a prospéré. Avec un budget annuel de près de 10 millions de francs, alimenté par des bailleurs de fonds étrangers - dont Caritas France, Oxfam, une ONG britannique, l'Union européenne... -, « nous avons davantage de moyens que l'administration », reconnaît son directeur, un jésuite, le Père Faure.

Que ce soit sous forme de prêts à très bas taux d'intérêt, d'assis-

sement technique ou de fourniture de matériel, l'aide va à des projets décidés par les villageois. Ils touchent à la vie quotidienne et n'ont rien de pharaoniques. A Gabou, un village perdu dans la brousse où vivent une soixantaine de familles, l'association villageoise a créé, avec le soutien du Secadev, une banque de céréales. Le mot est pompeux : il s'agit en fait d'un hangar où est stockée

céréales. L'acquisition devrait bouleverser leur vie quotidienne. Ne passent-elles pas près de six heures par jour à piler le mil, la base de l'alimentation ? Quelques centaines de kilomètres plus au nord, en bordure du lac Tchad, d'autres femmes se sont adressées au Secadev pour financer un atelier d'artisanat. Un atelier identique existe à N'Djamena, lui aussi géré par des femmes. On y vend du linge de table brodé, des articles de cuir, quelques paniers en osier tressés... Manquent les débouchés commerciaux. En dépit de la présence de près de neuf cents militaires français dans la capitale tchadienne, le chiffre d'affaires de l'atelier, pour lequel cent cinquante femmes travaillent à façon, excède rarement 5 000 francs par mois. « Le bénéfice ne dépasse pas 10 francs par mois pour chacune d'elles. C'est de l'argent de poche », observe la responsable de l'atelier.

Toujours à N'Djamena, d'autres initiatives existent. L'une des plus anciennes concerne l'enlèvement des ordures ménagères. L'Etat ayant depuis longtemps baissé les bras, dans certains quartiers de la capitale les familles se sont regroupées et organisent un enlèvement régulier des ordures. Coût de cette opération « propre » : 2 francs par famille et par mois. Aussi nombreuses soient-elles, ces micro-initiatives n'empêcheront pas de stérile le Tchad d'être livré à des « politico-militaires » sans scrupules. Il n'empêche. Comme le fait observer l'abbé Alphonse Karamba, « dans une société figée par près de trente années de régime unique, l'éclosion des organisations paysannes a favorisé l'éveil démocratique. A l'inverse du monde traditionnel, qui reste inféodé à l'administration et au pouvoir, les structures nouvelles contribuent à faire émerger une société civile ». Mais les fruits de cette mue seront lents à mûrir.

Jean-Pierre Tuquoi
Dessin Tatyana Yudinikova

الجمهورية التونسية



L'avenir
de l'Union européenne

L'Europe des citoyens

La CIG de Turin cherchera à améliorer à la fois le travail en commun des polices et la libre circulation des individus

LIBERTÉS La notion de « citoyenneté européenne » a été introduite dans le traité de Maastricht et sera approfondie lors de la conférence intergouvernementale (CIG) qui s'ouvrira vendredi 29 mars à Turin. L'idée est que l'Europe ne doit pas être seulement un grand marché et à terme une union monétaire, mais un espace où les gens ont en commun les mêmes droits fondamentaux, un espace où ils doivent pouvoir circuler librement. Cette liberté est encore loin d'être réalisée. Pour la mettre en œuvre alors que certains pays de l'Union n'y étaient pas prêts, neuf autres avaient dû signer, en dehors du traité de Maastricht, la convention de Schengen. Entrée en vigueur il y a un an, elle s'est heurtée à des difficultés et la France n'a toujours pas levé les contrôles à ses frontières avec le Benelux, en raison de son différend avec les Pays-Bas sur la lutte contre la drogue. La liberté de circulation suppose une harmonisation des politiques d'immigration, de droit d'asile, de lutte contre la criminalité, à quoi les pays membres de l'Union sont plus ou moins disposés. Ils ne partagent pas tous non plus l'idée d'amorcer certains transferts de souveraineté en ce qui concerne les affaires intérieures.

Demain, suite de la série :
LE SOCIAL ET L'EMPLOI

Page réalisée par
Henri de Bresson

Où en est-on dans les domaines de la libre circulation, de la police, de la justice et de l'espace de sécurité commun ?

Le traité de Maastricht réaffirme bien le principe de la libre circulation des personnes. Mais les États membres restent jaloux de leurs prérogatives en matière de justice et de police. Le traité y consacre un chapitre particulier, mais, comme pour la politique étrangère et de défense, ces questions relèvent strictement de la coopération intergouvernementale et non du domaine commun. C'est-à-dire qu'il n'y a pas de délégation de souveraineté.

Les États ont jusqu'ici seulement prévu de « coordonner leur action » dans des domaines considérés comme d'intérêt commun » qui sont énumérés dans le traité de Maastricht. La Commission et certains États souhaitent maintenant aller plus loin. Dans le rapport remis au Conseil européen de Madrid, en décembre 1995, par le groupe de réflexion chargé de préparer la CIG, il est consigné que beaucoup des participants estiment que la protection de la sécurité des citoyens au niveau européen exige « un recours accru à des institutions et à des procédures communes, ainsi que la définition de critères communs ».

A quoi sert la Cour de justice européenne ?

Elle assure le respect du droit communautaire, institué par le traité. Un de ses domaines est par exemple celui des libertés qui fondent le marché intérieur. La Cour peut être saisie par un État membre, par le Conseil, ou par la Commission, pour d'éventuels manquements à ce droit. Le Parlement peut la saisir pour défendre ses prérogatives. Toute personne physique peut exercer un recours contre des décisions dont elle serait destinataire. Dans les domaines de compétence communautaire, le droit communautaire prévaut sur le droit national. En revanche, la Cour ne peut pas s'immiscer dans ce qui relève exclusivement des droits nationaux. Elle n'a pas de compétence pénale.

Quels sont les domaines pour lesquels Maastricht prescrit une coopération ?

Le traité a délimité neuf domaines de coopération : les politiques en matière de droit d'asile, les règles régissant le franchissement des frontières extérieures de l'Union, l'immigration, la lutte contre la toxicomanie, la lutte contre la fraude de dimension internationale, la coopération judiciaire en matière civile, la coopération judiciaire en matière pénale, la coopération douanière, la coopération policière.

Qu'en est-il d'une police européenne ?

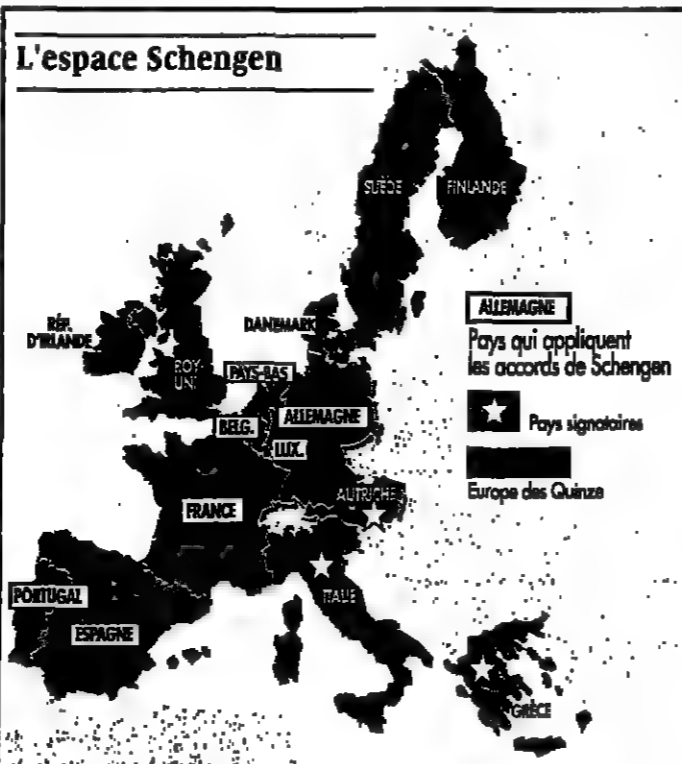
Le chancelier Kohl est un fervent partisan d'une police européenne, sur le modèle du FBI américain. En attendant d'en arriver là, il a obtenu de ses partenaires européens un engagement de mettre en place à La Haye, dans le cadre d'une convention appelée Europol, une bourse d'informations commune aux polices

d'immigration clandestine) qui a depuis longtemps une dimension internationale. De l'autre, beaucoup de pays sont réticents à sacrifier leurs traditions juridiques sur l'autel commun. Les défenseurs de l'État-nation veillent.

Quels sont les enseignements de Schengen ?

Neuf des pays de l'Union européenne avaient signé une Convention au terme de laquelle ils s'engageaient à mettre en œuvre la libre circulation des personnes, prévue depuis 1985 et réaffirmée par le traité de Maastricht. Elle est entrée en vigueur en 1995 entre sept d'entre eux : Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, France, Espagne et Portugal. Les deux autres - Grèce, Italie - n'avaient pu adapter à cette date leur appareil législatif. La mise en place s'est révélée extrêmement compliquée. Il a fallu adapter les politiques en matière de visa, les règles d'immigration, les règles de contrôle aux frontières extérieures. Il a fallu bâtir une bourse d'information, le Système d'information Schengen, installée à Strasbourg. Il a fallu harmoniser les règles d'accès aux informations. Dans son fonctionnement, Schengen a très vite fait apparaître des lacunes : la disparition des postes de contrôle aux frontières internes supprimait un élément important du maillage policier. A l'insistance de la France, il a été décidé de mettre en place des commissariats de police mixtes aux frontières, qui inaugurent une nouvelle ère de coopération policière. Satisfait de ces mesures, la France a levé, le 26 mars, les contrôles qu'elle avait maintenus aux frontières terrestres avec l'Allemagne et l'Espagne. Ces levées n'ont toutefois pas été levées avec les pays du Benelux en raison du désaccord qui oppose Paris et les Pays-Bas sur la lutte contre les trafics de drogue.

L'espace Schengen, auquel les pays scandinaves et l'Autriche ont demandé d'adhérer, peut être considéré comme un véritable laboratoire pour les Quinze, non seulement sur le plan de la sécurité, mais également sur la manière de faire fonctionner un noyau dur, une avant-garde de pays qui choisissent de poursuivre dans l'intégration sans que tous les autres pays ne puissent le faire.



Est-ce que des progrès ont été faits ?

Les Quinze ont adopté une liste commune des pays soumis à visa d'entrée dans les pays de l'Union. Non sans difficulté, ils se sont mis d'accord sur une action commune dans le domaine de la lutte contre le racisme et la xénophobie. La Grande-Bretagne a freiné jusqu'au bout, par refus de soumettre les décisions de ses tribunaux à ce qui apparaîtrait comme un droit pénal supérieur. Sept États de l'Union ont enfin commencé, le 26 mars 1995, à expérimenter entre eux, dans le cadre de la convention dite de Schengen (la ville luxembourgeoise où elle a été signée), ce que pourrait être une Europe sans frontières internes.

des États membres pour coordonner la lutte contre le crime. Une unité Europol de lutte contre la drogue, commandée par un officier de police allemand, fonctionne déjà à La Haye. Les Britanniques ont retardé, en 1995, la finalisation de cette Convention Europol, refusant que les litiges pouvant survenir dans le cadre de la Convention Europol soient soumis à la Cour de justice. Ces blocages illustrent les limites de la coopération intergouvernementale.

D'un côté on se rend compte qu'il faut plus de coopération, de coordination entre les corps de police pour faire face à une délinquance (mafias, délinquance financière, réseaux de drogue,

Les conventions

Celles qui sont signées :

- Convention sur la protection pénale des intérêts financiers de l'Union européenne (1995) : elle fournit une définition de la fraude et indique les sanctions pénales à envisager. Des peines privatives de liberté sont prévues pour les fautes graves, pouvant entraîner le cas échéant l'extradition.
- Convention Europol (1995) : c'est la mise en place à La Haye d'un office de police criminelle chargé de faciliter l'échange de renseignements entre les polices de l'Union. Cet office n'a pas de compétence opérationnelle, mais il dispose d'une base de données centralisée. Une unité « drogue » fonctionne depuis 1994. Elle a été signée mais fait l'objet d'un protocole en raison des réserves britanniques.
- Convention sur le système d'information douanier (1995) : elle doit réglementer l'emploi de l'informatique dans la coopération douanière.

Celles qui sont en cours d'élaboration :

- Convention frontières extérieures : elle doit permettre de fixer les règles communes pour l'entrée et la sortie du territoire de l'Union. Elle se heurte notamment à un conflit entre l'Espagne et la Grande-Bretagne sur son application à Gibraltar.
- Convention sur l'extradition : elle vise à réglementer l'extradition des nationaux, les poursuites pour association de malfaiteurs et à définir ce qu'il faut faire en cas de délits ayant une connotation politique. C'est très compliqué, vu le poids des traditions nationales.
- Convention Bruxelles II en matière matrimoniale : le point le plus sensible concerne le règlement des contentieux qui peuvent intervenir entre des parents de nationalité différente pour la garde des enfants en cas de séparation ou de divorce. Il s'agit d'étendre le champ de la première convention de Bruxelles qui réglemente dans certains domaines les questions de compétence judiciaire et d'exécution des décisions.
- Convention sur la corruption : elle devrait élargir le champ de la convention sur la protection pénale des intérêts financiers de l'Union.

Plus qu'en d'autres domaines encore, le poids des traditions nationales

EST-IL RAISONNABLE de pratiquer une coopération policière sans un minimum de législations communes, sans des instances d'arbitrage et de contrôle démocratique communautaire ? Très vite, les premières ébauches d'action commune en matière de police au sein de l'Union européenne ont reposé la question que les signataires du traité de Maastricht avaient évité : quels abandons de souveraineté doit-on consentir pour assurer plus efficacement, en commun, la lutte contre les réseaux criminels qui agissent au-delà des frontières nationales ?

Si l'idée d'une police « fédérale », suggérée par le chancelier Kohl, était futuriste, celle, plus modeste, d'exercer en commun un minimum d'actions relevant des affaires intérieures fait néanmoins son chemin. Jacques Chirac, que l'on ne peut guère soupçonner d'être un fédéraliste acharné, juge insupportable que les Néerlandais refusent de se plier à une conception commune de la lutte contre la drogue. Du coup, il s'est fait le plus ardent défenseur d'une législation commune en la matière, idée qui a été reprise par le Conseil européen de Madrid en 1995.

Le conflit survenu en février entre l'Espagne et la Belgique, dont la Cour de justice a refusé d'extraire des militants basques recherchés par la police espagnole, a également montré combien l'absence de législation commune ou d'instance d'arbitrage pouvait conduire à des situations absurdes à l'heure de la libre circulation. Peut-on refuser de li-

vrer à un pays de l'Union un de ses ressortissants, qu'il soupçonne d'être un criminel, au nom d'une tradition juridique différente ?

Ces deux conflits ont fait ressortir à point nommé, avant le début de la Conférence intergouvernementale sur la réforme des institutions européennes, combien les différences de législation rendaient compliqué le travail en commun des polices. Il a aussi souligné l'importance de disposer d'instances d'arbitrage judiciaires. Mais on tombe aussitôt dans un autre débat, celui de savoir où finit la coopération purement intergouvernementale et où commence le « communautaire » à proprement parler, où les politiques communes de l'Union s'exercent et sont appliquées dans le cadre d'instances supranationales.

Gardiennes jalouses du dogme de l'Europe des nations, la Grande-Bretagne a bloqué ces dernières années tout accord qui risquerait d'entrer en conflit avec ses traditions juridiques. Il en a été ainsi de l'Action commune des Quinze contre le racisme et l'antisémitisme, qui se heurte à sa tradition de liberté d'expression. Il en a été de même pour Europol. Londres refusant de soumettre les conflits à la Cour de justice.

Cette position a beaucoup de partisans en France, où pourtant la pratique oblige le gouvernement à envisager lui aussi une évolution. Michel Barnier, ministre délégué aux Affaires européennes, a évoqué la possibilité d'une telle évolution récemment devant le Sénat.

Une révolution culturelle pour la police des frontières

Robert Broussard initie ses hommes à la coopération transfrontalière

POUR ROBERT BROUSSARD, patron de la direction centrale de l'immigration et de la lutte contre l'emploi clandestin (Dilicel), qui a remplacé l'ancienne direction de la police de l'air et des frontières (PAF), la convention de Schengen a représenté un « changement important ».

« Avant, explique-t-il, la PAF était présente aux frontières terrestres, maritimes et aériennes, et procédait au contrôle des gens qui voulaient entrer sur le territoire national. Désormais il y a des frontières intérieures aux pays signataires de Schengen et des frontières extérieures. Nous devons faire disparaître des postes fixes aux frontières intérieures pour renforcer notre dispositif aux frontières extérieures. » Pour qu'il n'y ait pas un déficit de sécurité, il a été convenu qu'il y ait des contrôles mobiles dans une bande de 20 kilomètres longeant les frontières intérieures. Le dispositif est renforcé par l'implication étroite des douanes et de la gendarmerie.

Lorsqu'on demande à Robert Broussard quel dispositif est le plus efficace, il admet qu'« avant, les 900 points de passage carrossables répartis sur les 2 940 kilomètres de frontières terrestres ne pouvaient être tenus d'une manière rigoureuse ».

« Dans le Nord, par exemple, explique-t-il, vous êtes dans une rue ; un trottoir est en France, l'autre en Belgique. Tout cela est difficile à contrôler. On travaille maintenant davantage sur renseignement, sur la mobilité des effectifs. La Dilicel forme ses personnels pour lutter

contre les filières d'immigration, les passeurs, les réseaux d'emploi de clandestins. Le fichier Schengen contient tous les individus recherchés par les polices des États membres. »

Il a été décidé de créer, avec les Espagnols, les Allemands et les Belges, des commissariats communs aux frontières. Les services de police y échangent leurs informations, diffusent par exemple le signalement des voitures volées, font des observations



ROBERT BROUSSARD

note Robert Broussard, mais ces dispositions ne peuvent être mises en œuvre que sous certaines conditions, notamment dans des limites géographiques précises et en prévoyant immédiatement les policiers compétents du secteur. »

La coopération entre les polices nationales suppose une sorte de révolution culturelle, qui ne s'effectue pas sans difficulté. Les médiances ont la vie dure. Robert Broussard est toutefois convaincu que moyennant quelques efforts

« Avant, il y avait des relations de bon voisinage. Maintenant, il y a un aspect opérationnel beaucoup plus clair »

elles finiront par céder : « Ce qui a changé beaucoup de choses, estime-t-il, c'est l'apport d'officiers de liaison. Ici à la Dilicel, j'ai un Anglais, un Espagnol, un Italien, un Hollandais et un Allemand. Et, bien entendu, j'ai des policiers français en Allemagne, en Italie, etc. Ces officiers de liaison sont complètement immergés. Ils ont permis de décloisonner comme on peut guère l'imaginer. Il y a une beaucoup plus grande transparence. Il y a des échanges permanents. Psychologi-

quement, c'est énorme. » L'évolution est très nette, estime Robert Broussard, avant il y avait des relations de bon voisinage, maintenant il y a un aspect opérationnel beaucoup plus clair. L'ancien commissaire souligne qu'il rencontre son homologue allemand quatre à cinq fois par an, que des gens de l'état-major du Bundesgrenzschutzpolizei (la BG5, la police des frontières allemande) sont venus en stage à son état-major et réciproquement, qu'il y a des échanges en permanence.

Du coup, les idées circulent. Celle des commissariats communs était d'origine française. « Il existe une volonté du gouvernement d'institutionnaliser la coopération interfrontalière, avec des règles très précises, souligne M. Broussard. Certains pays n'étaient pas très chauds. Finalement, les Allemands ont accepté. Cela n'a pas été facile ; au début, ils ne comprenaient pas exactement ce que nous voulions. Et maintenant ils ont eux-mêmes des commissariats communs avec la Pologne et avec la République tchèque. »

Si la convention Europol a permis de mettre en commun des moyens d'information entre les polices, arrivera-t-on un jour à une véritable police européenne ? « Il faut aller par paliers, dit Robert Broussard. Il y a des pratiques, des rapports de bon voisinage, qui ne font pas l'objet d'accords particuliers. Mais dès lors qu'il s'agit d'officiers, autant le mettre noir sur blanc. » Et de conclure : « Tout cela progresse bien. »

Le Monde

ÉDITORIAL

Un geste à hauts risques pour la Corse

AL'EVIDENCE, le gouvernement, aux prises comme ses prédécesseurs, avec l'indéfinissable dossier corse, a voulu provoquer un électrochoc en annonçant, mercredi 27 mars, un ensemble de mesures économiques pour l'île. L'intention est louable, et le geste fort : si les plans d'urgence pour le développement de la Corse ne sont pas une nouveauté, c'est la première fois que Paris propose une mesure aussi radicale que la création d'une zone franche. L'idée viendrait d'Alain Juppé lui-même, confronté apparemment au manque d'imaginaire de ses ministres. D'autres mesures sont inspirées directement par les cahiers de doléances corses.

Les décisions annoncées renforcent encore le statut déjà dérogatoire du droit commun - politique, économique, fiscal - de la Corse. Mais elles s'inscrivent aussi dans la politique d'aménagement du territoire du gouvernement qui, avec l'aval de Bruxelles, s'apprête à créer des zones franches dans une trentaine de quartiers sensibles à travers l'Hexagone. On ne peut pas reprocher au gouvernement de s'employer à éviter, selon l'expression d'Alain Lamassoure, son porte-parole, qu'à la « fracture sociale » ne vienne s'ajouter une « fracture régionale ». Dans le

cas particulier de la Corse, il est clair que le marasme économique nourrit le malaise politique. Ce qui justifie la volonté du gouvernement de faire montre de « générosité » mais aussi d'« efficacité ».

Plusieurs questions restent néanmoins en suspens. Les premières réactions dans l'île se partagent entre la satisfaction et le scepticisme. Beaucoup dépendra de la façon dont les bonnes intentions affichées seront mises en œuvre, tant la Corse est réputée pour sa capacité à décourager les volontés réformatrices les plus ardentes.

Dans une île dominée par la culture de l'assistanat, le plan annoncé, avec ses multiples exemptions et dérogations, peut avoir des effets pervers, en confortant de mau-

Amitiés politiques, politique culturelle

Suite de la première page

De cette première période, on retiendra que toute décision importante est le fruit, déjà, d'une concertation qui associe la présidence de la République, le gouvernement et les milieux professionnels. Au début des années 70, Georges Pompidou avait vu d'un bon œil l'Etat renoncer à la politique culturelle, pour lui préférer le modèle américain. Mais ni le pays ni lui-même ne sont prêts à ces renoncements. En 1971, le centriste Jacques Duhamel devient ministre de la culture et donnera une légitimité définitive à son portefeuille. Son successeur, Maurice Bruon, ténira le blason de la Rue de Valois en déclarant : « Les gens viendront à la porte de ce ministre avec une serviette dans une main et un cocktail Molotov dans l'autre devant choisir... »

Il faudra attendre la nomination, en 1974, d'un gaulliste ouvert, Michel Guy, pour remettre de l'ordre que la « maison culture » et calmer les protestations de tous bords qui émaillèrent la vie artistique durant quelques années. Il s'emploiera à donner du lustre en favorisant les invitations aux grands artistes étrangers. Ses trois successeurs seront, de peu de mémoire, et l'Élysée, hâté alors par Valéry Giscard d'Estaing, restera sur la réserve, ne contestant en rien la gestion économe menée par le ministre. Dès son invention, le ministère de la culture aura donc vu se succéder des titulaires gaullistes, centristes ou giscardiens confrontés à un lieu artistique très engagé, lui, aux très des partis de gauche, cohabitation d'avant la cohabitation, souvent conflictuelle mais acceptée, pour l'essentiel, par les deux parties.

1981 LA « RUPTURE »

Nier 1981, et la « rupture » annoncée par les socialistes. Incompréhension, le tandem formé par François Mitterrand et Jack Lang marquera pour longtemps la vie culturelle nationale et une certaine manière d'arbitraire qui dira sa conviction : à gauche, toute l'Ange du dam de la droite, une révolution s'annonce, saluée par les milieux artistiques, qui se sont mobilisés en 1981 comme en 1988, pour l'élection de François Mitterrand. Ellera d'autant plus acceptée que d'un doublement immédiat du budget.

Il s'en finit par de dresser la liste des nominations qui, jusqu'aux législatives de 1993, devront aux l'Élysée politique qu'aux nécessités du manisme culturel. Ici, comme ailleurs dans la vie publique, le seul dose sera celui de la « famille » socialiste et de ses courants. Le président de la République prend les grandes décisions que son ministre applique, souvent avec bonne grâce, quelquefois à reculons. A l'Élysée, la décision de lancer les grands travaux le soin de confier les nouveaux établissements publics à des proches, pas toujours socialistes d'ailleurs : Hélène Abreville (Beaubourg), Dominique Jamet (BNF), Pierre-Georges (Opéra de Paris), Emile Blasini (Grands Travaux), Jérôme Savary (Chailiot) savent ce qu'ils doivent leurs liens personnels avec le présent. Les premiers ministres ne sonnent pas en reste. Pierre Mauroy, Laurent Fabius et Michel Rocard favorisent les poulains chaque fois que c'est possible. Evidemment, Jack Lang assurera l'essentiel des nominations dans la quasi-totalité des institutions publiques parisiennes régionales en accord avec des personnalités politiques locales de tous bords.

Si Jacques Léotard, ministre de 1986 à 1988, n'aura que peu de temps pour marquer son empreinte

et peu d'espace à occuper dans l'ombre d'un François Mitterrand défendant son précaire, il en est autrement de Jacques Toubon, sous le signe de la cohabitation de 1993 à 1995, et de Philippe Douste-Blazy, sous le « jeune » règne de Jacques Chirac. En quelques mois, Jacques Toubon nomme l'ex-femme de l'actuel premier ministre, Christine Juppé-Leblond (Femis-Institut pour la formation et l'enseignement aux métiers de l'image et du son), Jacques Baillon (direction du théâtre au ministère), Maryvonne de Saint-Pulgent (direction du patrimoine), Hugues R. Gall (Opéra de Paris), Stéphane Lismer (Orchestre de Paris). Tous sont marqués à droite.

Philippe Douste-Blazy, entouré d'amis centristes dans son cabinet, connaît lui aussi l'ivresse des nominations. Il confie l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC) à son conseiller personnel, Jean-François Boyer, et prévoit de confier le futur Palais du cinéma au giscardien Michel Bassi, ancien conseiller de la présidence de la République (1976). Forts de l'amitié du président de la République, Stéphane Lismer obtient la direction du Festival d'Albi-en-Provence en novembre 1995, et Jean-Jacques Allagou se voit aujourd'hui confier la présidence de Centre Pompidou.

Ainsi continue de s'écrire l'histoire du lien entre les palais républicains et leurs dépendances culturelles. La droite, en raison de son réseau d'amitiés tenues, aura quelque mal à déstabiliser la pyramide des talents et des responsabilités bâties par ses prédécesseurs socialistes, même si elle a désormais le choix des dirigeants du ministère comme ceux des institutions nationales. La dernière période dit qu'elle en a la ferme intention : l'histoire dira si elle en a les ressources humaines et le temps politique. L'art a partie liée depuis le fond des âges avec la puissance publique : c'est sa force et le signe de sa vassalité. Saut à en prendre son parti cyniquement, la sagesse serait que les politiques, d'aujourd'hui et de demain, ne cessent de se poser les trois questions essentielles de Malraux.

Olivier Schmitt

Le néo-nazi par Carlos Nine



DANS LA PRESSE

RTL

Philippe Alexandre
■ On avait oublié Gérard Longuet. Ou plutôt, il avait préféré se faire oublier, surtout par les temps qui courent (...). Un juge, Mme Filippini, est chargée depuis deux ans d'enquêter sur le financement du Parti républicain, et sur des sommes bien supérieures à celles pour lesquelles Henri Emmanuelli a été condamné dans un grand concert de clameurs. La presse a révélé avec force détails et précisions la constitution d'un vaste réseau de financements occultes, passant par des paradis fiscaux variés, avec la contribution à ce système d'un banquier, ami personnel de M. Longuet. Mais jusqu'ici le juge d'instruction a préféré se concentrer sur les arbusques qui cachaient cette ténébreuse forêt. Il est vrai que son travail exige une kyrielle de commissions rogatoires et que le ministre de la justice a, par ce biais, toute latitude de ralentir l'instruction au point de la

stopper. Gérard Longuet a l'air prêt à revenir sur la scène publique, au premier rang évidemment, et au moment où Henri Emmanuelli en serait exclu. Ce sont des chassés-croisés qui se produisent avec les meilleurs magistrats et les meilleurs ministres du monde.

FRANCE-INTER

Bernard Guetta

■ La question fondamentale que pose le mémorandum du gouvernement français sur le modèle social européen est la suivante : « Peut-on définir une nouvelle voie, celle d'une croissance qui profite à tous, d'une mondialisation alliant progrès et protection, adaptation et confiance dans l'avenir ? » La réponse française, depuis hier, est que « oui », que l'affirmation du modèle social européen (...) peut permettre cette canalisation de la réalité, la mondialisation, qui n'est en elle-même ni bonne ni mauvaise.

RECTIFICATIFS

TESTUT

Contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos éditions du 27 mars, la société de pesage Testut n'a pas versé 19 millions de francs à la campagne du professeur Schwarzenberg aux élections régionales de 1992, mais 190 000 francs.

ORLY

AOM devra démolir d'Orly-Ouest à Orly-Sud et Corsair fera le chemin inverse, contrairement à ce qu'indiquait le titre de notre article (« Corsair va remplacer AOM à Orly-Sud », Le Monde du 27 mars)

mais conformément à ce qui était écrit dans l'article lui-même.

LE LECTORAT

DU « MONDE »

L'infographie qui accompagnait l'article sur le gain de plus de 160 000 lecteurs par Le Monde en 1995, selon l'étude annuelle Euro-PON, comportait une erreur (Le Monde du 23 mars).

Comme l'indiquait le texte, les chiffres de comparaisons d'audience des quotidiens nationaux étaient présentés en milliers de lecteurs et non « en centaines de milliers ».

Eglise-police, même combat ?

« Eglise-police, même combat ! » En livrant les clés de l'édifice à des policiers casqués et armés de matraques, Mgr Lustiger n'avait-il pas donné le « baiser de Judas » aux familles mafieuses, comme écrit le GISTI (Groupe d'information et de solidarité avec les travailleurs immigrés) ? Sans doute avait-il même touché les trente deniers, mais l'histoire ne le dit pas...

S'il est un domaine où l'engagement de l'épiscopat a été constant, c'est bien celui de la défense des immigrés en situation irrégulière

La discussion reste ouverte sur la gestion d'une occupation d'église et le droit de requérir les forces de l'ordre pour le curé qui en est l'affectataire légal. Mais autorise-t-elle une mise en cause aussi brutale du rôle des Eglises dans ce type d'action ? Car s'il est un domaine où leur engagement a été précoce, constant, discret, non violent, c'est bien celui de la défense des travailleurs immigrés en

situation irrégulière. Le plus souvent même à leurs dépens, car, quand l'épiscopat a publié son message contre les lois Pasqua - au moment où la gauche et les associations ne se faisaient guère entendre -, il avait reçu en rafale plus d'un millier de lettres, la plupart outragées et la grande majorité signées par de bons chrétiens.

« Nous en avons assez de voir grandir la haine contre les immigrés. Nous en avons assez des idéologies qui la justifient et d'un parti dont les thèses sont incompatibles avec l'enseignement de l'Eglise », qui prononçait ces paroles ? Un homme aujourd'hui disparu, Mgr Albert Decourtray, du haut de la chaire de sa cathédrale de Lyon, en 1983, alors que le Front national était en pleine ascension. Celui-ci lui a voué une haine farouche. Le nom du cardinal de Lyon a été traîné dans la boue par l'extrême droite et ses intégristes. La presse de Jean-Marie Le Pen l'habillait en diabolisme et le convertissait à Mahomet. Le 8 décembre - un jour qui compte à Lyon -, on avait dédicacé les murs de son archevêché de Fourvière avec ces mots : « Islam, maître du monde ».

A la suite de Mgr Decourtray, des associations, des membres du clergé, des militants laïcs ont attaché leur nom à une présence active auprès de travailleurs immigrés ou de militants inquiétés. On connaît le Père Christian Delorme à Lyon,

le premier à assister la famille de Khaled Kelkal, tué par la police en septembre 1995, au moment des attentats terroristes. Rarement sous les projecteurs, une organisation comme le Secours catholique a traité, pour la seule année 1995 et la seule ville de Paris, 24 000 dossiers d'immigrés en situation irrégulière ou déboutés du droit d'asile. Et c'est sans compter les campagnes et les efforts de médiation, engagés sur le terrain par des représentants d'Eglises, à l'image de ce compromis qui avait été trouvé le 18 mars à l'église Saint-Ambroise pour déplacer les immigrés maïens dans un local paroissial moins exposé. Un compromis qui, selon le clergé local, aurait échoué à cause du jusqu'au-boutisme d'associations misant sur l'avantage symbolique de l'expulsion - version que contestent les dites associations.

L'Eglise est devenue l'ultime refuge de familles immigrées placées dans des situations désespérées, qui n'ont d'autre crainte que la reconduction à la frontière et d'autre recours que la force symbolique d'un lieu de culte et l'écoute d'associations caritatives, plus disponibles et moins embarrassées que bien des élus et hommes politiques, de droite comme de gauche. Ceux qui, au nom de la laïcité, se sont inquiétés du choix d'une cathédrale pour l'hommage de la République à François Mit-

terrand, devraient s'interroger sur cette valeur d'accueil et de fraternité que représentent des lieux d'Eglises, aujourd'hui en France pour des associations d'immigrés, hier à l'Est pour les militants de la liberté.

On peut estimer que le clergé parisien n'a pas eu une attitude de compassion suffisante, qu'il n'a pas poussé assez loin la médiation et s'est trop vite résigné à l'évacuation. Mais, comment ne pas voir aussi la manœuvre des autorités qui ont fait procéder à l'expulsion le surlendemain de la visite de l'archevêque de Paris (après lui avoir demandé de saisir le juge pour un référé d'heure en heure) et qui ont fait diffuser l'ordre de réquisition du curé ? On sait à qui profitent une telle polémique entre l'archevêché de Paris et des associations, une pareille mise en cause de la voix autorisée et compétente des Eglises. Le ministère de l'Intérieur, trop heureux de faire porter le chapeau au clergé parisien, a fait coup double en discréditant associations et clergé qui ne pourront plus protester contre les retours expéditifs d'immigrés, notamment par charters. Plus gravement, à souligner unilatéralement la responsabilité du clergé, on risque d'occulter le débat essentiel sur l'avenir des étrangers placés en France en situation d'illégalité.

Henri Tincq

Le Crédit agricole annonce un profit de 6,5 milliards de francs

La meilleure performance des établissements français

POUR LA NEUVIÈME ANNÉE consécutive, le Crédit agricole a enregistré une progression de ses bénéfices en 1995. Il s'agit, à nouveau et de loin, de la meilleure performance affichée par une banque française puisque le résultat net part du groupe a atteint l'an dernier 6,5 milliards de francs, soit 12,3 % de plus qu'en 1994 (5,8 milliards). Pour autant, la rentabilité par rapport aux fonds propres, légèrement supérieure à 8 %, reste assez éloignée des performances réalisées par les meilleures banques américaines, anglaises, suisses ou néerlandaises. Selon Lucien Douroux, le directeur général de la Caisse nationale du Crédit agricole (CNCA): « Les résultats démontrent la réactivité du groupe et sa capacité à mener de pair innovation commerciale et amélioration de la rentabilité. » Le président du CNCA, Yves Barsalou, considère « que le bilan de l'année 1995 est positif et nous met en bonne position pour relever de nouveaux défis ».

Le produit net bancaire (chiffre d'affaires) a augmenté en 1995 de 3,2 % à 66 milliards de francs. Le résultat brut d'exploitation s'est amélioré pour sa part de 5,8 % à 24,5 milliards, compte tenu d'une croissance faible (+1,7 %) des charges de fonctionnement. Enfin, la réduction de 13,3 % des provisions à 12,4 milliards de francs explique en majeure partie la croissance des bénéfices.

Le réseau du Crédit agricole a continué à faire la preuve de son efficacité commerciale et conserve sa première place dans les crédits à l'économie avec 15,6 % du marché. En matière de collecte, la part de marché de la banque verte atteint 21,3 %. Enfin, Prédica, la filiale d'as-

surance-vie, consolide sa place de numéro deux en France avec un chiffre d'affaires en hausse de 11 % à 51,3 milliards de francs. La santé affichée par la première banque française pour ses profits,

Stabilité des Caisse d'épargne

Le résultat net des Caisse d'épargne, en 1995, devrait être proche de 1,7 milliard de francs, sans changement par rapport à 1994, a indiqué, mercredi 27 mars, René Barbey, président du directeur du Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance, jugeant l'année 1995 « très satisfaisante ». M. Barbey n'a pas donné de chiffre précis car, pour la première fois, les comptes des Caisse d'épargne seront consolidés en 1995. « Le produit net bancaire devrait être pratiquement stable », a-t-il ajouté, soulignant que c'est une performance plutôt convenable dans un marché qui subit de graves érosions de marges.

ses fonds propres (24,2 milliards) et la taille de son bilan (1 893,3 milliards) lui permet de justifier ses ambitions de développement vers de nouveaux métiers. Au moment où la reconstitution du paysage bancaire français semble enfin s'amorcer, le Crédit agricole entend profiter de sa puissance financière, même si les Caisse régionales voient toujours avec réticence les appels de croissance externe de la Caisse nationale.

Les syndicats dressent la liste des responsabilités dans le naufrage du Crédit foncier

Le conseil d'administration doit se réunir le 3 avril

Alors que les discussions sont dans leur phase ultime entre le Trésor et le Crédit foncier pour définir les contours de l'aide de l'Etat et fixer le

niveau des pertes qui sera affiché, les syndicats vont manifester, vendredi 29 mars, devant l'hôtel Matignon. Le rapport demandé par les syn-

dicats, dans le cadre du droit d'alerte, met au jour les dysfonctionnements de l'institution spécialisée dans le financement de l'immobilier.

A QUELQUES JOURS du conseil d'administration du Crédit foncier de France - prévu le 3 avril - qui doit arrêter les comptes de l'année 1995, les modalités de l'aide de l'Etat et les contours du plan social, l'inter-syndicale de l'institution se fait à nouveau entendre. Vendredi 29 mars, une manifestation est prévue devant l'hôtel Matignon, où les représentants du personnel doivent être reçus. Avec, sous le bras, un rapport d'une trentaine de pages établi par l'ensemble des syndicats (CFDT, CFE-CGC, CGT, FO, SNA) dans le cadre du droit d'alerte et l'avis du cabinet d'expertise Syndex commandé par le comité d'entreprise.

Les deux documents, sévères sur le fond, quant à l'appréciation de la gestion menée au cours des dix dernières années, divergent cependant dans le ton: réquisitoire pour les syndicats, analyse plus froide pour Syndex. Les rapports ont été adressés à l'ensemble des administrateurs par le comité d'entreprise, qui s'est réuni le vendredi 22 mars.

Quatre points sont mis en exergue: les dysfonctionnements avérés de l'institution; le manque de contrôle de certaines filiales notamment l'immobilière Foncière Madeleine (IFM) et la Compagnie foncière de crédit (CFC); la responsabilité de leurs dirigeants « à qui on a laissé la bride sur le cou » et la responsabilité des deux derniers gouvernements, Georges Bonin et Jean-Claude Collin. Le premier est parti en beauté à l'automne 1994 avant que le volcan n'explose. Le second a été remplacé de façon quelque peu brutale par le gouvernement fin décembre.

Enfin, les syndicats fustigent le rôle de l'Etat. Celui-ci nomme les dirigeants et valide la désignation des membres du conseil d'administration (il a refusé récemment que le président de La Poste, André Darrigand, y siège). Deux censeurs et un commissaire du gouvernement, nommés par l'Etat, font théoriquement garde du conseil. Mais certains postes sont vacants depuis plusieurs années et le commissaire du gouver-

nement n'est pas très assidu. « Nous n'avons vu le directeur du Trésor, Christian Noyer, que lorsqu'il s'est agi de tenter de nous arrimer le Comptoir des entrepreneurs », se rappelle un membre du conseil.

LE RÔLE DE L'ÉTAT

Car c'est bien le rôle de l'Etat qui est mis en cause par les personnels. La suppression des PAP (prêts d'accès à la propriété), en septembre 1995, et leur remplacement par des prêts à taux zéro a plongé le Crédit foncier dans une tornade qu'il ne parvient pas à enrayer, a fait remonter à la surface les zones d'ombre de l'institution et a révélé l'archaïsme de la gestion et l'opacité des prises de décision. La reprise du Crédit de l'Arche - à la demande de la Banque de France, selon les syndicats - a coûté quelque 2 milliards à la maison. Les projets immobiliers comme Bercy Expo (Zeus), la tour Esso, les investissements discutables à Londres, Madrid ou Barcelone ont gravement plombé les

comptes. Deuxième emprunteur après l'Etat sur le marché obligataire avec 270 milliards de francs, les pouvoirs publics ne peuvent pas se désintéresser du sort du Crédit foncier.

Les discussions sont particulièrement échauffées entre le nouveau gouverneur, Jérôme Meyssonier, et le Trésor sur le sort qui sera réservé au Crédit foncier. Les chiffres de provisions nécessaires oscillent entre 8 et 10 milliards de francs. Une recapitalisation de 5 ou 6 milliards de francs est incontournable. Qui va en supporter le coût et dans quelle perspective? Les salariés, eux, ne veulent pas être les victimes des errements passés. Comme l'écrivait Alain Devais, membre salarié du conseil d'administration dans son bulletin du 5 janvier 1996, « la question des responsabilités est un problème moral: l'ensemble du personnel veut que les erreurs, les fautes et même plus, si elles sont réelles et prouvées, soient sanctionnées comme elles le méritent ».

Babette Stern

La Poste est condamnée à retirer sa publicité sur les prêts immobiliers

LE TRIBUNAL de grande instance de Nanterre a condamné, mercredi 27 mars, La Poste à arrêter sa campagne de publicité sur les crédits immobiliers. Cette publicité a été jugée trompeuse, puisqu'il n'était pas précisé qu'il s'agissait de prêts liés à la possession de comptes ou de livrets d'épargne-logement nécessitant dix-huit mois à quatre ans d'épargne préalable. Le Tribunal ajoute que La Poste n'est pas un établissement de crédit et n'a pas le droit d'octroyer des prêts classiques à l'immobilier comme la campagne de publicité pourrait le suggérer. Ce jugement est une nouvelle étape dans la guerre commerciale que se livrent les banques et La Poste. Le référé a été déposé par l'Association française des banques, la BNP, la Caisse nationale du Crédit Agricole, le CIC, le CCF, le Crédit lyonnais et la Société générale.

DÉPÊCHES

■ **PINAULT PRINTEMPS-REDOUTE**: le groupe de distribution (Printemps, Prisma, Conforama, La Redoute, FNAC, Rexel, Pinaut distribution et la CFAO) a dégagé, en 1995, un bénéfice net part du groupe de 1,516 milliard de francs, en hausse de 25,1 % sur 1994. Le résultat d'exploitation de PPR est en hausse de 11 %, à 2,991 milliards de francs.

■ **DEUTSCHE BANK**: le premier groupe bancaire allemand a enregistré une hausse de 23,5 % de son bénéfice net, à 2,1 milliards de francs (7,2 milliards de francs) en 1995, contre 1,7 milliard de francs en 1994, selon les normes comptables internationales (IAS) utilisées pour la première fois par la banque. Les provisions pour risques ont fortement reculé à 1,3 milliard de francs, contre 2,3 milliards en 1994.

■ **CAP GEMINI SOGETI**: le groupe français de services informatiques a dégagé un bénéfice net part du groupe de 52 millions de francs en 1995, contre une perte de 94 millions en 1994. Le chiffre d'affaires a atteint 11,3 milliards de francs (+11,3 %). La fusion-absorption de Sogeti et de SKIP, qui sera réalisée le 24 mai, sera précédée d'une augmentation de capital de Sogeti d'un montant de 2,1 milliards de francs.

■ **GEC-ALSTHOM-SIEMENS**: les groupes franco-allemand et allemand de matériel ferroviaire ont annoncé, le 28 mars, la signature d'un accord de commercialisation des trains à grande vitesse, en dehors de l'Europe et de l'Amérique du Nord. Ils pourraient, en 1996, concourir pour le TGV taïwanais reliant Taipei à Kaohsiung.

■ **TAT**: Michel Marchais, président de la compagnie aérienne française TAT, filiale de British Airways, a annoncé, le 27 mars, que sa compagnie avait réduit de moitié ses pertes, lors de l'exercice 1995/1996 (clos le 31 mars), en les ramenant à 280 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs.

■ **PSA PEUGEOT CITROËN**: après le départ de Jean-Yves Helmer, Jean-Martin Folz occupera ses fonctions de directeur de la division automobile de PSA Peugeot-Citroën à compter du 1^{er} avril. Directeur Général de Eridania Béghin-Say entre 1991 et 1995, Jean-Martin Folz est entré chez PSA en juillet 1995 pour succéder probablement à Jacques Calvet qui devait quitter la présidence du directoire en septembre 1997.

■ **ARJO WIGGINS APPLETON**: Alain Soulas, directeur général d'Arjo-Wiggins-Appleton (AWA, papier), va quitter ses fonctions « en accord avec la société » et sera remplacé par Philippe Beylier, cinquantenaire, a annoncé, mercredi 27 mars, la société papetière franco-britannique, filiale du groupe français Saint-Louis.

■ **JUSTICE**: 15 % des patrons redoutent d'être mis en examen pour abus de biens sociaux, selon un sondage de la Sofres pour le compte du mensuel L'Entreprise, publié le 26 mars. Ce sondage, effectué du 26 au 28 février auprès de trois cents chefs d'entreprises privées de dix salariés ou plus, fait apparaître que les patrons les plus nombreux à avoir peur d'être poursuivis se recrutent dans les rangs du BTP (19 %). La moitié pense que les juges agissent normalement, 43 % qu'ils font du zèle.

RÉSULTATS 1995

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ PRO FORMA en MF

74 157 75 670

5,0% 1994 1995

Commerce international
Distribution professionnelle
Distribution grand public

RÉSULTAT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ PRO FORMA en MF

2 603 2 847

4,9% 1994 1995

Résultat d'exploitation/CA

ENDETTEMENT NET/CAPITAUX PROPRES

15 077 16 494

120 109

1994 1995

Endettement net
Capitaux propres

RATIO D'ENDETTEMENT SUR FONDS PROPRES

0,8 0,66

1994 1995

PINAULT PRINTEMPS-REDOUTE

PROGRESSION DU RÉSULTAT NET DE 25,1 %

■ Le résultat d'exploitation du Groupe a sensiblement progressé (+11,1%), ainsi que le résultat net consolidé part du Groupe (+25,1%), malgré une croissance faible de l'activité et des événements exceptionnels à incidence négative.

■ Consolidation de la structure financière s'est poursuivie.

(ratio d'endettement/capitaux propres = 0,66 fin décembre 1995, contre 0,8 fin décembre 1994).

■ Le dividende par action proposé est majoré de 8,9%.

■ Le change financier net s'est réduit à 554 MF contre 588 MF un an plus tôt, sous l'effet principalement de l'augmentation des écarts obtenus auprès des fournisseurs.

La progression de 333 MF du résultat courant a été affectée à concurrence de 170 MF par les conséquences des mesures gouvernementales et notamment la hausse du taux de TVA au début du second semestre.

■ Le résultat net des sociétés intégrées a progressé de 20,7% à 1 549 MF, malgré un résultat exceptionnel négatif de 171 MF, qui tient compte notamment de la dépréciation des titres Comipar pour 150 MF. Il intègre également les effets des décisions de rationalisations et des désinvestissements stratégiques opérés par le Groupe en 1995 (Pinaut Equipement, Pinaut Spa).

■ Le résultat des sociétés mises en équivalence s'élève à 503 MF en progression de 39,7%, il traduit essentiellement la forte contribution du pôle Crédit et Services Financiers. Celui-ci a bénéficié en 1995 d'une augmentation de 11% de sa production de crédit à la consommation et d'une maîtrise accrue du risque client.

■ Le résultat net part du Groupe s'élève à 1 516 MF contre 1 212 MF en 1994 après amortissement des écarts d'acquisition, en progression de 25,1%.

■ Le résultat net par action dilué s'élève à 68 francs contre 57,9 francs en 1994, soit une progression de 17,4%.

BILAN CONSOLIDÉ

(en millions de francs)

	31.12.94	31.12.93
Actif immobilisé	25 490	22 044
Besoins en fonds de roulement	3 976	4 097
Capitaux propres*	15 077	11 769
Provisions	2 307	2 277
Endettement financier net	12 081	12 096
*dont part du Groupe	12 222	7 772

Le besoin en fonds de roulement s'est établi au 31 décembre 1995 à 4 796 MF contre 3 976 MF fin 1994. La progression de ce poste s'explique en particulier par le développement des activités du pôle Commerce International, qui a entraîné une hausse mécanique des comptes-clients et des stocks. Cette dégradation a été en partie compensée par une amélioration observée dans le pôle Grand Public. Ce poste enregistre en outre la création liée à la cession de Pinaut Spa en fin d'année.

L'endettement financier net s'élève à 12 081 MF contre 12 096 MF en 1994, en baisse de 1 156 MF. Fin 1995, il ne représente plus que 4 années de capacité d'autofinancement contre 5,1 années fin 1994. Le ratio d'endettement rapporté aux capitaux propres diminue pour la troisième année consécutive en s'inscrivant à 0,66 contre 0,8 en 1994.

La capacité d'autofinancement s'est établie à 2 760 MF contre 2 378 MF en 1994.

Les investissements d'exploitation du Groupe, qui ont porté sur 1 190 MF en 1995 contre 1 129 MF en 1994 traduisent la mise en œuvre du programme de rénovation du parc de magasins dans le pôle Grand Public et les efforts entrepris par le Groupe dans l'actualisation de ses systèmes d'information.

Le début de l'année 1996 a été marqué par le Groupe PINAULT-PRINTEMPS-REDOUTE par la reprise par CFAO de la participation de 89 % détenue par Paribas dans SCOA et le lancement d'une OPA sur le solde des titres en circulation.

En ce qui concerne les activités du Groupe, il est à noter que certaines enseignes Grand Public ont bénéficié du report des achats liés aux grèves de fin d'année 1995 et de l'accueil favorable des opérations de soldes. A fin février, le chiffre d'affaires du Groupe à structure constante est en progression de 2%.

COMPTES SOCIAUX: Le Conseil de Surveillance a également arrêté les comptes de la société-mère PINAULT-PRINTEMPS-REDOUTE. Le résultat net s'est établi à 1 482 MF. Il sera proposé à l'Assemblée Générale la distribution d'un dividende de 24,50 francs par action assorti d'un avoir fiscal de 12,25 francs, en progression de 8,9% sur 1994.

Les comptes consolidés 1995 sont tenus à la disposition des actionnaires et du public au siège social du Groupe - 18, place Henri Bergson - 75 781 Paris Cedex 08

■ **LE MONTANT** des actifs des fonds communs de placement américains a dépassé pour la première fois 3 000 milliards de dollars (15 000 milliards de francs) en février.

NEW YORK
↓
DOW JONES

LONDRES
↗
FT 100

MILAN
→
MIB 30

FRANCFORT
↗
DAX 30

PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ		
	Cours au	Var.
HAUSSES, 12h30		
GLM 5A	269,8	+2,26
Mauritan nouv.	890	+2,26
Ducros Sfr.Rapide	72	+2,26
Locamur-Sofyros	268,80	+2,26
BiobioScentLy 8	363,30	+2,26
BAISSES, 12h30		
Dapta-Mallindou	13	-2,26
C.Ado Nord (LI)	475,50	-2,26
Mecatherm	1052	-2,26
Mecatherm	20,90	-2,26

repli de 7,83 %. Pinault-Printemps affichait la plus forte hausse de la cote (+ 6,56 %) après l'annonce de résultats meilleurs que prévu (bénéfice net de 1,51 milliard de

visionnement sur l'immobilier a été jugé insuffisant, mais les résultats de l'assurance-vie et de l'assurance-dommages ont déçu.

UAP sur 1 mois

NEW YORK
Les valeurs du Dow-Jones

	27/05 Cours	26/05 Cours	Var. en %
Paris CAC 40	2080,31	2067,98	+0,11
New York DJ Indus.	5465,18	5670,60	-1,10
Tokyo Nikkei	21190	21043,6	+0,78
London FT 100	3672,40	3668,90	+1,26
Frankfurt Dax 30	2235,42	2239,32	+1,61
Bombay Sensex	6922,3	6936,78	-0,21
Buenos Aires BVL	1919,89	1916,79	+0,16
Buenos Aires General	1284,15	1267,48	+0,16
Mumbai BSE 30	1001	1000	—
Amsterdam AEX Cpis	353,60	350,70	+0,80
Madrid Iboex 35	389,85	396,60	+0,37
Stockholm Affarstall	1516,82	—	—
London FT 30	2744,90	2738,90	+0,22
Hong Kong Hang S	11066,60	10934,50	+0,74
Singapore Straits T	2399,65	2417,49	-0,63

Alcoa	62.62	63.50
American Express	43.87	45.63
Deltaic Signal	37.25	36.37
AT&T	52.75	52.75
Bethlehem	13.50	13.50
Boring Co.	88.25	87.87
Caterpillar Inc.	70.62	70
Chevron Corp.	37.23	37.23
Comcast	34.87	34.87
Disney Corp.	64.75	64.50
Du Pont Nemours Co.	81.25	81.25
Bassman Kordulak Co.	72.25	72.75
Exxon	55.25	55.25
Gen. Motors Corp.H	55.75	55.87
Gen. Electric Co.	78.12	79
Goodyear T & Rubbe	31.75	31.87
IBM	112.87	112.87
3M Paper	92.25	92.25
J.P. Morgan Co.	55.37	55.37
McC Don Doug	95.25	95.25
Merck & Co Inc.	83.87	84
MetLife Fin. & Life Ins.	69.25	69.12
Philip Morris	59.62	59.62
Procter & Gamble C	56.75	57.37
Sears Roebuck & Co	50.87	50.87
Texaco	87.25	86.63
United Tech.	65.50	65.50
Unid Technol	113.50	113.25
Westing. Electric	15.37	15.12
Worldwide	15.75	15.50

FRANCFORT

Les valeurs du Dax 30

	2003
Allianz Holding N	2802
Beif AG	40
Boyer AG	510
Brüder Weyhe AG	171
Verp. Vereinsbank	41
BMW	777
Commerzbank	243,90
Continental AG	36,95
Salimier-Benz AG	11
Deutsche	93,70
Deutsche Babcock A	89,70
Deutsche Bank AG	76,74
Dresdner Bk AG Fil.	39,85
Minim VZ	256
Heidel AG	338
Karstadt AG	339
Kaufhof Holding	492
Linde AG	997
DT. Leihhaus AG	289,10
Man AG	25,30
Münchener AG	29,10
Münchener AG	29,10
Metallgesellschaft	32,70
Preussag AG	414
Rohr	119,40
Schering AG	115,80
Siemens AG	81,70
Thyssen	24,90
Veba AG	71,30
Vielg	642
Weslag AG	734

Indice MidCac sur 1 mois

Date	Indice MidCac
1997-01-01	+0.05
1997-02-01	+0.15
1997-03-01	+0.29
1997-04-01	+0.25
1997-05-01	+0.20
1997-06-01	+0.17
1997-07-01	+0.18
1997-08-01	+0.20
1997-09-01	+0.22
1997-10-01	+0.25
1997-11-01	+0.25
1997-12-01	+0.25
1998-01-01	+0.01

Londres FT100 sur 3 mois

Frankfurt Dax 30 sur 3 mois

LES MONNAIES

emprunts américains. Le rendement de l'obligation à trente ans était remonté de 6,58 % à 6,68 %, les investisseurs s'inquiétant de la forte hausse du prix des matières premières agricoles. La Banque de France a laissé inchangé, jeudi matin, à 4 %, le taux de l'argent au jour le jour. Certains analystes espéraient un geste de la Bundesbank sur ses taux directeurs à l'issue de son conseil, qui se réunissait dans la matinée.

LE DOLLAR était orienté à la hausse, jeudi matin 18 mars. Il s'échangeait à 1,4868 mark, 106,70 yens et 107,07 francs. Le billet vert a tiré profit des déclarations du président de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, évoquant « l'endurance » de l'expansion économique aux Etats-Unis. Cette analyse éloigne la perspective d'un assouplissement de la politique monétaire américaine. En revanche, l'essor d'un geste de

la Bundesbank, dont le conseil se réunissait jeudi matin, a été relancé après que Hans Jürgen Krupp, membre de la banque centrale allemande, eut jugé mercredi qu'il y avait actuellement « de bonnes raisons » de baisser les taux d'intérêt outre-Rhin. Le franc gagnait du terrain, jeudi matin, face à la monnaie allemande. Il s'inscrivait à 3,4115 francs pour un deutschemark, son plus haut niveau depuis le mois de janvier.

	Achat 27/03	Vente 27/03	Achat 26/03	Vente 26/03
3 m	3,99	4,06	4,10	4,20
3 m	4,06	4,16	4,21	4,33
6 m	4,18	4,31	4,38	4,50
1 an	4,37	4,50	4,59	4,62
FIBOX FRANCS				
Fibox France 3 mois	4,3171	---	4,1250	---
Fibox France 6 mois	4,3394	---	4,2500	---
Fibox France 9 mois	4,3583	---	4,3000	---
Fibox France 9 mois	4,4063	---	4,4414	---
Fibox France 12 mois	4,5000	---	4,5078	---
FIBOX EURO				
Fibox Euro 6 mois	4,4458	---	4,4895	---
Fibox Euro 6 mois	4,5910	---	4,6073	---

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

divise	couv	247 2600	5 240	330	Vente
Allemagne (100 dm)	841	105,2	832	105,2	832
Autriche (100 S)	6	6,335	6,335	6,335	6,335
Belgique (100 B)	5,072	5,072	4,750	5,072	4,750
Canada-Unis (1 usd)	16,610	16,610	16,120	16,610	16,120
Danemark (100 kr)	305,600	305,600	305,600	305,600	305,600
Espagne (100 P)	68,400	68,400	68,400	68,400	68,400
France (100 F)	7,241	7,241	7,241	7,241	7,241
Grèce (100 dr)	20,945	20,945	1,850	20,945	1,850
Irlande (100 Ir)	76,120	76,120	70,500	76,120	70,500
Italie (100 L)	423,800	423,800	411	423,800	411
Japon (100 ¥)	76,490	76,490	72,700	76,490	72,700
Liban (100 L)	48,240	48,240	47,150	48,240	47,150
Maroc (100 Mh)	3,350	3,350	3,350	3,350	3,350
Portugal (100 esc)	3,305	3,305	2,850	3,305	2,850
Royaume-Uni (100 £)	3,721	3,721	3,420	3,721	3,420
Suisse (100 Sfr)	4,527	4,527	4,500	4,527	4,500
Turquie (100 Liras)	109,110	109,110	113,500	109,110	113,500

PAÏS/DU DOLLAR	20/3	20/5	Var. %
FRANCE/USD/DM	1.4840	1.5057	+0,63
TOKYO/USD/DM	106,6000	106,5800	+0,33

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

DEVISES comptant: demande	offre	demande 1 mois	offre 1 mois	
Dollar États-Unis	5,0690	5,0670	5,0595	5,0545
Yen (100)	4,7619	4,7564	4,7680	4,7655
Deutschmark	5,4178	5,4176	5,4236	5,4205
Franc suisse	4,9305	4,9267	4,9256	4,9208
Lire ital. (1000)	3,2356	3,2353	3,2445	3,2425
Livre sterling	7,6995	7,6985	7,7021	7,6969
Peseta (100)	4,0659	4,0645	4,0723	4,0687
Franc Belge	16,627	16,623	16,672	16,645

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

DEVISES	1 mois	3 mois	6 mois
Suédécrona	4,12	4,25	4,37
Franc suisse	5,31	5,32	5,37
Marque	5,37	5,39	5,43
Eurodeutschmark	5,34	5,37	5,40

TAUX 27/03	Taux jour le jour	Taux 10 ans	Taux 30 ans	l'indice des prix
France	3,90	6,64	7,53	2
Allemagne	3,19	6,42	7,16	1,50
Grande-Bretagne	5,93	8,14	7,72	3,50
Italie	9,78	10,73	10,96	5,82
Japon	0,47	3,96	4,73	- 0,20
Etats-Unis	5,19	6,23	6,58	2,50

5,300 Ecu 12 mois	4,7292	—	4,7468	—	
MATIF					
Echéance 27/03	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %					
Jun 99	130111	—	121,94	121,66	121,78
Sept 96	52	120,60	120,60	120,68	120,56
Dec 96	2	119,42	119,42	119,42	119,38
Mars 97	—	—	—	—	119,96
PIBOR 3 MOIS					

	cours 27/03	cours 26/03
or fin (k. barre)	64600	65000

MÉTALLURGIE		MÉTALLURGIE		MÉTALLURGIE	
27/03	26/03	MÉTALLURGIE (New-York)			Source
		Argent à terme	- 24		100

MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS		
Taux de rendement	Taux au 2/03	Taux au 26/03 (base 100 fr %)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	5,24	5,56
Fonds d'Etat 5 à 7 ans	5,11	6,11
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	6,47	6,46
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	6,08	6,68
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	7,38	7,29
Obligations françaises	6,91	6,52
Obligations étrangères	11,47	11,29
Fonds d'Etat à TRE	1,39	1,25
Obligat. franc. à TME	-0,98	-1,12
Obligat. franc. à TRE	-0,17	-0,07

juin 96	28143		95,64	95,58	95,61
sept. 96	10689	95,58	95,61	95,56	95,59
dec. 96	3468	95,45	95,47	95,49	95,45
juin 97	1794	95,25	95,27	95,25	95,25
ECU LONG TERME					
juin 96	2489	89,76	89,76	89,50	89,68
sept. 96	1	89,76	89	89	89

CONTRATS A TERME SUR INDICE CAC 40					
échéance 27/03	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Atars 96	30485	2025	2025	2015	2024
Mars 96	117356	2026	2026,50	2015	2027
Mai 96	28	2018	2016	2013	2019
juin 96	470		2002,50	1993,50	2000,50

Dr. fin (en ling)	65100	65350
Comme d'or Londres	5900	400,35
Neuf francs(200)	371	378
Nouveaux (200)	372	375
Union latine(200)	378	377
Union latine(200)	378	3558
10 dollars us	1382,50	1382,50
50 pesos mex.	2455	2420

Down-jones comptant	
Down-jones à terme	
CRS	
METALLS (Londres)	
Or fixe comptant	
Cuivre 3 mois	
Aluminium comptant	
Aluminium à terme	
Plomb comptant	
Plomb à 3 mois	
Etain comptant	
Etain à 3 mois	
Zinc comptant	
Zinc à 3 mois	
Nickel comptant	
Nickel à 3 mois	

217,43	215,62	Platine 3 barres	2,00	2,00
330,19	330,00	Palladium	148,15	148,15
293,01	292,66	CHARGES, DENREES (Chicago)	Shroveton	
		BE (Chicago)	5,30	5,30
		Mex (Chicago)	3,36	3,36
2521	2,005	Grain, soy (Chicago)	71,00	71,00
2528	2,018	Tour. soy (Chicago)	219,20	219,20
1647,30	1,642	CHARGES, DENREES (Londres)	Shannon	
1810	1,622	P. de terre (Londres)		
292	804	Ore (Londres)	109	109
792	804	Café (New York)	Shannon	
6400	6,439	Suco (Londres)		
6483	6,483	Café (Londres)	2100	2083
1087,50	1,08650	Sucre blanc (Paris)		
1091,50	1,09150	Sucre blanc (Londres)		
3340	3,340	OLEAGINEUX, AGRUMES	Centre-Conto	
3460	3,460	US \$ (New York)		

AUJOURD'HUI

SCIENCES

HORTICULTURE La couleur des fleurs est, avant tout, affaire de pigments. Les plus riches en nuances sont des anthocyanes, donnant aux pétales la plupart de leurs teintes

rouges, violettes ou bleues. ● **LES RÉCENTS PROGRÈS** de la biologie ont permis de comprendre comment agissent ces composés chimiques, et d'identifier un grand nombre de

gènes impliqués dans leur synthèse. En transférant ceux-ci d'une espèce à une autre, il devient possible de modifier la palette florale. ● **LES ORGANES FLORAUX** commencent à

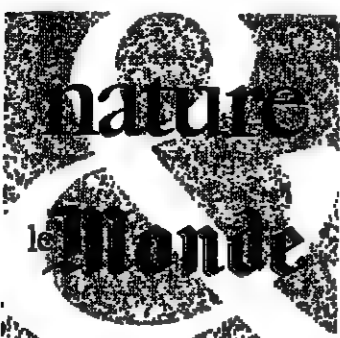
révéler les secrets de leur fabrication, laissant espérer la création de variétés aux structures nouvelles. Mais, et jardins pourraient alors héberger des fleurs génétiquement

manipulées. ● **RESTE UNE QUESTION**, toujours sans réponse : la diffusion de ces plantes transgéniques présente-t-elle un risque pour l'environnement ?

Les généticiens deviennent les nouveaux maîtres des fleurs

Les progrès accomplis dans l'amélioration des plantes permettent d'envisager la création de variétés nouvelles. Celles-ci, obtenues avec l'aide des biotechnologies, arboreront des formes et des couleurs restées jusqu'à présent inaccessibles

COMMENT la couleur vient-elle aux plantes ? Dès la fin du siècle dernier, Gregor Mendel donna un début de réponse, en remarquant que la coloration de ses pois de semence se transmettait de manière héréditaire. Un demi-siècle plus tard, la généticienne américaine Barbara McClintock se plongeait dans l'observation des modifications de couleur de grains de maïs ; ainsi découvrit-elle l'existence des « gènes sauteurs », ce qui lui valut, en 1983, le prix Nobel de médecine. Dans le même



temps, plusieurs généticiens énonçaient ce qui devait devenir l'un des dogmes de la biologie moléculaire : « un gène = une protéine ». Leur conviction s'appuyait sur l'étude de certains végétaux, chez lesquels la mutation d'un seul gène suffisait à provoquer un changement de coloration.

On l'aura compris, la couleur des plantes est donc affaire de

gènes. De gènes, et surtout des pigments dont ils commandent la synthèse. Les plus universels de ces pigments sont les chlorophylles, qui donnent leur couleur verte aux feuilles et aux tiges. D'autres intéressent de plus près les horticulteurs, car c'est aux fleurs qu'ils donnent leurs couleurs. Ce sont les caroténoïdes et les flavonoïdes, deux familles de substances chimiques dont les infinies combinaisons suffisent à créer les plus beaux chatoulements de la nature.

Les caroténoïdes, hydrocarbures insolubles dans l'eau, sont responsables d'une bonne partie des coloris jaunes et oranges du règne végétal ; celui de la carotte, bien sûr, mais aussi celui du potiron, du paprika, de la tomate mûre ou de la fleur du bouton d'or. Directement extraits des végétaux qui les fabriquent, également produits (depuis peu) par culture de microalgues, ils fournissent à l'industrie agroalimentaire d'excellents colorants naturels - un marché actuellement évalué à près de 200 millions de francs par an.

Le rôle des caroténoïdes dans la coloration des fleurs semble cependant moins important que celui des flavonoïdes, groupe de pigments vers lequel s'orientent aujourd'hui l'essentiel des recherches menées dans ce domaine. Comme les caroténoïdes, les flavonoïdes (du latin *flavus* : jaune) donnent aux organismes végétaux une partie de leurs

teintes jaunes, mais surtout la plupart de leurs teintes rouges, violettes ou bleues. Ces derniers coloris sont placés sous le contrôle des anthocyanes (du grec *anthos* : fleur, et *cyano* : bleu), une sous-famille de flavonoïdes dont les modalités de fabrication sont aujourd'hui remarquablement élucidées, et dont l'avenir semble assuré dans le domaine de la création florale. Les travaux menés depuis une dizaine d'années ont en effet permis de beaucoup mieux comprendre comment ces pigments donnaient leurs mille teintes aux pétales, et d'identifier la plupart des gènes impliqués dans cette chimie multicolore.

VARIABILITÉ RESTREINTE

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, il n'existe pas autant de « chromophores » (les molécules responsables des couleurs) que les fleurs n'arborent de nuances. Certes, plus de 250 anthocyanes ont été à ce jour identifiées dans la nature. Mais elles dérivent elles-mêmes d'un nombre limité de molécules (les anthocyanidines) dont la variabilité est nettement plus restreinte, puisque ses représentants les plus répandus sont en tout et pour tout... au nombre de six.

En matière de teintes florales, tout est, en fait, art de la combinaison. Combinaison de radicaux autour d'un même squelette chimique, de plusieurs pigments entre eux ; ou, enfin, des condi-

tions d'environnement. Car la couleur induite par une anthocyanine dépendra tout à la fois de l'acidité de son milieu cellulaire (elle vira au bleu en milieu basique, au rouge en milieu acide), de sa température, de sa composition, ainsi que de la présence d'autres molécules (copigments et ions métalliques). Et la liste n'est peut-être pas close.

Dès lors, comment s'y retrouver dans ce dédale de réactions chimiques ? En suivant la piste des origines. Les anthocyanes, en effet, empruntent toutes la même voie de biosynthèse. Celle-ci implique une dizaine d'enzymes, elles-mêmes gouvernées par une dizaine de gènes. Or, ces gènes, dits « de structure », ont tous été identifiés et isolés au cours de ces dernières années. D'autres, dits

« de régulation », sont en cours d'identification. Pour la première fois dans l'histoire de l'horticulture, l'ensemble de ces connaissances offre ainsi la possibilité, en manipulant les gènes de synthèse des pigments végétaux, de créer de nouvelles couleurs de fleurs à un rythme infiniment supérieur à celui qu'imposait jusqu'alors la pratique des croisements ou la sélection de mutants spontanés.

PÉTUNIAS PANACHÉS

Les résultats ? Ils sont encore timides, mais déjà prometteurs. Le premier date de 1987, et revient à une équipe allemande de l'Institut Max-Planck de Cologne. En transférant un des gènes de synthèse des anthocyanes du maïs au pétunia (l'une des espèces florales dont les pigments ont été les plus étu-

diés), les chercheurs obtinrent chez celui-ci une nouvelle gamme de couleur, d'un somptueux rouge brique. Un an plus tard, une équipe hollandaise de l'université libre d'Amsterdam s'essayait, toujours sur le pétunia, à une autre technique de la biologie moléculaire, dite « stratégie antisense », pour tenter de bloquer intégralement la biosynthèse des anthocyanes. L'expérience manqua son but - créer une lignée de pétunias blancs -, mais en atteint un autre : le gène ouvrant la voie à la synthèse des pigments fut inhibée dans certaines régions des pétales et resta actif dans d'autres, donnant naissance à des fleurs panachées du plus bel effet.

Verrons-nous demain éclore dans les laboratoires des muguet oranges, des jonquilles violettes et des pervenches rouges ? Tout dépendra de l'inventivité des créateurs et, plus prosaïquement, du marché horticole. Mais rien n'interdit plus d'y croire. Plusieurs équipes peaufinent déjà la « greffe » génétique qui permettra de doter la rose d'une enzyme qui, à l'instar de la mythique tulipe noire, permettrait enfin à cette reine des fleurs de virer au bleu. Au « vrai » bleu, précisent les spécialistes, et non à ce pourpre mâtiné de mauve que les botanistes ont déjà réussi, sous le nom de « roses bleues », à conférer à quelques variétés.

Catherine Vincent

Teintures préhistoriques

Les propriétés colorantes des anthocyanes sont connues depuis longtemps. Ces pigments « ont vraisemblablement été utilisés par les premiers teinturiers de la préhistoire », précisait récemment les biologistes végétaux Pascal Gantet et Michel Dron, dans le mensuel français *La Recherche*. « Ainsi, sur les cinq couleurs d'un tissu de lin retrouvé en Suisse dans les fouilles d'une cité lacustre du néolithique (site d'Artenau), l'analyse a révélé que deux sont de nature anthocyanique : un mauve lilas provenant sans doute de jus de myrtille, et un bleu qui pourrait avoir été obtenu avec des baies de sureau. »

Hebreux, Phéniciens, Gaulois ou Romains, la plupart des peuples anciens y eurent également recours pour teindre leurs tissus. L'industrie moderne leur préférant des composés plus stables et moins sensibles à la lumière, cet usage multimillénaire s'est aujourd'hui perdu, et les anthocyanes ne sont plus guère prisées que pour la couleur rouge qu'elles confèrent aux charcuteries et aux confiseries.

Le voile se lève sur les secrets de l'architecture florale

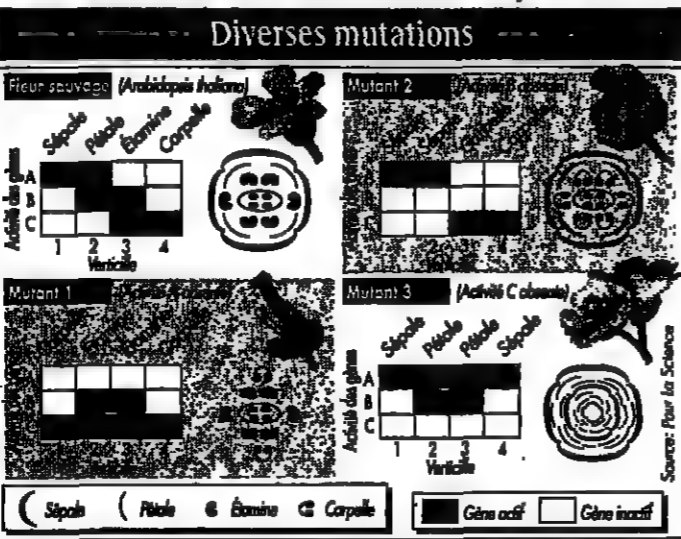
L'HOMME est depuis toujours fasciné par les fleurs. L'extraordinaire variété de leurs formes et de leurs couleurs. Mais sous cette diversité se cache un même modèle. Chaque fleur est formée d'une succession de régions concentriques (les verticilles), chacune d'entre elles portant des organes floraux spécifiques. Dans le cas le plus simple, ce sont d'abord les sépales verts du verticille extérieur, suivis de pétales colorés, puis des étamines (organes producteurs du pollen), et, enfin, des carpelles (les ovaires) situés au centre de la fleur.

Ces dernières années, les scientifiques se sont livrés à une étude systématique du développement des fleurs à partir de leurs aberrations. Certaines plantes mutantes, en effet, ne parviennent pas à former des fleurs, d'autres modifient l'époque de floraison, d'autres encore portent des fleurs anormales. L'étude de ces mutations, qui désorganisent le fonctionnement des gènes, peut donc aider à mieux

comprendre les processus normaux. Parmi les types de mutation les plus étudiés, il en est un qui change l'agencement de la fleur, de telle sorte que l'identité des organes s'en trouve modifiée dans chaque verticille. L'observation minutieuse de ces mutations a conduit à établir un modèle génétique d'une rare simplicité, dit modèle ABC.

TROIS ACTIVITÉS COMBINÉES

Selon ce dernier, chaque verticille contient une combinaison unique de trois activités génétiques (celles des gènes A, B et C), correspondant à l'identité de l'organe. L'activité A désigne les sépales, les activités A et B donnent ensemble les pétales, les activités B et C les étamines, tandis que l'activité C définit seule les carpelles. Une fleur mutante dont les gènes A et B sont défectifs, et où seul le gène C s'exprime, mènera ainsi au développement des carpelles dans les quatre verticilles. Que se passe-t-il en l'absence



de gènes A et B, les carpelles se développent dans les quatre verticilles. Dans de multiples fleurs, les gènes A, B et C sont exprimés en même temps, ce qui conduit à la formation de fleurs normales. Les gènes A, B et C sont donc des gènes « maîtres » qui contrôlent le développement des fleurs.

des trois fonctions A, B et C ? Ou, si l'on préfère, quel est l'état fondamental de l'organe d'une fleur ? Chez les mutants triples ABC, la fleur entière est formée d'organes qui ressemblent à des feuilles. Ce qui laisse penser que les éléments essentiels des fleurs sont des feuilles modifiées, comme le poète allemand Goethe, botaniste amateur, l'avait soupçonné.

Connaisant les gènes qui gouvernent la différenciation des organes floraux, ayant par ailleurs le pouvoir de transférer n'importe quel gène à n'importe quel type de plante, les scientifiques possèdent aujourd'hui un outil puissant, avec lequel il leur est possible de transformer n'importe quelle partie d'une fleur en n'importe quelle autre. Autre interrogation : comment se détermine la position des fleurs sur une plante ? Certaines, comme les tournesols et les tulipes, ont une tige simple avec une fleur au bout. D'autres, comme le muguet et la digitale, ont une tige qui continue indéfiniment de

pousser ; des fleurs s'y forment, mais jamais à son extrémité. Or, les premières plantes florales - apparues il y a environ 120 millions d'années - avaient une fleur au bout de leur tige. On sait désormais que l'évolution vers des « fleurs sans fin » est liée à la présence de gènes empêchant la formation d'une fleur terminale. L'un d'entre eux a été récemment identifié chez le muguet.

UN GÈNE NOMMÉ « LEAFY »

Comment, enfin, les plantes décident-elles du moment de leur floraison ? Pour la plupart, en répondant aux indications données par l'environnement : température et longueur du jour. Mais les plantes doivent attendre un certain âge avant de fleurir. Du moins jusqu'à ces derniers temps ! Car, en octobre dernier, des chercheurs du Salk Institute, en Californie, annonçaient dans *Nature* avoir réussi à accélérer de façon spectaculaire la floraison de plusieurs variétés.

Ils y sont parvenus en fabriquant des plantes transgéniques dans lesquelles un gène nommé « leafy » (« feuillu ») est actif à tout moment de leur développement. Ce gène a été isolé chez *Arabidopsis thaliana*, une petite plante sauvage où il n'est normalement actif qu'en début de floraison. De façon étonnante, l'activité permanente de « leafy » suffit à transformer, beaucoup plus tôt que la normale, toutes les pousses en fleurs.

Mieux encore : « leafy » peut reprogrammer les plants non seulement d'*Arabidopsis*, mais aussi du tabac, et même du tremble. Un plant de cette espèce, dans lequel a été introduit ce gène, fleurit ainsi au bout de deux mois, alors qu'il ne fait encore que quelques centimètres de haut. Une performance d'autant plus remarquable que le tremble ne porte normalement pas de fleurs avant plusieurs années. La possibilité d'accélérer ainsi sa maturation promet peut-être une avancée importante en sylviculture.

Barbara Cohen

★ Page réalisée par les rédactions du Monde et de la revue scientifique internationale *Nature*. Traduction de Sylvette Gietz.

Faut-il avoir peur des plantes transgéniques ?

PLUS GRANDES, plus fournies, plus subtiles ou plus éclatantes, les fleurs nées du « génie génétique » se multiplient désormais dans les laboratoires. Elles seront demain en serres, après-demain, sans doute, dans nos jardins. Après les tomates, les pommes de terre et autres végétaux comestibles, ces espèces à caractère ornemental entreront ainsi dans la famille désormais familière des « OGM », celle des organismes génétiquement manipulés.

Faut-il s'en réjouir ? S'en alarmer ? De tous ces OGM, les plantes transgéniques (dans lesquelles a été introduit, de manière définitive, un gène étranger) sont ceux qui, de loin, ont suscité la plus grande inquiétude des écologistes. Les raisons en sont simples : contrairement aux micro-organismes (employés à des fins industrielles ou médicales, donc théoriquement placés sous étroit contrôle), et aux animaux domestiques (en principe séparés de leurs cousins sauvages par la barrière d'espèce), les plantes transgé-

niques poussent dans la nature, avec une grande souplesse de reproduction. Une fois « disséminées » dans les champs, elles sont destinées à y vivre leur vie, et peuvent être à modifier, au-delà de la volonté humaine, les écosystèmes qui les hébergent.

AUCUNE CERTITUDE

Cette liberté peut-elle être dangereuse pour l'environnement ? A l'heure actuelle, rien ne permet de le certifier. Mais rien ne permet non plus d'affirmer le contraire. Manque de recul, faiblesse des connaissances écologiques : face à une perspective d'une telle complexité, les réponses ne sont encore que ponctuelles, voire contradictoires. Les hommes de science et les responsables politiques n'ont pourtant pas totalement éludé la question.

En 1990, une directive européenne était ainsi adoptée à Bruxelles, qui prévoit qu'aucun produit contenant des OGM ne pourra être mis sur le marché sans avoir été au préalable soumis à

« des essais sur le terrain satisfaisants, dans les écosystèmes susceptibles d'être affectés par son utilisation ». Le ministère français de l'Agriculture, quant à lui, s'est doté, dès 1986, d'une commission du génie biomoléculaire. Son rôle : étudier les dossiers présentés par les industriels et accorder ou non son feu vert à la dissémination des OGM « dans le strict respect de la sécurité des consommateurs et de la population ». De multiples inconnues subsistent toutefois quant aux conséquences à terme qu'auront ces plantes transgéniques, une fois prise la clé des champs.

Supposons une plante rendue génétiquement résistante à une maladie, ou encore à un insecte ravageur. Le gène étranger qui lui a été « greffé » n'est-il pas susceptible de s'introduire dans une autre variété, voire dans une autre espèce ? L'hypothèse est d'autant plus plausible que les bactéries, les champignons, et plus encore le pollen, sont d'excellents vecteurs de gènes (la dispersion pollinique du colza peut atteindre un kilo-

mètre). Dans quelle mesure cette dissémination pollinique peut-elle franchir la barrière des espèces, et donner naissance à ce que les experts appellent des « hybrides interspécifiques » ?

TRANSPORTE DE RÉSISTANCE

La encore, les réponses restent minces. Mais les chercheurs savent que, même si la probabilité est faible, de tels hybrides peuvent se créer spontanément en laboratoire, et donc aussi dans la nature. Une équipe danoise du Laboratoire national Riso (Roskilde) vient d'en apporter une nouvelle preuve en publiant dans *Nature* (daté du 7 mars) une étude menée sur un colza génétiquement manipulé pour résister à un herbicide. Ses travaux montrent que ces plants de colza, laissés en champ libre durant seulement deux cycles de reproduction, sont capables de transférer leur résistance à une variété sauvage apparentée.

Sans être véritablement alarmants, les risques que présentent les plantes transgéniques pour

l'environnement ne peuvent donc être considérés comme négligeables. De plus, en l'état actuel des connaissances, leur prévision à long terme se révèle très difficile, voire impossible. Une raison suffisante pour redoubler de vigilance. Et pour envisager l'application systématique de quelques mesures élémentaires de sécurité (respect d'une distance minimale entre parcelles cultivées et sauvages, contrôle et suivi sur le terrain, etc.), avant que ne se manifestent, quelque part dans le monde, les ravages d'une quelconque « plante folle ».

Ca. V.

★ A signaler : le très bon dossier qui vient de publier les étudiants de la filière Information et communication dans le domaine des sciences et des techniques (ICST) de l'université Denis-Diderot (Paris-VII). *Les Enjeux du génie génétique* (96 p., 50 F), Diderot-P7 Publications, université Paris-VII, tour 34, 75005 Paris.

Le saut en parachute à la portée de tous

Découvrir les sensations de la chute libre en un après-midi est devenu « un exploit » presque simple à réaliser

ALTITUDE 3 800 mètres : vous n'avez plus le choix ! La canicule béante du Pilatus impose le moment fatidique au tandem - le candidat au frisson et son moniteur diplômé. Il faut se jeter dans le vide... Cinquante secondes d'émotions à près de 200 km/h, le moment fort de la chute libre, les joues déformées par la vitesse mais sans la moindre douleur physique.

Le sol se rapproche très vite, mais on garde confiance envers son frère siamois qui commente, qui explique, qui rassure. « Attention à l'ouverture... » Un freinage plutôt brusque lorsque le parachute s'ouvre instantanément. Le duo est ramené à une vitesse de chute de 20 km/h. Quelques douces circulations « sous voile », comme disent les spécialistes (durée : six minutes), illustrent la grande maniabilité du parachute rectangulaire aujourd'hui généralisé aux dépens de la forme hémisphérique. Puis c'est l'atterrissage, en toute simplicité, sur le sol de l'aérodrome. A terre, on a un peu le tournis, comme après un fouleux tour de manège, mais l'aventure vécue laisse surtout un souvenir impérissable et peut-être l'envie de recommencer.

L'opportunité du saut en tandem est accessible à tous ceux (à partir de 15 ans) qui se présentent seuls avec un brin d'audace et un certificat médical (on a déjà vu sauter un « amateur » au cœur solide de 85 ans). Sont-ils pour autant des kamikaze ? Sûrement pas.

Le profil du candidat est d'ailleurs très équilibré, de l'avis des moniteurs professionnels. A condition d'être vraiment motivé, attentif aux instructions, mis en confiance par le sérieux de l'encadrement et prêt à déboursier 1 300 francs environ (pour un saut en tandem, assurance comprise), l'épreuve initiatrice reste en tous cas un classique du genre. Car même si le parachutisme est toujours considéré comme un sport à risque (exigeant une rigueur absolue dans la préparation et l'ac-

tion), les statistiques sont très rassurantes. On recense une petite cinquantaine d'aérodromes en France qui hébergent chacun un club (5 800 licenciés civils et assés), un centre-école agréé par la Fédération française de parachutisme (FFP, 35, rue Saint-Georges 75009 Paris, tél. : 44-53-75-00, Minitel : 36 15 FFP) et, souvent, un ou plusieurs prestataires indépendants (dément diplômés). La logistique (avion, hangar de pliage des voiles...) profite ainsi à tout le monde.

VOLEUR ET FREE-STYLE

Un centre-école - ou un prestataire privé - peut proposer des sauts en baptême (6 000 par an) et parfois des stages débutants (7 000 par an) s'il présente bien sûr des instructeurs spécialement qualifiés. Mais il faut tenir compte des dates d'ouverture : l'hiver n'est pas propice aux sauts et les centres sont souvent fermés en décembre et janvier.

Dans le lot des parachutistes en herbe, 5 % se convertissent définitivement. L'étape suivante de leur progression est le brevet A, suivi du B, gage d'autonomie (il faut savoir

plier la voile soi-même...) et une façon d'accéder aux diverses disciplines du parachutisme (vol relatif, voltige et free-style, voile-contact, précision).

En région parisienne, les personnes qui souhaitent découvrir ce sport doivent prendre la direction de La Ferté-Gaucher, commune de Seine-et-Marne située à une heure de la capitale par l'autoroute A4. C'est l'unique centre-école francilien (tél. : 64-04-01-73). Il doit cependant disposer sur son espace aérien, selon la météo, aux avions de lignes en approche sur Roissy ou Orly ! Il est également possible de se rendre sur des sites plus éloignés comme Laon, à 135 km (tél. : 23-79-10-07).

On trouve à Paris plusieurs sociétés spécialisées, notamment Espace Révé (tél. : 43-48-79-13) et A. Pic (tél. : 44-95-37-42), qui élaborent aussi des formules mixtes à la carte (un circuit aéronautique, « cocktail » d'ULM, de voltige aérienne, de ballon, de parachutisme...).

En province, il existe souvent des centres à proximité des grandes villes. Ainsi, à Lyon, on peut contacter le centre-école Espace Ciel (tél. : 88-84-48-48). Loin des métropoles, le centre de Gap-Tallard (Hautes-Alpes), situé à 1 h 30 de Marseille ou de Grenoble, réputé mondialement pour son atoutologie et classé premier centre européen, est ouvert sans interruption du 15 février au 15 décembre (tél. : 92-54-02-39).

Philippe Bardiau



L'AIR DE PARIS

Un peu de fumée

Vous voilà au café de la Mairie, place Saint-Sulpice. Vous faites face à la place, derrière la vitre, dans le coin qui fait l'angle avec la rue des Canettes. C'est peut-être là, précisément, que s'est posé Georges Perec le 18 octobre 1974, vers 13 heures. Il a noté scrupuleusement ce qu'il voyait : les passants, les bus, une deux-chevaux vert pomme, un livreur en blouse blanche, deux hommes à pipe et sacoches noires, un homme à sacoches noires sans pipe. Vers 16 heures et d'un autre côté de la place, il a vu passer un homme, secoué de tics, qui tenait sa cigarette comme lui : entre le majeur et l'annulaire. « C'est la première fois que je retrouve chez un autre cette habitude », a-t-il noté, peu avant de commander un vieux marc.

De votre côté, vous avez commandé un Perrier nature. Il est 15 h 30, il passe toujours

quand on passe d'une tonalité à une autre. Vous vous demandez si la chose est encore vraie, s'il y a toujours un écart, autrement dit, entre ces deux quartiers voisins. Et puis vous revient le faciès de Barthes avec sa cigarette collée au coin des lèvres. Et cette façon de la laisser se consumer sans la reprendre entre les doigts. Et ce ricard qui froissait l'œil et la pomme du côté où mûrissait la fumée.

Et bientôt vous n'avez plus d'yeux que pour

des bus, toujours les mêmes, vingt ans après : 63, 70, 86, 87 et 96. Juste à votre gauche, la rue des Canettes réveille en vous un mot de Roland Barthes à son séminaire : cette rue, avait-il dit, était une modulation entre Saint-Sulpice et Saint-Germain. Comme en musique.

Comme en musique, quand on passe d'une tonalité à une autre.

Et bientôt vous n'avez plus d'yeux que pour

place d'écaïlle rouge orné de bronze ciselé et doré, d'époque Louis XIV, est estimé 300 000 à 350 000 francs. Un autre modèle, aux pieds plus lourds, présentant des accidents de placage et des manques, voit sa valeur baisser jusqu'à 180 000 à 200 000 francs.

Trois objets d'ameublement complètent cet ensemble : un coffre à jeu marqueté d'un jeu d'échec en « contrepartie » et fabriqué en Allemagne au XVIII^e siècle (150 000 à 200 000 francs), un cartel et sa console en « première partie » ornée de bronze ciselé et doré (200 000 à 250 000 francs) et un socle rectangulaire en « contrepartie » sur fond d'écaïlle brune, haut de 24 cm et muni de pieds en bronze ciselé et doré à décor de griffes de lion et mascarons (ornement décoratif de visage humain, animal ou grotesque), estimé à 60 000 à 80 000 francs.

Catherine Bedel

* Exposition mardi 2 avril de 12 à 21 heures. Etude Tajan, 37, rue des Mathurins, 75008 Paris. Tél. : 53-30-30-30. Experts : Jean-Pierre Dillée et Jacques Saint-Bris.

ESCAPADES

FAMILIALES

■ **UN LAMA POUR LE CAROUX.** Au sud des Cévennes, dominant la plaine méditerranéenne, existe un petit massif sauvage et préservé, refuge des moutons et des aigles, le Caroux. Pour en découvrir les sentes secrètes et les drailles oubliées, le lama, doux, docile et endurant (il ne crache que pour se défendre), se révèle un animal adapté en raison de sa sobriété et de sa sûreté de pied. Surtout lorsqu'il est conduit par un guide colombien prénommé Chucho. Sud Escapades propose, du 21 avril au 27 octobre, des randonnées de 6 jours, accessibles à tous, avec un lama pour deux marcheurs et des étapes en gîte, refuge ou ferme. Prix : 3 050 francs par personne en pension complète.

* Sud Escapades, chemin de la Garrigue, 34600 Bédarieux, tél. : 67-95-43-40.

■ **CULTURE CATHARE.** Après deux années d'aménagement et de réhabilitation, la Maison des mémoires de Carcassonne a ouvert ses portes aux visiteurs. A l'initiative du conseil général de l'Aude se trouvent ainsi réunis, dans la demeure où vécut Joë Bousquet, poète de la première moitié du siècle, ami d'André Gide, de Paul Eluard et de Max Ernst, le Groupe audois de recherche et d'animation ethnographiques (Garae) et le Centre d'études cathares. Le bâtiment, situé au cœur de la bastide Saint-Louis, avec ses plafonds à caissons peints des XVI^e et XVII^e siècles, ses tapisseries et l'exposition permanente consacrée au poète, est désormais ouvert au public.

* Renseignements au 68-47-24-66.

■ **TINTIN A EVIAN.** Pendant les vacances de Pâques, une exposition sur « Le monde de Tintin » sera organisée, du 5 avril au 5 mai, au Club enfants du domaine du Royal Club Evian, sur les rives du lac Léman. Quatre salles pour découvrir la famille de Tintin (le capitaine Haddock, le professeur Tournesol, les Dupond), les lieux visités par le « petit reporter », ainsi qu'une exploration du « savoir-faire d'Hergé », le père de Tintin. Une exposition complétée par des animations. Les hôtels du lieu proposent des forfaits à partir de 780 francs par personne et par jour, en chambre double et demi-pension.

* Domaine du Royal Club Evian, tél. : 50-26-85-00.

SPORTIVES

■ **STAGES DE VÉLO AVEC BERNARD THÉVENET.** Dans la Creuse, au domaine du Fût, à 4 km de La Souterraine, sont organisés, pour les 15-17 ans, des stages de vélo adaptés aux capacités des participants, sur la base de trois groupes : débutants (sorties de 30 à 70 km), cyclotouristes et sportifs (sorties de 50 à 70 km) et cyclo-sportifs et coureurs (sorties de 60 à 150 km). Au terme de chaque journée sont proposées des conférences sur l'entraînement, le matériel, les tactiques de course. Les stages durent 8 jours et bénéficient de la collaboration de Bernard Thévenet, qui passe une journée avec les participants. Stages du 6 au 13 avril, du 20 au 27 avril et au mois d'août. Prix : 2 480 francs avec l'hébergement en pension complète.

* Service loisirs-accueil Creuse (tél. : 55-52-87-50) ou Maison du Limousin, à Paris, au 40-07-04-67.

■ **PISTES CYCLABLES DU LITTORAL AQUITAINE.** Quelque 550 km de pistes cyclables permettent désormais de pédaler pour le plaisir, en toute sécurité, à l'ombre des pins de la plus grande forêt de France et le long des plages, de l'embouchure de la Garonne à la frontière espagnole, avec des échappées vers Bordeaux et le cœur de la forêt des Landes. Le comité régional de tourisme d'Aquitaine vient d'éditer une brochure présentant ces pistes et indiquant les 77 loueurs de vélos et VTT, en Gironde, dans les Landes et au Pays basque.

* CRT d'Aquitaine, Cité mondiale, 23, parvis des Chartres, 33074 Bordeaux cedex, tél. : 56-01-70-00.

ANTIQUITÉS

● Paris, Salon de mars, espace Eiffel-Branly, 100 exposants, entrée 50 francs, jusqu'au lundi 1^{er} avril, jeudi 28 mars jusqu'à 24 heures, vendredi 29 de 12 à 20 heures, samedi et dimanche de 11 à 20 heures.

● Lens (Pas-de-Calais), salle Jean-Noël, entrée 25 francs, 25 exposants, vendredi 29 mars de 18 à 21 heures, samedi 30 et dimanche 31 mars de 10 à 20 heures.

● Vervins (Aisne), salle polyvalente, 32 exposants, entrée 15 francs, samedi 30 mars de 10 à 19 heures, dimanche 31 mars de 10 à 18 heures.

● Etampes (Essonne), salle des fêtes, 30 exposants, entrée 25 francs, vendredi 29 mars de 18 à 22 heures, samedi 30 et dimanche 31 mars de 10 à 19 heures.

BROCANTES

● Paris, boulevard Murat-rue Molitor, samedi 30 et dimanche 31 mars.

● Bordeaux (Gironde), Parc expo, 120 exposants, du vendredi 29 au dimanche 31 mars.

● Guémené-Penfao, 100 exposants, du vendredi 29 au dimanche 31 mars.

● Conflans-en-Jarnisy (Meurthe-et-Moselle), 2, rue Grandjean, 50 exposants, vendredi 29 et dimanche 31 mars.

● Fleury-sur-Andelle (Eure), 100 exposants, samedi 30 et dimanche 31 mars.

● Concarneau (Finistère), salle de l'Hermine, 35 exposants, samedi 30 et dimanche 31 mars.

● Angers (Maine-et-Loire), Parc expo, 200 exposants, samedi 30 et dimanche 31 mars.

● Feucherolles (Yvelines), gymnase, 70 exposants, samedi 30 et dimanche 31 mars.

● Sorgues (Vaucluse), salle des fêtes, 40 exposants, samedi 30 et dimanche 31 mars.

● La Queue-en-Brie (Val-de-Marne), rue Aragon, 100 exposants, samedi 30 et dimanche 31 mars.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES OFFICES D'HLM

À SAINT-MALO LES 28 ET 29 MARS 1996

6 millions de personnes sont logées en HLM

"Nous construisons pour loger, nous logeons pour servir".

Pour les habitants et la cohésion sociale

La qualité des logements et du service aux habitants, un loyer modéré, la diversité sociale dans l'accueil, la garantie du logement devant les risques de la vie,

Les Offices Publics d'HLM débattent de leurs projets, de leurs rapports avec les habitants, avec leurs partenaires, pour faire de l'habitat social un objectif partagé, avec l'appui de l'Etat, dans les enjeux actuels de cohésion de la société.

Fédération Nationale des OPHLM et OPAC - 14 rue Lord Byron - 75008 PARIS - Tél. (1) 40 75 78 00 - Fax. (1) 40 75 68 17

bbcc

Membre de l'Union Nationale des Fédérations d'Organismes d'Habitations à Loyer Modéré

Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

LE RENDEZ-VOUS DU NEUF

Les opportunités pour acheter, investir...

LE MARCHÉ, LES CONSEILS DE LA FNPC



Fédération Nationale Promoteurs Constructeurs

DEMAIN LA VILLE

La Fédération nationale des promoteurs-constructeurs tiendra son prochain Congrès national le 6 juin 1996 à Lille (Grand Palais), sur le thème: "Demain la Ville".

Cette journée, présidée par André ANTOLINI, sera consacrée à établir un diagnostic des dysfonctionnements majeurs de nos villes et à proposer des solutions de nature à y remédier. Des personnalités de tous secteurs, universitaires, architectes, hommes politiques et, bien sûr, promoteurs, participeront à ces débats.

Une exposition technique accueillera les sociétés désireuses de présenter leurs derniers produits et services dans le domaine de l'immobilier.

Cette manifestation bénéficiera notamment du concours du Groupe Crédit Foncier de France et de Gaz de France.

Renseignements: FNPC,
106 rue de l'Université - 75007 PARIS
Tél. 47 05 44 36 - Fax 47 53 92 73

PARIS RIVE DROITE

Vivienne Opéra

49/51, rue Vivienne.
Réalisation:
FONCIÈRE SATIS
Groupe SUEZ
216, bd Saint-Germain
75007 PARIS
Tél.: 45.49.52.52.



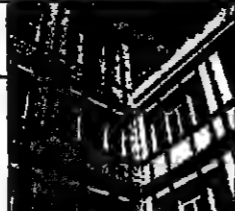
Du studio au 5 pièces.
Prix: nous consulter.

Au cœur du quartier de la Bourse et de l'Opéra, à quelques pas de Drouot, il est le premier des arts s'associe au dynamisme des affaires, se dresse l'élégante façade de Vivienne Opéra, 31 appartements, confortables et lumineux; du studio pied-à-terre à l'appartement familial de 5 pièces. Ils sont accueillis par un hall particulièrement raffiné.

Tél.: 45.49.52.52

100 mètres Place Saint-Georges

21, rue Henri Matisse.
Commercialisation:
A.B.K.
Tél.: 40.23.93.33.



4 appartements de 3 pièces dont 3 duplex.
à partir de 17.650 F le m².

Au cœur du 9^e historique, dans une manœuvre de décaissement, il est le premier des arts s'associe au dynamisme des affaires, se dresse l'élégante façade de Vivienne Opéra, 31 appartements, confortables et lumineux; du studio pied-à-terre à l'appartement familial de 5 pièces. Ils sont accueillis par un hall particulièrement raffiné.

Vente sur rendez-vous. Tél. 40.23.93.33.

Résidences Saint-Martin

61, rue Diderot.
Nouveaux programmes.
Prix de lancement.
Réalisation:
FRANCE
CONSTRUCTION
Tél.: 46.03.22.00.
7 jours/7, de 9 h à 19 h.



Téléphonez tout de suite au 46.03.22.00 pour faire partie des privilégiés!
Profitez des nouvelles mesures gouvernementales.

Une superbe résidence de 28 appartements seulement, du studio au 5 pièces. Proximité du Canal Saint-Martin et de l'Hôtel de Ville. Une architecture raffinée pour une belle façade au caduc des parcs, avec de nombreux balcons ou terrasses orientés plein sud. Proximité des commerces et transports.

Bureau de vente, angle rue Diderot et Quai de Jemmapes ouvert tous les jours de 10 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

Nouveaux programmes

Rue des Nanettes /
Rue Condillac.
Réalisation:
STIM BATIR Ile de France
150, Route de la Reine
92513 Boulogne-
Bilancourt Cedex
Tél.: 47.32.54.55.



66 logements, du studio au 2 pièces.
Studio à partir de 370.000 F jusqu'à 510.000 F.
2 pièces à partir de 690.000 F.

Au cœur du 11^e arrondissement, cette résidence pour étudiants, située à proximité de nombreuses écoles supérieures. Revenus locatifs garantis par contrat. Rentabilité élevée. Renseignements et ventes: 47.32.54.55.

Villa Gambetta

Appartement témoin
Réalisation:
FONCIÈRE SATIS
Groupe SUEZ
216, bd Saint-Germain
75007 PARIS
Tél.: 45.49.52.52.



Du studio au 4 pièces duplex.
20.000 F le m² moyen.

Située à 200 m de la place Gambetta et de son théâtre et à quelques pas seulement de la rue des Pyramides, la Villa Gambetta vous propose une grande diversité d'appartements de caractère, souvent prolongés de terrasses, balcons ou jardins. Bureau de vente et appartement témoin ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le mardi et le mercredi.

Tél.: 45.49.52.52

PARIS RIVE GAUCHE

14^e arrondissement

Proche Alsée

Avenue du
Général Leclerc
Réalisation:
FONCIÈRE SATIS
Groupe SUEZ
216, bd Saint-Germain
75007 PARIS
Tél.: 45.49.52.52.

Du 2 pièces au 4 pièces duplex.
24.200 F le m² moyen.

Dans le quartier animé et agréable d'Alsée, 4 appartements ou étages élevés bénéficiant d'une vue dégagée. L'avenue est bordée d'arbres.

Renseignements et vente: 45.49.52.52.

Closerie-Montparnasse

Rue Froidevaux
Réalisation:
FONCIÈRE SATIS
Groupe SUEZ
216, bd Saint-Germain
75007 PARIS
Tél.: 45.49.52.52.

Du studio au 4 pièces, quelques duplex.
21.800 F le m² moyen.

Entre Montparnasse et Dardes-Rodière dans l'un des rues les plus calmes de Montparnasse. Quelques appartements ont une vue dégagée sur vos Paris. Livraison: 1^{er} trimestre 1997.

Renseignements et vente: 45.49.52.52.

15^e arrondissement

Villa Marmontal

107/109, rue de l'Abbé Grégoire.
Un programme superbe à développer absolument.

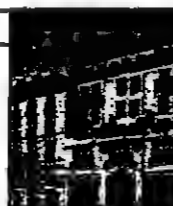
Réalisation:
FRANCE
CONSTRUCTION
Tél.: 46.03.22.00.
7 jours/7, de 9 h à 19 h.

Projet des nouvelles mesures gouvernementales. Prix à partir de 23.000 F le m² sans parking et dans le limite du stock disponible. Choisissez le meilleur des 15^e arrondissement! A deux pas du métro Convention et des commerces, un programme de très grand standing sur jardins luxuriants: 47 appartements du studio au 5 pièces duplex avec caves et parkings en sous-sol et 6 condos de ville de 5 et 6 pièces. La culture au cœur d'un véritable quartier parisien. Bureau de vente ouvert sur place: lundi, mardi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

16^e arrondissement

62, rue Saint-Denis

Réalisation:
REPTMA
40, avenue Raymond-
Foincaré - 75116 Paris
N° Vert: 05.33.59.00.



33 appartements. Du studio au 5 pièces, 20.500 F le m² moyen. Entre Victor-Hugo et Trocadero, au cœur de l'un des meilleurs quartiers du 16^e arrondissement, à deux pas de la rue de la Chapelle et du lycée Jussieu-Desguignes, 7 petites résidences sur un terrain de 1.500 m². De belles prestations pour de très beaux appartements. Tout le confort moderne s'ajoute à la qualité de la construction. Tous les appartements disposent d'une cave et d'un parking. Bureau de vente sur place: tous les jours de 10 h à 19 h et de 14 h à 19 h, sauf dimanche, 40, avenue Raymond-Foincaré - 75116 Paris - N° Vert: 05.33.59.00.

RÉGION PARISIENNE

78 Maisons-Laffite

Les Villas Longueuil

Avenue de Longueuil.
Réalisation:
FONCIÈRE SATIS
Groupe SUEZ
216, bd Saint-Germain
75007 PARIS
Tél.: 45.49.52.52.



Du studio au 5 pièces.
19.100 F le m² moyen.

Une diversité d'appartements de qualité sur une zone aux caractéristiques bordées d'arbres au sud. Une des plus belles adresses de Maisons-Laffite à 150 m du RER, du Parc et à quelques pas de la forêt de Saint-Germain. Bureau de vente sur place: 29, avenue de Longueuil, 78500 Maisons-Laffite, ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le mardi et le mercredi.

Tél.: 45.49.52.52.

92 Levallois

Les Études Paris-Levallois

30, rue Victor-Hugo.
Réalisation:
RESIDE ETUDES
42, avenue George V,
75008 PARIS
Tél.: 47.37.91.35



Studio à partir de 371.000 F.

Investissement locatif. Emplacement exceptionnel, à proximité de Paris XVII^e, proche gare et commerces. Revenus locatifs garantis. Répartition de TVA. Reste quelques appartements en lotissement.

Renseignements: RESIDE ETUDES, bureau de vente ouvert tous les jours de 10 h à 19 h, sauf le dimanche.

Tél.: 47.37.91.35.

95 Enghien-les-Bains

Villa Nymphéa

Parc sur le Lac d'Enghien.
Réalisation:
FONCIÈRE SATIS
Groupe SUEZ
216, bd Saint-Germain
75007 PARIS
Tél.: 45.49.52.52.



2 et 3 pièces - Vue lac.
Prix: nous consulter.

Résidence exceptionnelle. Deux petits immeubles en pierre sur un parc privé en bord de lac. Les appartements sont prolongés de grands balcons, jardins ou terrasses et profitent d'une vue calme et dégagée.

Livraison immédiate. Visite sur rendez-vous. Tél.: 45.49.52.52.

LE RENDEZ-VOUS DU NEUF C'EST CHAQUE MERCREDI DATE JEUDI

مساحة من الارض

Averses et nuages

VENDREDI matin, du Nord-Pas-de-Calais à la Picardie, quelques éclaircies reviendront progressivement par le nord. En Normandie, le ciel sera couvert, mais en Ile-de-France, il pleuvra faiblement. De la région Champagne-Ardenne et de l'Alsace à la Lorraine, il neigera faiblement. De la Bretagne au Centre jusqu'à la Franche-Comté, au nord du Massif central et aux Alpes, les nuages seront nombreux. En Aquitaine et

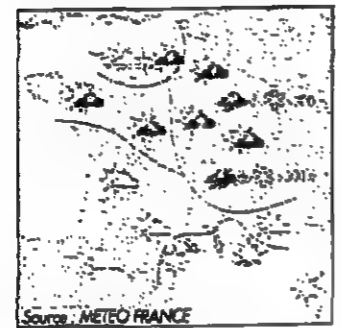
dans les Pyrénées, le ciel sera peu nuageux. Sur le pourtour méditerranéen, il fera beau avec mistral et tramontane soufflant à 80 km/h en rafales.

L'après-midi, de la région Champagne-Ardenne au Nord-Est, jusqu'à la Bourgogne, au Massif central, au Jura et aux Alpes du Nord, il neigera faiblement au-dessus de 300 mètres. Du Nord à l'Ile-de-France jusqu'au Centre, les nuages et les éclaircies alternent avec quelques averses. De la Bretagne au Poitou, aux Charentes jusqu'au Limousin, le ciel deviendra très nuageux. En Aquitaine, les nuages et les belles éclaircies alternent. Sur le pourtour méditerranéen et en Corse, le soleil sera encore au rendez-vous avec du vent de nord-ouest fort.

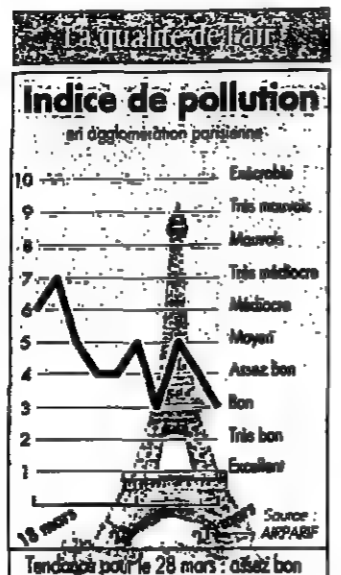
Les températures minimales iront de 0 à -2 degrés au Nord, 1 à 4 degrés ailleurs, jusqu'à 8 degrés près des côtes méditerranéennes. L'après-midi, le thermomètre marquera 8 à 11 degrés au Nord et 12 à 18 degrés au Sud.

Samedi, sur l'extrême Nord-Est et les Alpes du Nord, les nuages resteront nombreux avec des averses de neige à basse altitude. Du Nord à l'Ile-de-France jusqu'au Massif central, les nuages du matin laisseront place à de plus belles éclaircies l'après-midi. Ailleurs, le soleil sera prédominant avec un temps clair près de la Méditerranée. Le mistral et la tramontane souffleront à 70 km/h en rafales. Les températures maximales iront de 4 à 6 degrés au Nord-Est, 8 à 11 degrés au Nord, et 12 à 16 degrés au Sud.

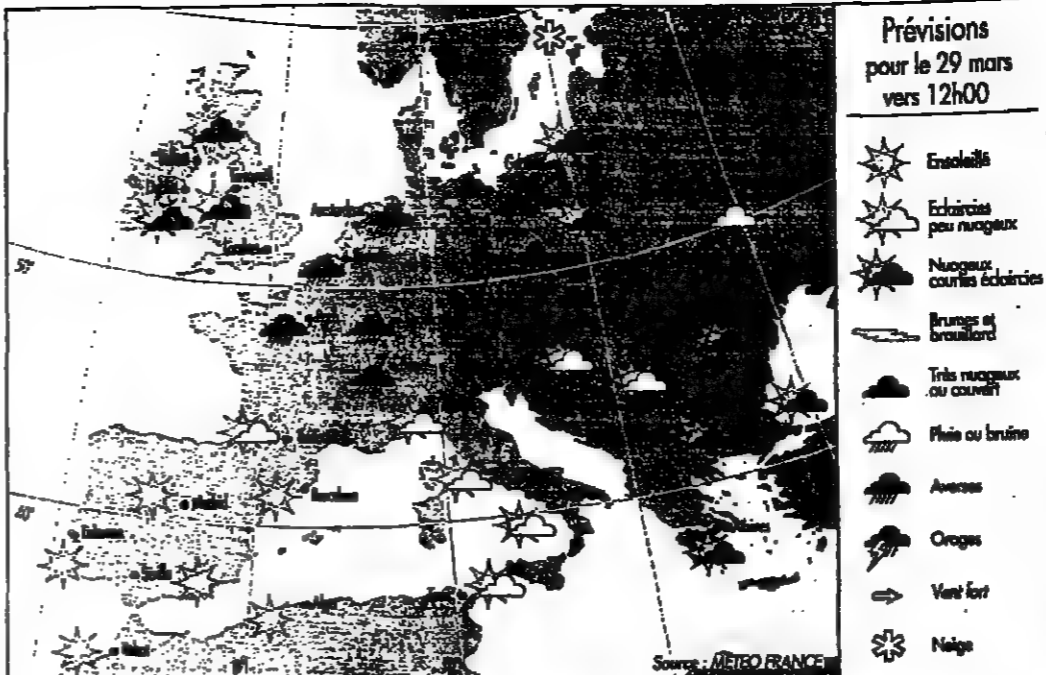
(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 29 mars vers 12h00



Tendances pour le 28 mars : assez bon



TEMPÉRATURES du 27 mars	MAX/MIN	TEMPÉRATURES du 28 mars	MAX/MIN
GRENOBLE	10/5	TOULOUSE	15/8
LILLE	7/2	LYON	9/4
LIMOGES	9/4	MARSEILLE	14/6
NANCY	3/-5	NANTES	9/-2
PARIS	17/12	NICE	8/1
STRASBOURG	10/5	VALENCIENNES	17/11
TOULON	14/6	TOURNAI	10/5
LYON	9/4	LYON	9/4
MARSEILLE	14/6	MARSEILLE	14/6
NANTES	9/-2	NANTES	9/-2
NICE	8/1	NICE	8/1
STRASBOURG	10/5	STRASBOURG	10/5
TOULON	14/6	TOULON	14/6
VALENCIENNES	17/11	VALENCIENNES	17/11
TOURNAI	10/5	TOURNAI	10/5
TOULOUSE	15/8	TOULOUSE	15/8



Situation le 28 mars, à 0 heure, temps universel

Prévisions pour le 30 mars, à 0 heure, temps universel

IL Y A 50 ANS DANS Le Monde

L'affaire des « cadres »

NOUS n'approuverons certes pas la manifestation « d'investissement » que les « cadres », les agents de maîtrise, les techniciens, ont faite lundi 25 mars. Ce n'est pas que nous leur contestons le droit de grève, inscrit comme la liberté d'association et la liberté syndicale dans le préambule à la Constitution que l'Assemblée vient précédemment de voter. Mais c'est à eux, nous semble-t-il, à donner l'exemple de la discipline dans la production qui est aujourd'hui plus que jamais nécessaire. Ils ne doivent pas à eux-mêmes de ne pas ajouter par des actes de travail une cause de désordre supplémentaire dans l'effort national. Il y a des droits dont il ne convient d'user qu'à la dernière extrémité, quand aucun autre recours n'est possible.

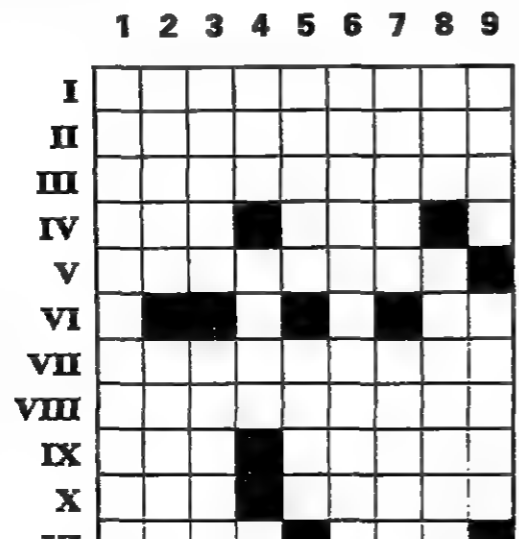
Cela dit, il est impossible de ne pas reconnaître justifié le mécontentement de cette « classe moyenne » de notre économie. Les cadres se sont groupés dans une confédération particulière qui n'adhère pas à la Confédération générale du travail. Nul ne peut leur contester ce droit élémentaire. Le ministre a refusé cependant de reconnaître leur organisation, de la recevoir, de lui permettre d'être représentée au même titre que la CGT ou que la CFTC.

Ce qui est grave, c'est qu'en refusant d'admettre une organisation particulière des cadres, en prétendant fonder dans le même moule toutes les catégories de la production, on risque fort de soulever des réactions très vives, de pousser vers des méthodes d'action directe des hommes à l'esprit libéral, de créer artificiellement cet état d'esprit fasciste que l'on voudrait précisément abattre. Il est encore temps de s'arrêter sur cette pente, mais il n'est que temps.

Rémy Roure (29 mars 1946)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6788



HORIZONTALEMENT
1. Coups redoublés. - II. Versé dans la réserve. - III. Protestation d'Irlande du Nord. - IV. Attendu par une jeune mère inquiète. N'est trouvé bon que s'il est chaud. - V. Cuius est

qui n'est pas celle d'un zouave. - VI. Dieu pour Moïse. - VII. Les gens du milieu. - VIII. Autrefois, elles se mettaient en boîte ; aujourd'hui, elles sont dans des pochettes. - IX. Une figure sur l'écu. Sort de l'enveloppe. - X. Pris pour diminuer une surface. Leurs gosses contiennent un principe purgatif. - XI. Ville d'Italie. Frétille dans l'eau.

VERTICALEMENT
1. Repris comme un morceau. - 2. Papillon avec des oreilles. Faisait un assortiment de couleurs. - 3. Mammifère qui peut prendre la mouche. La grande société. - 4. Naît dans les Grisons. Mérite un anet. - 5. Bonnes ventières. Ruminants. - 6. Femmes qu'on pourrait prendre pour ce qu'elles ne sont pas. - 7. Essayer d'atteindre. Une posture de yoga. - 8. D'un auxiliaire. Mettre de l'animation. - 9. En France. Pas avantageuses.

SOLUTION DU N° 6787
HORIZONTALEMENT
1. San-benito. - II. Abiotique. - III. Moers. Uri. - IV. Amen! Rial. - V. Ri. Emit. - VI. Intrados. - VII. Ta. Aes. - VIII. Abrité. Pô. - IX. Il. Sisals. - X. Net. Nie. - XI. Semeuses.
VERTICALEMENT
1. Samaritain. - 2. Abominables. - 3. Nide. Té. - 4. Borne. - 5. Été. Mastite. - 6. Ni. Rides. - 7. Iquitos. Ans. - 8. Tura. Pile. - 9. Cils. Doses.

Guy Brody

ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service Abonnements, 24, avenue du G ^e Lecteur - 69646 Chantilly Cedex - Tél. : 16 (1) 49-60-32-98.			
Je choisis la durée suivante	France	Europe	Reste du monde
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	536 F	572 F	790 F

LE MONDE (ISSN 0046-8978) is published daily (except on Sundays and public holidays) by LE MONDE, 24, avenue du G^e Lecteur - 69646 Chantilly Cedex - France. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, 24, avenue du G^e Lecteur - 69646 Chantilly Cedex - France. For subscription prices outside France, see the back of this issue.

Nom : _____ Prénom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____ Ville : _____
 Pays : _____
 Ci-joint mon règlement de : _____ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire
 Signature et date obligatoires
 Changement d'adresse :
 • par écrit 10 jours avant votre départ.
 • par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)
 Renseignements : Portage à domicile • Suspension vacances.
 • Tarif autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.
 33 (1) 49-60-32-98 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.
 • Par Minitel 3615 CODE LE MONDE, accès ABO.

LES SERVICES DU Monde

Le Monde 40-65-25-25
 Télématique 3615 code LE MONDE
 CompuServe : 36 63 81 22
 Adresse Internet : http://www.lemonde.fr
 Documentation 3617 code UMDOC ou 36-29-04-56
 CD-ROM : (1) 44-08-76-50
 Index et microfiches : (1) 40-65-29-33
 Films à Paris et en province : 36-66-63-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 films)

Le Monde est édité par la SA Le Monde, 24, avenue du G^e Lecteur, 69646 Chantilly Cedex, France. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57437.

Imprimerie du Monde : 12, rue M. Gombouze, 94052 Ivry-Cedex.
 PRINTED IN FRANCE.
 Principales personnes :
 Directeur général : Dominique Lévy
 Directeur adjoint : Gérard Mordant
 Directeur commercial : Gilles Pigeon
 Secrétaire de la SA : Le Monde et 24, rue M. Gombouze 94
 133, avenue des Champs-Élysées
 75409 Paris Cedex 08
 Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

LE CARNET DU VOYAGEUR

Grande-Bretagne

En raison des craintes suscitées par l'épidémie de la vache folle, British Airways a cessé, il y a près d'une semaine, de servir du bœuf anglais à bord de ses appareils. Le bœuf en provenance d'Ecosse et d'Argentine a été maintenu aux menus. (Reuters.)
AFRIQUE DU SUD. La compagnie sud-africaine South African Airways a entrepris des discussions avec la compagnie scandinave SAS qui devrait aboutir à un accord de partage des codes et à une multiplication des vols entre Johannesburg et les villes de Scandinavie. (Bloomberg.)
FRANCE. Regional Airlines, compagnie régionale, desservira Angoulême, Lille, Limoges et Rennes dès le 1^{er} avril, au départ de l'aéroport de Dijon-Bourgogne. Ces quatre liaisons, destinées à une clientèle d'hommes d'affaires, seront assurées du lundi au vendredi. (AFP.)
HONGKONG. Cathay Pacific Airways et China Airlines ont prolongé jusqu'au 29 avril l'accord qui autorise Cathay à effectuer, au départ de Hongkong, douze vols quotidiens à destination de Taipei et trois à destination de Kaohsiung. (Bloomberg.)
ÉTATS-UNIS. Selon les dernières estimations de l'administration fédérale de l'aviation civile américaine (FAA), le trafic aérien aux États-Unis devrait continuer d'augmenter de 5,2 % cette année, et de 5,3 % tous les ans jusqu'en 2007. (AFP.)
INDONÉSIE. Après d'importants travaux de rénovation, l'hôtel Majapahit de Surabaya a rouvert ses portes. Situé en plein cœur de la ville indonésienne, l'établissement possède 150 chambres et suites de grand standing, dont une suite présidentielle de 800 mètres carrés, plusieurs restaurants, des salles de conférences, une piscine, un court de tennis. L'architecture originale de l'édifice construit en 1910, les vitraux, les sols de mosaïque, les balcons et vérandas de style colonial ont été conservés.

PARIS EN VISITE

Samedi 30 mars

LE MARAIS. quartier de Parisotricie au XVII^e siècle (50 F), 10 h 45, sortie du métro Saint-Paul (Départ Paris).
LA COUR DES COMPTES et son fonctionnement (50 F), 11 heures, 13, rue Cambon (Elisabeth Roman).
LE QUARTIER DE LA ROULE-MÉRICOURT (60 F), 11 heures, sortie du métro Couronnes (Vincent de Langlade).
MUSÉE DU LOUVRE (33 F + prix d'entrée), la sculpture italienne, 11 h 30 ; la Renaissance italienne, 14 h 30 (Musées nationaux).
DE L'ANCIEN BOULEVARD DU CRIME au Faubourg Saint-Martin (50 F), 14 h 30, sortie du métro Filles-du-Calvaire (Paris pittoresque et insolite).
MARAIS : de l'église Saint-Paul-Saint-Louis à l'hôtel de Soubise (37 F), 14 h 30, 99, rue Saint-Antoine (Monuments historiques).
MONTMARTRE (50 F), 14 h 30, en haut du funiculaire (Paris pittoresque et insolite).
MUSÉE CARNAVALET : Paris et les Parisiens à travers les siècles (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).
MUSÉE CERNUSCHI : exposition Idoles du Népal et du Tibet (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 7, avenue Vélazquez (Musées de la Ville de Paris).

JEUX

MUSÉE COGNACQ-JAY (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 8, rue Elzévir (Musées de la Ville de Paris).

LA CONCIERGERIE (50 F + prix d'entrée), 14 h 45, 1, quai de l'Histoire (Tourisme culturel).

DU QUARTIER CARDINET-JOUFFROY

à celui des musiciens (60 F), 15 heures, sortie du métro Wagram (Vincent de Langlade).

MUSÉE DU MOYEN ÂGE :

la classe de Nivelles, un trésor gothique (55 F + prix d'entrée), 15 heures, devant l'entrée du musée (Paris et son histoire).

LE QUARTIER DE SAINT-SULPICE (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Sulpice (Réurrection du passé).

NOTRE-DAME-DE-PARIS (50 F), 15 h 30, sortie du métro Cité (Claude Mart).

LE MONDE DES LIVRES SUR MINTEL

300 000 livres : romans, biographies, essais...
 Le Monde Éditions : dessins de Plantu, l'Histoire au jour le jour, l'album du Festival d'Avignon.
 La sélection du Monde des livres.
 Retrouvez la commande sur le site www.lemonde.fr ou appelez le 01 44 43 76 00

36 15 LEMONDE

LES M

301

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 29 MARS 1996

ART Jean-Jacques Aillagon, directeur des affaires culturelles de la Ville de Paris, a été nommé, mercredi 27 mars, en conseil des ministres, président du Centre Georges-Pompidou.

dou, en remplacement de François Barré, nommé directeur de l'architecture au ministère de la culture. ● LE NOUVEAU PATRON du plus populaire des centres culturels, expose,

pour *Le Monde*, les problèmes qui se posent à cette institution - manque de place, nouveau projet à définir - au-delà des travaux qui entraîneront sa fermeture partielle, de 1997 à

2001. ● CE FIDÈLE DE JACQUES CHIRAC, âgé de cinquante ans, bon gestionnaire, ancien directeur de l'école des beaux-arts, puis de la Vidéothèque de Paris, a montré, en

vingt ans, un goût certain pour la culture. ● SEPT PRÉSIDENTS se sont succédé à la tête du Centre Pompidou depuis son ouverture, en 1977, sous la direction de Robert Bordaz.

Jean-Jacques Aillagon devra remodeler le Centre Pompidou

L'ancien directeur des affaires culturelles de Paris a été nommé le 27 mars, en conseil des ministres. Il expose les divers

problèmes de l'institution culturelle, problèmes qu'il aura à résoudre

LE CENTRE Georges-Pompidou vient de toucher un nouveau capitaine. Jean-Jacques Aillagon, directeur des affaires culturelles de la ville de Paris, succède à François Barré, nommé à la toute nouvelle direction de l'architecture au sein du ministère de la culture. Ancêtre des grands projets présidentiels, le paquebot dessiné par les architectes Renzo Piano et Richard Rogers est sur cale jusqu'au début du prochain siècle. Victime de son succès, sa carcasse est prématurément usée. Des réparations s'imposent tandis que l'on s'interroge sur sa fonction dans le nouveau paysage culturel.

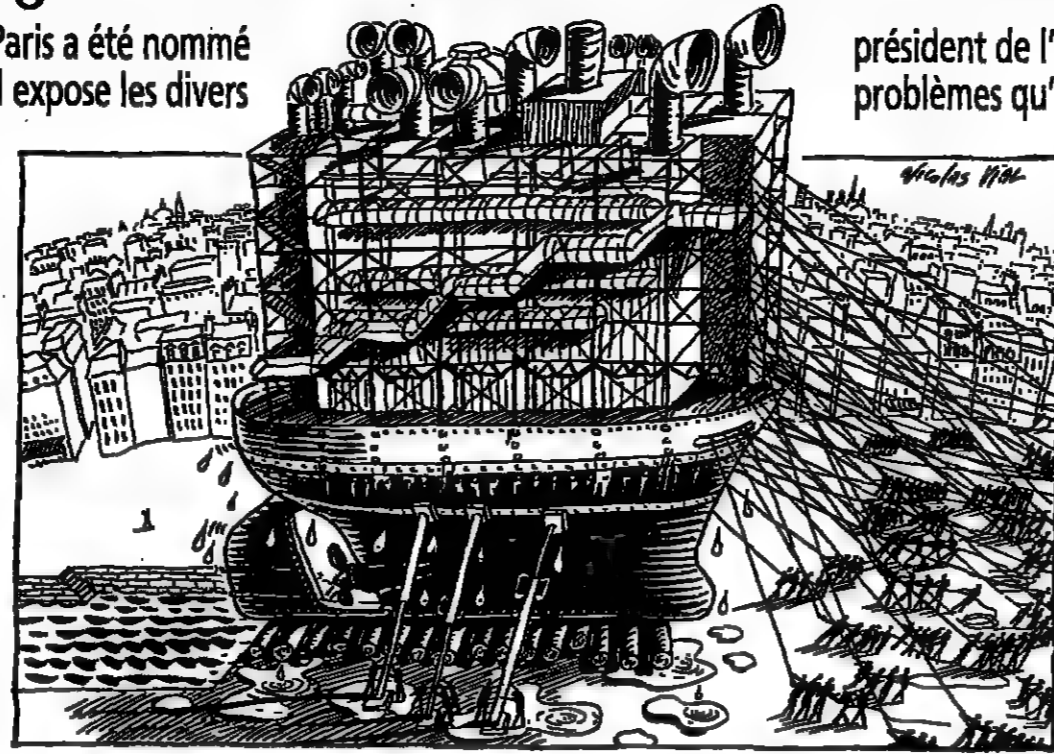
« L'avant-garde d'hier finit par s'imposer après coup. (...) Pour hériter cette reconnaissance des artistes contemporains, un nouveau mode d'information destiné plus spécialement aux masses doit être recherché et réalisé », écrit Robert Bordaz en 1977, l'année de l'inauguration du Centre Pompidou dont il avait assuré la naissance. Le Centre répondait-il à ce « nouveau mode d'information » ? Le nouvel établissement faisait coexister des activités aux finalités très diverses : l'IRCAM tourné vers la création musicale, le Musée national d'art moderne (MNAM) et la bibliothèque publique d'information (BPI), consacrés à l'information du public, ou le Centre de création industrielle (CCI), au point de rencontre de la création et du public.

A la veille de son vingtième anniversaire, l'institution traverse un moment délicat. Le bâtiment est frôlé par une fréquentation insupportable : la croissance de ses départements est problématique ; l'équipe du centre donnerait même des signes de lassitude. La morosité de façade, volontiers exhibée par le personnel, est surtout la traduction de la vieille méfiance à l'égard d'une institution mal aimée. La droite conservatrice n'a jamais « avalé » son architecture et y voit

le bastion d'une modernité détestée. Consciemment ou non, pour une certaine gauche, l'établissement reste marqué d'un péché originel : avoir été voulu par Georges Pompidou.

A quels problèmes sera confronté Jean-Jacques Aillagon, nouveau président du Centre ? Il devra d'abord achever le programme des travaux. Ceux qui concernent l'extérieur du bâtiment (plazza et façades) seront achevés en 1997. « Il est certain que le Centre Pompidou n'a pas reçu en permanence tous les soins nécessaires à son entretien », estime Jean-Jacques Aillagon. Nous en voyons aujourd'hui l'addition. Ces travaux ne se bornent pas à un simple ravalement. Le programme prévoit le réaménagement complet des espaces. Près de 5 000 m² supplémentaires doivent être trouvés pour le musée. Il faut restructurer la BPI dont les lecteurs disposeront d'une entrée autonome, remanier le grand hall et installer au sous-sol des salles de cinéma et de théâtre.

La querelle lancée par ceux qui voulaient voir le musée dévorer tout le centre et bouter hors les murs la bibliothèque semble éteinte. Reste que le musée, même agrandi, demeure exigu. « A part quelques beaux ensembles - Picasso,



évacuer une partie des collections du musée hors du Centre où ne seraient présentées que les œuvres les plus contemporaines. Cette proposition coïncide avec le désir de la Direction des musées de France de remettre la main sur un musée dont elle est dépossédée depuis 1977.

nouer des liens avec le Musée du Jeu de paume, par exemple, dont la programmation pourrait se faire en liaison avec les galeries contemporaines de Beaubourg. » Des liens pourraient également se nouer en dehors du domaine des arts plastiques, avec le monde du spectacle vivant « trop en sommeil au centre ».

Ces travaux, dont le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, a bien précisé qu'ils ne pouvaient être remis en cause, nécessitent la fermeture du bâtiment. D'octobre 97 à mars 99, les niveaux inférieurs seront clos. De mars 1999 à janvier 2001, les étages supérieurs, du deuxième au cinquième, seront impraticables. Même pour l'an 2000, qui donnera lieu, un peu partout, à nombre de rétrospectives et d'installations, le Centre Pompidou, emblème de la modernité du XXI^e siècle, ne pourra être ouvert à cette occasion.

L'avenir de Beaubourg ne peut se

réduire à des questions de calendrier. Le passage du siècle appelle un nouveau projet. Au fil du temps, le Centre s'est montré incapable d'être fidèle à l'un de ses objectifs initiaux : définir un objet culturel commun. Sa programmation est le résultat d'un collage d'initiatives souvent réussies, rarement indifférentes. Mais il y a un déficit de réflexion globale sur le sens, le contenu et la structure du Centre. La pluridisciplinarité, souvent invoquée, se borne à une sage addition des disciplines. Les espaces sont trop souvent liés à des responsables arc-boutés dans leurs citadelles. Dans ses mauvais moments, Beaubourg ressemble à une chaîne de télévision qui n'aurait pas de directeur des programmes.

Cette situation est sans doute la conséquence de la brièveté des mandats présidentiels - trois ans - dont un seul a été renouvelé (celui de Jean Mabeu) et dont beaucoup ne sont pas allés jusqu'à leur terme.

Les réformes initiées par Dominique Bozo ont été interrompues par sa mort et François Barré n'a pu qu'assumer la programmation de son prédécesseur avant d'engager les travaux. Ce dernier réclamait d'ailleurs un allongement du mandat de la présidence à cinq ans, comme c'est désormais le cas dans les théâtres nationaux.

144 millions de visiteurs

Le Centre Georges-Pompidou a coûté 900 millions de francs en 1977. Les travaux en cours de réalisation sont chiffrés à 600 millions. Outre le réaménagement des abords, ils permettront de faire passer le MNAM à 15 900 m² (documentation comprise). Les salles réservées aux expositions temporaires conserveront la même superficie (plus de 7 000 m²). La BPI, qui reçoit 12 000 lecteurs par jour, totalisera 13 500 m². Avec 25 000 visiteurs par jour, le Centre a reçu 144 millions de visiteurs, depuis son ouverture : quatre fois plus que les projections les plus optimistes. Avec les vacataires, les collaborateurs de l'Ircam, de la BPI et les prestataires de services, environ 1 500 personnes y travaillent (832 permanents). Son budget de fonctionnement passe de 485 à 600 millions de francs, en comptant la BPI et les divers investissements.

Des disciplines entières du XXI^e siècle sont également marginalisées. Comme la photographie, qui a connu des jours meilleurs à Beaubourg (*Le Monde* du 26 mars) ou la vidéo. Et l'association du CCI avec le musée, voulue par Dominique Bozo, est-elle une bonne chose ? Ce département du CCI, une des originalités de l'établissement, n'a-t-il pas été banalisé ? Ne manque-t-il pas un département voué aux spectacles vivants que François Barré envisageait d'ailleurs de créer ? La BPI ne gagnerait-elle pas à devenir un département à part entière ?

Derrière ces questions, on trouve des hommes et des femmes souvent isolés dans leur secteur. « Autant la cohérence du Centre doit être renforcée par une concertation générale, souligne Jean-Jacques Aillagon, autant la compétence de chacun doit être définie avec plus de précision. Le président de Beaubourg est responsable de la programmation, mais ce n'est pas à lui de rentrer dans le détail de celle-ci. Il doit susciter les initiatives, pas les imposer. Le statut administratif du Centre est un chantier à aborder rapidement car il conditionne les réflexions sur ses structures culturelles. »

Le président du Centre Pompidou doit également être conscient de la teneur des hommes politiques envers ce temple de la modernité, dont l'image est encore largement sulfureuse près de vingt ans après sa naissance.

Emmanuel de Roux

Les sept précédents présidents de Beaubourg

● **Robert Bordaz (1970-1977).** Ce fut l'accoucheur du projet de Georges Pompidou. Il eut à se battre contre la méfiance du successeur de celui-ci, Valéry Giscard d'Estaing, mais réussit à conduire le projet jusqu'au bout, avec une équipe dynamique. Il imposa un Suédois, Pontus Hultén à la tête du Musée. Ayant atteint la limite d'âge, Bordaz passa la main dès l'ouverture du Centre, le 31 janvier 1977.

● **Jean Millier (1977-1980).** Ingénieur des Ponts et Chaussées, il eut à essuyer les platres de sa mise en route. Sous sa présidence, furent inaugurées les premières des grandes rétrospectives qui firent la réputation du Centre.

● **Jean-Claude Grohens (1980-1983).** Universitaire, directeur du cabinet de Michel Guy, directeur du livre au ministère de la culture, il fut marginalisé dès l'arrivée de la gauche au pouvoir.

● **Jean Mabeu (1983-1989).** Enarque, conseiller à la Cour des comptes, nommé par Michel Guy à la direction de la musique au ministère de la culture, Jean Mabeu est le seul président du Centre à avoir vu son mandat renouvelé. Des réaménagements nombreux sont alors opérés. Gae Aulenti revêt la distribution du MNAM. C'est l'âge « classique » de Beaubourg.

● **Hélène Ahrweiler (1989-1991).** Nommée sur la recommandation de François Mitterrand, cet ancien recteur de l'académie de Paris fut saluée dès son arrivée par une grève retentissante des services de propreté. Elle ne laissa pas un souvenir impérissable dans l'institution et atteignit la limite d'âge avant la fin de son mandat.

● **Dominique Bozo (1991-1993).** Le plus professionnel. Ce conservateur des Musées de France avait dirigé le MNAM de 1981 à 1986 qu'il reprit, avec le CCI, en 1990 pour le rapprocher du MNAM. Erudit, bon stratège, une des grandes figures de l'art contemporain en France, il marque son retour au Centre par une grande exposition multidisciplinaire : « Manifeste ». La maladie qui l'emportera ne lui laissera pas le temps de mener à bien la réforme de l'établissement.

● **François Barré (1993-1996).** Enarque discret, il a fait toute sa carrière dans l'administration culturelle. Il fonde en 1968, avec François Mathé, le CCI, puis rejoint l'équipe Bordaz au Centre Pompidou. Homme de gauche nommé à Beaubourg par un ministre de droite (Jacques Toubon), il quitte le Centre à regret, déçu de n'avoir pu aller jusqu'au bout de ses projets.

Le parcours d'un chiraquien cultivé

C'EST incontestablement un fervent partisan de Jacques Chirac qui a été nommé le 27 mars, en conseil des ministres, président du Centre Pompidou. Pendant la campagne présidentielle du printemps 1995, il ramena patiemment artistes et intellectuels - tâche difficile - autour de la candidature du maire de Paris. Ce fut lui, dit-on, qui amena Frédéric Mitterrand, le propre neveu du président en place, à se prononcer publiquement pour le député de la Corrèze. Un département que ce Lorrain (né à Metz en



Portrait

1946) connaît bien pour y avoir enseigné pendant trois ans l'histoire et la géographie, notamment à Egletons et à Tulle.

L'éducation nationale ne l'inspire sans doute pas trop. En 1976, il est à Paris, au ministère de la culture, où il croise Michel Guy qui quitte la Rue de Valois. L'année suivante, il est chef du service des archives de l'architecture à l'école nationale supérieure des beaux-arts (ENSBA). En 1981, il est sous-directeur de cette école, chargé de l'action culturelle et scientifique. Pas pour longtemps. La gauche s'installe au pouvoir. Le gaulliste Jean Musy, directeur de l'ENSBA, est logiquement, mais brutalement, débarqué. Aillagon suit le mouvement. On le retrouve administrateur au Centre Pompidou où Jean-Claude Grohens, autre gaulliste marginalisé, attend patiemment la fin de son mandat.

En 1985, il rejoint Jean Musy à la direction des affaires culturelles de la Ville de Paris. Il a trouvé sa voie et va rester dans l'orbite du maire de la capitale. C'est l'époque où Chirac fait de la culture une de ses priorités pures, en face, les socialistes, menés par Jack Lang, occupent ce terrain.

Jean-Jacques Aillagon est directeur de l'office d'information culturelle, puis délégué général aux manifestations culturelles, coordinateur de la célébration du centenaire de la naissance du général de

Gaulle. On le voit à toutes les premières du Châtelet ou du Théâtre de la Ville, à tous les vernissages du Musée d'art moderne de la Ville. Toujours tiré à quatre épingles, toujours discret.

Il ne cultive pas seulement l'entourage du maire de Paris mais noue des relations dans toute la sphère artistique où son érudition, son sang-froid, font merveille. D'autant que son goût pour la chose culturelle n'est pas feint. Il n'oublie cependant pas que l'Hôtel de Ville est une bonne école politique. Il y déploie ses qualités de gestionnaire. On le charge de lancer la création d'une école municipale des beaux-arts. Ce projet ambitieux ne verra pas le jour. En 1992, il aura néanmoins la direction de la Vidéothèque de Paris, l'une des locomotives de l'action culturelle de la mairie.

Sur les rangs pour le ministère

Il n'y fera qu'un passage éclair. Les élections de 1993 ramène une majorité de droite au Parlement. Edouard Balladur installe la deuxième cohabitation et prépare sa marche vers l'Elysée. Jean-Jacques Aillagon, plus chiraquien que jamais, est nommé directeur des affaires culturelles de la ville de Paris. On lui doit quelques expositions marquantes (« Carthage ») au Petit-Palais. Il participe à la gestion des dossiers de l'Orchestre de Paris et de l'Ensemble orchestral de Paris, mais surtout s'apprête à soutenir la candidature de Jacques Chirac qui a remarqué ses qualités et son entente.

Après la victoire du candidat RPR, lorsqu'il s'agit de trouver un successeur à Jacques Toubon, ministre de la culture passé à la justice, Jean-Jacques Aillagon est sur les rangs. Mais c'est un élu - centriste -, Philippe Douste-Blazy, qui emporte le maroquin de la Rue de Valois. Le directeur des affaires culturelles de la Ville obtient, un an plus tard, la présidence du Centre Pompidou. Un poste symbolique qui peut être une étape ou un aboutissement.

E. de R.

MUSIQUES DU MONDE
THÉÂTRE DE LA VILLE DE PARIS
MERCREDI 3 AVRIL 20H30
LES MAÎTRES DU DÔTAR (auth)
la tradition chamanique des bardes d'Asie centrale
2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

Paolo Conte
Concert exceptionnel
MARDI 2 AVRIL 20H30
PALAIS des CONGRÈS
Loc. 40 68 00 05

Théâtre Ouvert
Aux hommes de bonne volonté
de Jean-François Caron
mise en scène Anita Picchiarini
Du 26 mars au 19 avril
42 62 59 49

Corvée d'optimisme

par Pierre Georges

CONVENONS-EN. Cela ne va pas très bien. Et l'époque n'est pas d'un comique achevé. De quelque côté que l'on se tourne, la tête nous en tourne. Prion ici. Vache folle là. Tchernobyl encore. Enlèvements ailleurs. Clandestins sans asile. Chômage en hausse, croissance en baisse, la presse n'apporte plus de nouvelles que mauvaises. C'est souvent une habitude chez elle. Presque une seconde nature du type « voyons voir ce qui ne va pas ». Cela devient une manie. Et du genre maniaque-dépressif.

La peste soit de la presse, cette pelée, cette galeuse, qui ne s'épanouit vraiment que sur un champ de ruines ou sur l'apocalypse version tournée. La peste soit de ce métier qui consiste à compter les déjants et les à peine-vivants, dans le sinistre procès-verbal du décompte des jours.

C'est dit. C'est fait. C'est un ordre. Ou à tout le moins une résolution : corvée de bonnes nouvelles. Informons, soit, mais positivement. Soyons gais, drôles, optimistes, bienveillants. Tenons pour déraisonnable, définitivement, cette permanente tentation d'aller au plus sinistre. Talons les petites nouvelles du jour qui l'obscurcissent davantage encore, dans la routine du morbid.

Il ne sera pas écrit ici qu'un géant de magasin de cosmétiques de Dijon a été interpellé pour avoir fait signer des lettres de démission non datées à trois vendeuses qu'il embauchait. Il ne sera pas rappelé qu'une épidémie de méningite, sans vaches, fait des milliers de morts en Afrique. Et pas plus souligné qu'à Marseille la grève des transports a des hoquets douloureux pour les usagers. Il sera fait si-

lence sur le cas pendable de ce cannibale qui banquetait du côté de Sébastopol.

Optimiste. C'est un ordre. D'accord, mais quoi et sur quoi ? C'est qu'on n'a pas grand-chose en magasin. Le printemps ? Il est là, c'est une affaire entendue depuis qu'Alain Juppé l'a annoncé. Il est là, mais comme à reculons, ce gieux, avec des repentins et lui aussi des hoquets. La mode ? Formidable, la mode ! Même qu'on pourrait placer ces mots de Verlaine qui, pour d'obscures raisons - la faute à Juppé peut-être ? - trottaient dans la tête. « Presque nue et non nue à travers une rue de défilés... » Mais le salon du prêt-à-porter est fini, il faudra les remplacer l'an prochain.

Alors quoi ? Un autre salon peut-être, celui du tourisme. Formidable ! L'art de voyager sans bouger, les Maldives goule d'endive, le Tour du monde en une demi-journée pour un ticket de métro. Porte de Versailles, terminus rêve !

Quoi encore ? Le football, ce bon vieux football, calmant pour notre actualité carée, opiacé de la plus souveraine efficacité. Grande nouvelle, nouvelle des nouvelles : les footballeurs français gagnent. Ils gagnent tout et tous leurs matches. Ce n'est point leur habitude et dans nos habitudes. C'est devenu une manie. Gagner ! Une semaine que cela dure et, comme dirait Thierry Roland, il n'y a pas de raison que cela cesse. Le football, notre football de France, estampillé VF, notre football de nos écoles de football à nous. Vingt matches de l'équipe nationale sans défaite, un record. N'est-ce pas une bonne nouvelle ? Mangeons tous désormais du ballon rond. C'est sans danger.

De multiples imprudences expliqueraient l'accident du Drac

Sept personnes avaient péri emportées par les flots

UN RAPPORT D'EXPERTISE, commandé par le juge d'instruction Nathalie Carnevale (Grenoble), sur les circonstances de l'accident du Drac, en Isère, qui avait fait sept morts en décembre 1995, met en cause, en des termes particulièrement sévères, la responsabilité de l'ensemble des acteurs, de l'accompagnement du groupe à EDF, en passant par la mairie de Grenoble et le rectorat.

Le 4 décembre, une classe de vingt-deux élèves de CE1 de l'établissement privé Notre-Dame, à Grenoble, partaient en excursion observer les castors aux abords du site de La Rivière, un plan d'eau formé dans le lit du Drac, près de Saint-Georges-de-Commiers. Une brusque montée des eaux, provoquée par des délestages d'un barrage situé quelques kilomètres en amont, à Notre-Dame-de-Commiers, piégeait le groupe d'enfants, leur institutrice et une accompagnatrice. Celle-ci, Geneviève Jager, cinquante-sept ans, ainsi que six enfants âgés de sept à huit ans allaient périr noyés.

Les quatre experts saisis par le juge d'instruction concluent à « l'absence de prise en compte par l'ensemble des acteurs des risques encourus ». Parmi les « causes directes », ils estiment qu'il y a eu un « non-respect de la réglementation et

de la signalisation concernant le site » et une « présence aventureuse » sur les bords de la rivière lors de la montée des eaux. Les responsabilités de l'institutrice et de l'accompagnatrice sont largement étendues à EDF, à l'école Notre-Dame, au rectorat et à la mairie de Grenoble dans un second chapitre concernant les « causes indirectes ».

Pour les experts, il y a eu « l'adaptation des consignes d'évacuation » par EDF, « l'absence de contrôle du danger des activités pratiquées par les classes allant sur le site » par le rectorat, la mairie et l'école, et « l'absence de réglementation en ce qui concerne les consignes d'encadrement des activités de la classe ». Malgré le danger, ce site, sur lequel des panneaux prévenaient des risques de brusques montées des eaux, était très fréquenté par les enfants. La mairie de Grenoble proposait aux écoles une accompagnatrice.

Depuis cet accident, le préfet de l'Isère a pris deux arrêtés limitant les lâchers d'eau par le barrage d'EDF à 3 mètres cubes par seconde, alors que le jour du drame, il était de 50 mètres cubes par seconde. Les parents des seize enfants rescapés, qui se sont constitués parties civiles aux côtés des familles des victimes, devraient manifester, samedi, dans les rues de Grenoble pour dénoncer la lenteur de la justice.

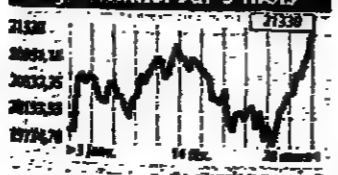
BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le jeudi 28 mars, à 10 h 15 (Paris)

FERMIERIE DES PLACES ASIATIQUES
Tokyo Nikkei 21330 +1,50 +7,78
Hong Kong index 11066,60 +0,75 +10,68

Tokyo, Nikkei sur 3 mois



Titre du Monde daté jeudi 28 mars 1996 : 460 647 exemplaires

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours	Var. en %	Var. en %
Paris CAC 40	2630,51	+1,12	+8,47
Londres FT 100	3669,20	+0,23	-0,54
Zurich	1756,28	—	+14,80
Milan MIB 30	1001	+2,45	+7,51
Frankfurt Dax 30	2521,31	+0,88	+11,86
Bruxelles	1655,99	+0,28	+6,37
Suisse SMI	1434,35	—	+1,59
Madrid Ibex 35	339,85	+0,36	+6,17
Amsterdam CSE	353,60	-0,82	+9,98

La Commission européenne a confirmé l'embargo sur les exportations britanniques de viandes bovines

Les Néerlandais ont décidé unilatéralement l'abattage des veaux importés du Royaume-Uni

ALORS QUE LES AUTORITÉS néerlandaises ont décidé unilatéralement d'abattre tous les veaux importés de Grande-Bretagne ces derniers mois et ont conseillé à leurs concitoyens de s'abstenir de consommer de la viande bovine importée de Royaume-Uni, la Commission de Bruxelles a adopté à l'unanimité, mercredi 27 mars, les mesures préconisées la veille par le Comité vétérinaire (Le Monde du 28 mars) pour se protéger contre la maladie de la « vache folle ». Le Royaume-Uni ne pourra plus exporter de bovins vivants, de sperme et embryons, de viande d'animaux abattus sur son territoire, de farines de viande et d'os, de produits dérivés à usage médical, cosmétique ou pharmaceutique. Le gouvernement britannique devra adresser toutes les deux semaines à la Commission un rapport sur l'application des mesures d'interdiction d'exportations. Il est « invité à présenter des propositions complémentaires » pour lutter contre l'encéphalopathie spongiforme bovine au Royaume-Uni.

Après avoir pris divers avis de scientifiques, Franz Fischler, commissaire européen à l'Agriculture, fera tous les mois un rapport à la Commission pour que celle-ci puisse décider de supprimer ou de modifier l'embargo. Tout en promettant que celui-ci sera temporaire, il a souligné qu'aucune date n'était fixée quant à sa levée. La confirmation de l'embargo s'accompagne de déclarations de solidarité communautaire à l'égard

des producteurs britanniques. M. Fischler a assuré que les mécanismes de soutien du marché prévus par la PAC (politique agricole commune) seront mis en œuvre à leur profit. Cette solidarité jouera aussi si Londres décide d'abattre tout ou partie du cheptel.

« COFINANCEMENT »

« La Commission est disposée à envisager tous les moyens d'aider le Royaume-Uni sur le plan technique et financier, sur la base d'une proposition britannique et en consultation avec elle », a dit M. Fischler. « Toutefois, a ajouté le commissaire, il ne s'agit pas de donner un chèque en blanc. Il faut d'abord arrêter des mesures et, ensuite, on verra comment les financer. » C'est pourquoi, la Commission se refuse à avancer le moindre chiffre sur les sommes qu'elle pourrait fournir à Londres

pour l'abattage. Il s'agit, en tout état de cause, d'un « cofinancement », une partie étant à la charge des Britanniques, sans doute à hauteur de 50 %.

Le premier ministre britannique, John Major, a affirmé, mercredi soir, que Londres décidera des mesures nécessaires pour rétablir la confiance dans le bœuf britannique et lever l'embargo de l'Union européenne après des consultations avec Bruxelles. Dans un entretien à la chaîne de télévision régionale ITV, M. Major a promis d'agir « le plus rapidement possible », mais a laissé entendre que son gouvernement n'annoncerait pas de mesures immédiatement après la réunion du cabinet, jeudi matin. « Il est assez possible que la série de mesures qui sera décidée ira au-delà de ce qui est considéré comme nécessaire par les scientifiques, simplement pour des

raisons liées au marché », a déclaré M. Major.

Sans attendre les décisions britanniques, le ministre néerlandais de l'Agriculture, Jozias van Aartsen, a déclaré mercredi à La Haye que les 64 000 veaux importés de Grande-Bretagne au cours des derniers mois seront tous abattus. Les éleveurs néerlandais concernés recevront un dédommagement, d'un montant global de 55 millions de florins (environ 165 millions de francs). Les autorités néerlandaises ont, en outre, indiqué que toute la viande de bœuf britannique actuellement stockée aux Pays-Bas devra être détruite.

Pour sa part le secrétaire d'Etat à la Santé et à la Consommation, Erica Terpstra, a déconseillé aux Néerlandais de consommer de la viande de bœuf ou des produits à base de viande de bœuf en provenance de Grande-Bretagne. A Paris on est inquiet des conséquences des décisions prises unilatéralement par La Haye sur le fonctionnement de l'Union européenne et le ministre de l'Agriculture, Philippe Vasseur, va, demander une réunion d'urgence du Conseil des ministres de l'Agriculture européenne.

D'autre part, une personne, qui pourrait être atteinte de la maladie de Creutzfeldt-Jakob (MCJ), a été hospitalisée à Truro, dans le sud-ouest de l'Angleterre. Le porte-parole de l'hôpital n'a donné aucune autre précision, ni sur la date d'hospitalisation du patient, ni sur son âge.

Les industriels français affirment avoir pris leurs précautions

LES PREMIERS SIGNES d'un fléchissement de la consommation de viande bovine apparaissent en France. Après la suspension des importations de bœuf britannique, la demande est restée dans un premier temps assez soutenue, car la viande britannique (7 % du marché) a été remplacée par de la viande française.

Le vent a tourné, mardi 26 mars, après l'annonce de l'abattage d'un troupeau de bovins dans les Côtes-d'Armor. « Le consommateur français commence à faire l'amalgame » entre les situations française et britannique, estime un responsable à Rungis, qui précise qu'il y a eu « beaucoup moins d'achats de viande bovine, surtout d'abats ».

« Le fléchissement des ventes de viande est important », déclare Pierre Bouloc, PDG de Vital-Sogéviandes (production et distribution de viande), qui évoque une « baisse de 30 % de la consommation ».

Les professionnels se sont rapidement organisés. « Dès le vendredi 22 mars, nous avons fait signer à nos quarante fournisseurs de viande un engagement de ne plus nous livrer de viande anglaise », explique Francis Markus, PDG de la Générale de restauration, qui sert chaque jour un million de repas, dont 400 000 repas pour enfants, tout en précisant que les abats sont depuis longtemps proscrits des cantines scolaires. Sodeexo, autre spécialiste de la restauration collective, a pris des mesures analogues, mais s'irrite de la psychologie ambiante. « Une rumeur boursière faisait croire hier que Sodeexo possédait des troupeaux de bovins en Grande-Bretagne, ce qui est complètement faux », s'indigne Raphaël Dubreuil, secrétaire général de la firme.

S'il semble possible d'éliminer rapidement du circuit commercial la viande fraîche britannique, il en va tout autrement de la viande congelée, comme des steaks hachés, dont l'origine n'est pas connue, ou du bœuf transformé. Celui-ci peut être présent dans n'importe quel aliment : les plats cuisinés, les raviolis, les sauces à la viande, les petits gâteaux salés, qui contiennent de la graisse animale, voire certaines crèmes desserts composées avec de la gélatine.

Certains professionnels affirment avoir réagi dès le début des années 90 lorsque l'épidémie a été connue. « Depuis 1992, nous n'utilisons plus d'amourettes ou aucun in-

grédient corporel d'origine bovine ou ovine », déclare Yves Michelon, directeur général de la chambre syndicale de la conserve. « A partir de 1990, nous n'avons plus employé de viande britannique ni d'abats, quelle que soit leur origine », affirme Jean-Loup Allain, directeur général adjoint d'Alliance 7, qui regroupe notamment les professionnels de l'alimentation pour bébés, les marques Nestlé, Bédina et Gallia se partageant la quasi-totalité du marché français.

« 11 % DU LAIT EUROPÉEN »

Il est encore trop tôt pour mesurer l'impact économique en France de la désaffection des consommateurs pour le bœuf : baisse de la consommation de conserves ? Envoi de la demande de poulets ou

de porc ? En Grande-Bretagne, la chaîne de restauration rapide Burger King reconnaît qu'il existe une baisse significative de la consommation de hamburgers, tandis que l'action d'Unigate, transformateur laitier britannique, a baissé en quelques jours de 460 pences à moins de 400 pences et que Delgaty, producteur d'aliments pour bétail, a aussi fortement baissé en Bourse. Rien de comparable ne s'est produit en France.

Au contraire, certains professionnels de l'industrie laitière rêvent de l'abaissement du cheptel britannique, la Grande-Bretagne devenant l'eldorado des producteurs continentaux de lait, de fromages ou de yaourts. Un enthousiasme tempéré par l'association de la

transformation laitière en France : « Les Britanniques produisent 19 millions de tonnes de lait par an, soit 11 % du lait européen. S'il détruisent 10 à 15 % de leur cheptel, cela ne fera baisser la production européenne que de 1 à 1,5 %. Ce chiffre, qui équivaut au dépassement des quotas de production de lait enregistrés en 1995 dans l'Union européenne permettrait juste d'éviter une déprime totale du marché ».

La question est de savoir si le débouché supplémentaire que constituera la Grande-Bretagne ne sera pas largement effacé par une méfiance des consommateurs européens à l'égard des produits laitiers, même si le lait n'est pas, a priori, vecteur de l'infection.

Arnaud Leparmentier

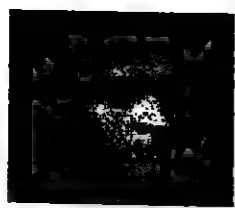
Un nom qui se porte bien.

LANVIN PARIS

15, rue du Faubourg Saint-Hippolyte, Paris 2
Place du Casino, 98000 Monte-Carlo, République de Monaco

LE FEUILLETON
DE PIERRE LEPAPE

Malraux,
la fiction
contre le roman
page II



DESCARTES
Quatre cents ans aujourd'hui
pages VI et VII

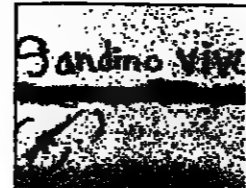
Le Monde des LIVRES

VENDREDI 29 MARS 1996

LA CHRONIQUE

de Nicole Zand
L'arbre
du dieu pendu
d'Alejandro
Jodorowsky
page V

AMÉRIQUE LATINE
L'utopie désarmée
de Jorge G. Casteneda
page XI



6/111

ier
cant

caout-
rosier à
barres
verrous
e mot
uci fr-
résent.
ux ou
s mes
l'embli-
me. »
sorte
devait
idelle:
éine-à-
beau
désa-
avec
xes du
exte, à
dispa-
ait met
t surgir
étaient
simple-
c'était
Alors,
dépé-
lans la
e de la
angols
lucine
ue dé-
les vo-
chiffrer
ait pu
alt pas
le livre.
n y re-
tits qu'il
sire son
ondelle
mais sa
lé. C'est
ce à la
le sujet
« Celd
uations

l'essai
lens de
rédréc
it repris
90.

'out
am-
r ».
lion

La vie par infraction

« Gangster philosophe » Claude Lucas vit son emprisonnement comme un destin.
Dans un étonnant récit autobiographique, entre Simonin et Levinas,
il interroge inlassablement le mystère de l'être

SUERTE, L'EXCLUSION
VOLONTAIRE
de Claude Lucas.
Plon, Coll. « Terre humaine »,
488 p., 158 F.

Ce roman, œuvre d'un braqueur émérite, semble avoir été lui-même pris en otage par la prestigieuse collection « Terre humaine ». Une adresse d'Emmanuel Levinas ; une préface d'un jésuite naguère « missionnaire dans la brousse africaine » ; aujourd'hui « moniteur de la prison où séjourne l'auteur, et qui, au terme d'un réquisitoire contre l'iniquité judiciaire et l'humanité de nos prisons, en impute curieusement la responsabilité à la lésion de la société française ; une postface de Jean Malaurie justifiant la publication de l'ouvrage ; quelques annexes diverses : un cahier photo ; un index des personnes citées mêlant galement Ninette, épouse de Totor, et Emmanuel Kant, P'tit Michel, proxénète, et Henri Michaux, Gaston Bachelard et Boum-Boum, armurerie ambulante et prestiditeur ambulant abattu au côté de l'auteur dans un moment d'inattention.

Même s'il a fourré ce pur diamant noir dans un écrin un peu lourdement, grâce soient rendues à Jean Malaurie, directeur de la

collection : sans lui, qui accueillit un manuscrit refusé par l'ensemble de l'édition française, nous aurions été privés d'un grand livre.

Rien de commun avec la littérature carcéro-voyoucrat ordinaire. Le roman clairement autobiographique de Claude Lucas est aux antipodes des longues invectives d'un Roger Knobelspiess contre la société. Lucas n'est ni pour ni contre la société, n'étant pas même dedans.

Son problème se situe ailleurs : il doute de l'intérêt d'exister. Sa délinquance toujours recommencée ne résulte pas d'une insurrection. Elle n'est pas seulement divertissement pascalien suscitant les secousses propres à détourner des fins dernières. Elle représente pour lui le biais le plus rapide et le moins compromettant pour se procurer les moyens d'existence nécessaires à la poursuite de son questionnement de ladite existence.

portefeuille garni, Claude Lucas file à Algésiras et passe des heures assis sur un banc du lugubre parc de la Linea, à la frontière de Gibraltar, devant un bassin à sec où s'entassent détritus et boîtes de conserve : « Là, cependant, pour moi, tout prenait sens absurde. En ce lieu, plus que nulle part ailleurs, j'étais ce silence accablant qui vous désolait le cœur. » L'essentiel de l'activité de cet homme singulier consiste à se perdre dans la contemplation du plafond d'une chambre d'hôtel ou d'une cellule de prison, avec, près de l'oreiller, *Totalité* et *Infini*, d'Emmanuel Levinas, son maître à penser. De sa cellule actuelle, il a naturellement éliminé radio et télévision qui dégraderait l'enfermement en « doux naufrage ».

Une cellule de moine ne ferait-elle pas aussi bien l'affaire, tout en soulageant banquiers et policiers ? L'un des rares moments de bonheur rapportés dans le livre se situe précisément dans un couvent où le héros, traqué par la police, cherche un refuge qui lui est accordé en connaissance de sa mauvaise cause (allons, on n'y accueille donc pas que les Toubiv...). « Être homme, et rien de plus - rien de trop -, tel est ici l'enjeu unique et suffisant. » Mais comment, à la longue, ne pas désespérer « au spectacle de la déchéance pais des autres, de la tourmente fol des autres » ?

La vie de Claude Lucas avait commencé dans les chuchotements funèbres et les chants d'église. Une jeune maman bretonne qui aime un collègue de



Prison de Villefranche-sur-Saône

travail marié et père de famille ; ils se suicideront au gaz quand leur enfant aura dix-huit mois. Cela peut créer un vide. La jeunesse vécue avec une grand-mère tenant la barre du Café du bassin, à Saint-Malo. Un collège religieux où l'on réussit très bien. Une crise d'adolescence particulièrement vigoureuse. Quelques dérapages aboutiront, à l'âge de dix-neuf ans, au meurtre d'un souteneur. Cette foucade juvénile, qui aujourd'hui vaudrait aisément dix ans ferme, fut sanctionnée à l'époque (1963) de manière intelligente : cinq ans avec sursis. C'était faire la part des choses tout en marquant le coup. Un garçon avisé se fût tenu coi. Lucas était déjà pris en main par son destin. Sursis révoqué après une deuxième condamnation pour vols et port d'arme. Cinq ans à la terrible centrale d'Ensisheim. Et ainsi de suite. Dix-huit

langue très tenue l'inlassable interrogation d'un être, des pages verbeuses qui évoqueraient presque les regrets Simonin et Audiard. On a rarement lu un livre mêlant à ce point le désespoir le plus noir et la plus franche gaieté. C'est aussi un instructif reportage sur le monde des voyous, à l'écart de toute mythologie, car rédigé par un acteur distancé - « Être membre d'un gang me divertissait surtout de braquer solitairement le regard sur moi. » C'est enfin un thriller passionnant qui nous révèle à quel point le progrès technologique complique l'exercice de la profession de gangster, dont on comprend mieux la reconversion largement entamée dans la délinquance en col blanc.

Claude Lucas n'est exemplaire à aucun point de vue. Il échappe à la statistique. Vouloir en faire le porte-parole du peuple carcéral serait un contresens. Grave et poignant son livre nous attache moins par les réponses qu'il apporte que par la question posée : celle du mystère d'un homme martyrisant sa vie pour lui trouver un sens. Réinsertion ? Que peut signifier le mot pour qui ne fut jamais inséré et n'en éprouve à aucun moment le désir ?

Faut-il donc le déclarer « irrécupérable » ? Ce serait tendre une main trop fraternelle à l'avocat général qui s'apprête à requérir contre lui devant la cour d'assises du Rhône pour un hold-up vieux de neuf ans. Longtemps, Lucas s'est demandé si « la prison était la forme sous laquelle [son] existence se donnait à vivre en destin, ou si elle n'était que l'expression de son ratage ». La cinquantaine venue, et ses fatigues, le sentiment de ratage n'épargne pas plus les gangsters que les banquiers.

Il semble aussi avoir découvert que l'amour pouvait être autre chose qu'une tragédie, comme l'en avait convaincu le drame de ses parents : il a rencontré une femme et l'a épousée en prison. Cet homme s'est enfin longtemps désintéressé de la vie, tel le héros de Lampedusa, ne voyant d'intérêt à exister que « pour quelques rares élus de la création artistique, de la recherche scientifique et du gouvernement des hommes ». Avec *Suerie* (« chance » en espagnol), il est sauvé.

L'enfance du bonheur

Les nouvelles de Coleman Dowell confirment le talent exceptionnel de l'écrivain américain

LES MAISONS DES ENFANTS
(The Houses of Children)
de Coleman Dowell.
Nouvelles traduites de l'anglais
(États-Unis)
par Bernard Hoeffner,
éd. Joëlle Losfeld, 248 p., 130 F.

Il ne se passe rien dans les nouvelles de Coleman Dowell (1925-1985). Tout ad- vient pourtant grâce à la magie de l'écriture. Il raconte le désir et les voluptés des autres, blessé de leurs blessures, vainqueur de leurs victoires qui se résument aux instants intenses de sensualité muette. Coleman Dowell est seul au bord d'un abîme de compassion. Il coule l'or du passé, ressuscite des mondes clos où chaque parcelle vivante frémit et espère. Il se souvient de l'enfance de la terre, des humains des bêtes et des maisons qui vibrent encore des joissances et de la solitude de ceux dont le corps s'est éteint.

On ne peut lire Coleman Dowell sans accepter un narrateur dange- reux comme un fantôme, qui n'a cure de la chronologie et s'échappe sans cesse du présent, ange pervers au regard incrusté dans la don-

neur du temps, l'oreille aux aguets des obsessions qui gémissent dans les géolies de la mémoire. Le narrateur est poreux, imbibé de la conscience de tous les person- nages. L'acuité de sa perception, l'abondance de ses émotions, le chant qu'il fait déborder du silence - comme Fatty, l'enfant monstre à la voix sémaphique qui trouble le rythme du village - lui donnent sa singularité poignante. Les récits de Coleman Dowell sont incompara- bles (au sens premier du mot). Nous n'avons cure de la mélancolie indélébile qu'ils tracent en nous. Il n'y a pas d'autre façon d'écrire, pensons-nous, euphoriques et pourtant désespérés. Coleman Dowell récupère le mystère des êtres et des actes. Ses images saturées de réalité chavirent dans l'onirisme de la fable. La grand-mère et le petit-fils boivent l'eau du puits ; les mains de la mère palpent la pâte avec volupté ; des garçons s'endorment dans une meule de foin ; ar- rogant, le frère aîné se pavane, fier de sa neuve sexualité : l'intimité devient légende.

Quatorze nouvelles d'une excep-

tionnelle beauté sont regroupées en deux parties : « Les Maisons des enfants » (qui donne son titre au recueil) et « Les Conséquences du souffle ». « Le Cygne d'argent » est la plus élaborée d'entre elles. Chant du cygne d'un écrivain, elle concentre tous les éléments de son art. Trois époques, trois histoires, une unique conscience protéiforme. Un homme seul, quelques jours de novembre, en 1770, en 1840 et en 1980. Réfugié dans une forteresse isolée au-dessus de la mer, en compagnie d'un chien, l'écrivain de 1840 retrace l'aventure de Robert Vilet, amoureux d'une dame (en 1770), conte gothique proche de la Dame à la licorne. L'écrivain de 1980 met en scène celui de 1840 en train d'écrire l'histoire de Vilet et de sa chienne Marguerite, livrés aux sortilèges d'un lieu qui épouse la structure des romans de Coleman Dowell : la pièce où se tient le héros est entourée d'une succession de salles, de terrasses, de souterrains dans lesquels se morcelle le récit.

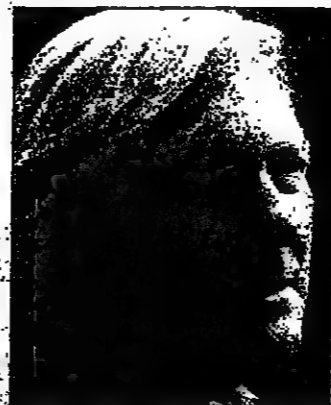
Deux siècles plus tard, le roman- cier commence à écrire sa nou- velle. Sur sa terrasse se pose un cygne, le « cygne d'argent ». Hallu- cination sans doute. Et comme

toujours chez Dowell, un mot ré- vèle l'énigme si mince sur laquelle se déploie la fiction (comme se di- vise à l'infini le manoir) : « Il dit : cygne... Que mangent les cygnes ? Lui donne-t-il un nom ? Pourquoi pas Margharita ? Le nom de sa mère. » Margharita ou Margue- rite... comme la terrière de Vilet qui porte dans son regard la nos- talgie de l'amour.

Coleman Dowell est un roman- cier inépuisable, qui casse avec éclat, et en éclats, les servitudes de la linéarité. Il multiplie les vies fictives au risque de ne plus exister. Il sait que chaque bonheur est dévoré par le deuil et que seuls les mots nous permettent de révéler la vie. Après avoir écrit pour la télévision et le théâtre, il a publié cinq romans (1) et ces quatorze nouvelles. Admiré sans réserve par les écri- vains, il n'a pas connu de succès populaire. Comme il en avait long- temps prévenu ses amis, il a sauté du quinzième étage, peu après mi- nuit, le 3 août 1985. Il a voulu re- joindre le cygne d'argent qui s'en- volait de son balcon.

(1) *Trop de chair pour Jabez* (Climats) est le seul roman publié en France (voir « Le Monde des livres » du 30 juin 1995).

DAVID
McNEIL
SI JE NE SUIS
PAS REVENU DANS
TRENTE ANS PRÉVEZ
MON AMBASSADE



GALLIMARD

Petites notes d'amour et de mort

Un même refrain d'amour absolu cristallise les moments forts de plusieurs destins. Chanson qu'a suivie Anne Wiazemsky pour renouer avec les fils de son enfance. Chronique émouvante de passions enflammées

HYMNES A L'AMOUR d'Anne Wiazemsky. Gallimard, 170 p., 90 F.

Quelles soient poésie pure ou tissu de rimes « naïves », les chansons sont tenues pour bien peu de chose, en marge du grand train de l'existence. Mais qui peut nier la place intime, chargée d'émotions légères ou profondes, qu'ont pu prendre quelques minutes en musique à certains moments d'une vie ? Qui n'a pas « sa » chanson, ritournelle pathétique ou allègre, pour ponctuer un souvenir de défaite, d'euphorie ou de drame ? Joli sujet que cet improbable poids, sur tout un destin, du trois fois rien fredonné. Joli sujet qu'Anne Wiazemsky file avec les accents tendres qui lui sont coutumiers dans son cinquième ouvrage, nouveau volet d'une chronique familiale autobiographique, *Hymnes à l'amour*. Titre explicite : il s'agit bien d'Edith Piaf - déjà présente dans le huis clos de *Marimé* (1) - et de l'une de ses chansons les plus propres à épouser l'éternelle panoplie de la passion : éblouissements, manques, égarements, coïncidences et malentendus exacerbés. La vraie vie, en somme. Et le plus est là pour marquer - évidence oubliée - qu'une même chanson habite différemment ceux qu'elle touche.

Novembre 1992. Moment noir. Anne et Pierre s'embrassent, le cœur au bord des lèvres, à vider l'apparement de leur mère récemment disparue. Brio-à-brac transmis par plusieurs générations. Pausés ; nostalgia des questions non posées et des instants non - ou mal - partagés que fait surgir tel ou tel objet exhumé. Comme ces fibres jetables non jetées des innombrables *Chesterfield* que *Clara* consommait l'une après l'autre. Soudain, dans le fracas des papiers, la découverte d'un testament signé par Jean, leur père,



Anne Wiazemsky en compagnie de son frère Pierre.

vaincu par un cancer en janvier 1964. Le document se clôt par cette phrase que l'un et l'autre espèrent pouvoir écrire eux-mêmes un jour : « Je demande pardon à tous ceux que j'ai pu blesser ou offenser, en premier lieu ma femme et mes enfants. Mais je mourrai satisfait, car j'aurai aimé et aurai été aimé. »

Même s'ils se souviennent que leurs parents n'avaient la plupart du temps pas grand-chose à se dire, plus grand-chose à s'aimer (les migraines de l'une, les absences de l'autre), le frère et la sœur apprennent médusés l'existence d'une certaine Maud Jacquet, domiciliée à Genève, destinataire, entre autres montres et boutons de manchettes, du disque d'Edith Piaf. Flash-back. Cette chanson-là n'était-elle pas celle de leur mère ? N'était-ce pas « la » chanson dont Anne s'était saoulée à son tour pour noyer son désespoir d'adolescente confrontée à son premier

deuil ? De quelle trahison s'agissait-il ? Anne replonge dans la violente opacité de ses quinze ans. L'année où l'insouciance s'est cognée à l'indolence de la mort, lorsque sa mère l'a mise dans la confidence des quelques semaines de sursis accordées à Jean, lui-même ignorant de cette fatalité. J'fondement total pour cette toute jeune fille qui rêve à un avenir de comédienne ou d'écrivain et fait sagement ses devoirs sur fond d'Amour et des Compagnons de la chanson plutôt que sur les rythmes jérémy de « Salut les copains ». Simuler la bonne humeur et se taire. Tâche impossible s'il n'y avait, en renfort constant et délicat, la parole confiante du grand-père tant aimé, François Mauriac. Celui avec lequel Anne partage ses « premières grandes discussions » - la littérature, Dieu, le bien et le mal - celui qui trouve toujours de quoi l'alerter « à faire face » et l'incite à

s'échapper du roman noir de son présent en exaltant les belles années qui l'attendent.

Le puzzle se reconstitue. Les souvenirs affrètent, qui entraînent ceux, plus anciens encore, des moments choqués du temps de l'innocence. Celui où la petite Anne et son frère dévoreraient goulument les signes de passion des adultes : Clara, Jean, si mal accordés entre eux ; Madeleine, la jeune femme si gaie et si sensuelle qui s'occupait des enfants ; Maud, la raisonnable, intraitable avec le mensonge... Un incroyablement chassé-croisé de beaux coups d'amour et de mort joués sur un même refrain - « Tant que l'amour inondera mes matras/Tant que mon corps frémissait sous tes mains/Que m'importent les problèmes/Mon amour, puisque tu m'aimes » Eternellement efficace.

Valérie Cadet

(1) Gallimard, 1991.

Vol salvateur

A partir d'un manuscrit volé, François Nourissier offre un exercice de détestation. Ironique et grinçant

ROMAN VOLÉ de François Nourissier. Grasset, 164 p., 89 F.

Cela commence comme le récit d'une mésaventure dont François Nourissier aurait envie de se libérer dans un petit livre ironique. Le 26 juillet 1994, à l'aéroport de Marnay-la-Maçon, il est victime d'un voleur à la tire : « On a volé la mallette entre mes genoux, en plein jour encore, comme on dépoille le papet que tourneboient les voyages. » L'incident est, pour le romancier, beaucoup plus grave que ne le soupçonnent les voleurs. La mallette contenait un manuscrit. Aussitôt la presse fait écho à cette perte. Les journalistes l'appellent, le plaignent, tout en pensant qu'il possède sûrement un double, car « un Occidental de la fin du XX^e siècle qui se refuse au "traitement de l'écrit", à l'intervention d'un secrétaire, à la photocopie immédiate (avec tout ce qu'il y a d'entre de stupidité et de hasard dans ces réquis), est une bête curieuse. Une rareté sociologique digne de pitié ». François Nourissier est l'une de ces « raretés ».

Le ton est donné, d'un de ces exercices de détestation que Nourissier affectionne. Mais si l'on peut lui reprocher parfois de se détester d'une manière un peu grise, ici c'est tout le contraire. Non seulement il raconte avec une allégresse paradoxale, noire et violente, l'affaire et ses développements, mais il construit ainsi une histoire qui viendra prendre la place du livre disparu. Il passe de l'abattement à « la dérive sécuritaire ». Ce mot, « sécuritaire », « porte en lui des rimes riches, des connotations péochardes et réactionnaires qui me donnent envie de l'annexer. On se connaît ». Il décrit, avec une sorte de jubilation négative, comment « l'obsession empira » : « Je fis en quelques jours l'acquisition d'un pistolet à grenaille, d'un fusil de chasse,

d'une matraque enrobée de caoutchouc. Je priai le serrurier de poser à nos volets des barres, et aux barres des cadenas, à nos portes des verrous de sécurité. Sécurité ! Si le mot n'était jamais prononcé, le souci frileux qu'il couvre était omniprésent. (...) Notre déraison dura deux ou trois semaines. Je bourrais mes poches de billets, ma femme s'embêtait pour promener la chienne. »

Puis arrive, lentement, une sorte de répit du roman perdu, qui devait s'appeler, peut-être, *Hirondelle* : « Les étonnements d'un peine-à-jour font-ils le sujet d'un beau livre ? » Dans cette forme de désamour de soi, Nourissier pose, avec pudeur, les questions complexes du rapport de l'écrivain à son texte, à sa lucidité, à ses illusions. La disparition du résultat de son travail met en cause ce travail même, fait surgir des interrogations qui n'existent plus pour un homme qui, simplement, « écrit » parce que c'était devenu sa « fonction ». Alors, quand survient l'événement inespéré, la mallette retrouvée dans la garrigue le jour de l'ouverture de la chasse, non seulement François Nourissier n'en éprouve aucune joie, mais presque un vague dégoût. Il imagine l'hilarité des voleurs s'ils ont cherché à déchiffrer quelques lignes. Que ce texte ait pu être vu alors qu'il ne devait pas l'être lui interdit son avenir de livre. Nourissier le rélit, vite, pour y retrouver les sentiments négatifs qu'il avait lorsqu'il tentait de « faire son deuil ». Le deuil est fait. *Hirondelle* ne pourra pas paraître, mais sa perte aura suscité *Roman volé*. C'est la manière, délicate et féroce à la fois, dont Nourissier traite le sujet « qu'est-ce qu'un écrivain ? ». Celui qui répond à toutes les situations par un seul geste : écrire.

Josyane Savigneau

« Mauvais genre, les entretiens de François Nourissier avec Frédéric Badré et Arnaud Guillon, sont repris en « Folio », Gallimard, n° 2800.

Djian sans mythe

ENTRE NOUS SOIT DIT Conversations avec Jean-Louis Ezine de Philippe Djian. Plon, 178 p., 100 F.

Philippe Djian, l'écrivain de la génération rock, une canette de bière à la main, un anneau à l'oreille, qui mettrait - selon les tenants de la mesure - trop de frigos dégingués dans ses romans ! Voilà ce qu'on a souvent dit de lui. En posant à l'auteur de *Bleu comme l'enfer* des questions intelligentes, vives, parfois rudes, comme pour l'aider à se délier de son propre mythe, Jean-Louis Ezine bouleverse cette image. Car Philippe Djian est, simplement, un écrivain. Qui travaille. Beaucoup. Parce qu'il a le goût du concret, il a besoin de sentir « la matérialité du texte, la plénitude des mots, la surface bien remplie ». Il dit très bien, avec une humilité rugueuse, qu'on est écrivain par moments, par « petits bouts », qu'il existe une grâce de la maladresse, qu'on entend toujours un certain rythme vital dans « le rude, le boiteux, le bancal ». Et ce que l'on ressent peut-être le mieux dans les réponses de Djian, c'est cette énergie rebelle, cette envie d'exister tout de suite, qui a bousculé son écriture.

Il y a un principe de solitude chez Djian. Pas tout à fait volontaire, pourtant. Car il est entièrement sourd de l'oreille droite. Ce déséquilibre, seule l'écriture parvient à le dissiper : elle remet de l'harmonie, est une musique qu'il essaie de recomposer. Djian parle aussi, avec une justesse parfois véhémente, de son père, de l'amour, de l'érotisme, du *Yi-king* le « livre des transformations », de Bram Van Veldie qui pleurerait devant ses propres tableaux, et de son désir orgueilleux de ne « pas être l'écrivain qu'on lui propose d'être ». Il a raison.

J.-L. E.

Les revenants de Martine Robier

A l'image de ses personnages, la romancière oscille entre la fiction et la réalité, entre l'imaginaire et le souvenir, entre comédie et émotion

LE PETIT HOMME de Martine Robier. Stock, 127 p., 85 F.

LES BÊTES À BON DIEU de Martine Robier. Flammarion, 303 p., 125 F.

Dans *Le Souffleur de rêves* (1), Martine Robier évoquait son premier manuscrit, qui racontait la vie rêvée de son père : un texte, trop intime, trop personnel pour être publié tel quel, mais qui contenait en germe tout ce qu'elle écrivait ensuite. Puis suivirent quatre ouvrages, du *Veilleur du marais* à *9, allée des Brouillards* (2), révélant une romancière solide, apparemment bien ancrée dans le quotidien mais hantée par l'imaginaire et le souvenir. Ses deux derniers ouvrages accentuent encore ce contraste.

Les Bêtes à bon Dieu, pourrait être une histoire presque surnaturelle : les personnages tour à tour se demandent s'ils « croient aux revenants ». Ils sont plusieurs à recevoir un appel téléphonique d'un mystérieux Peter Sturm. Pour l'ardente romancière Clarissa Angel, il s'agit, ni plus ni moins, de l'irruption dans sa vie d'un personnage - un sculpteur tourmenté - qu'elle a inventé. Pour Wolfgang Stein, brillant généticien, c'est peut-être le retour d'un ami de son enfance, à Cologne, qu'il croyait tragiquement disparu. Pour Gaston Beaupré, préposé aux postes à la retraite, dans un village normand, c'est assurément le fantôme d'un soldat allemand, mort en 1944.

Le lien entre tous ces personnages est assuré par un psychanalyste rond comme un Culbuto, Alain Maître, qui, dans son immeuble parisien de la rue des Grands-Augustins, reçoit successivement, chaque jeudi, Clarissa puis Wolfgang. De troublantes coïncidences rapprochent ces in-

trigues parallèles, menées sur un mode tantôt « un peu mélo », tantôt drôlatique. Entre fiction et réalité, entre imagination et désir, les personnages s'obstinent à « battre leur couple de vivants, pour que ne s'arrête jamais l'extravagante pantomime d'un certain Peter Sturm », qui répond à leurs appels les plus secrets.

POLYPHONIE Sans doute faut-il, pour lire *Les Bêtes à bon Dieu*, se laisser avant tout emporter par cette polyphonie, dont la construction reprend celle de la *Sturm-Sonate* de Beethoven : « Largo. Allegro. Adagio. Allegretto. Quatre mouvements pour une seule tempête. » Des lents égrègements de notes du *largo* à la vigueur joyeuse du dernier mouvement, on passe, au rythme du galop, en « grains pressés de pluie », toute l'énergie de la bourrasque, la sonate accompagnée, en arrière-plan, cette capricieuse et tragique comédie réverie.

Avec *Le Petit Homme*, on est aussi loin que possible de tout artifice littéraire. Martine Robier revient à la mort de son père, qui a marqué ses seize ans, dans un bref récit, plein de pudeur laconique. Cet homme qui semblait indécis au seuil de sa propre vie, ce père un peu bougon qui « se faisait petit », dont les gestes hésitaient entre la réserve et l'aveu, il faut beaucoup de patience et tendre discrétion pour en suggérer la silhouette fragile : « Une esquisse de père. Un fantôme d'enfant. » Le petit Jean, ce garçon frêle, poussé au bouillon de graisse et de pain trempé, entre la fête-Dieu et les hymnes laïques, a des « yeux de chiot frêle » sur la photo de l'école. Devenu fils unique après la mort - presque après leur naissance - de son jumeau, il a dans son regard gris pâle le reflet des paysages mélancoliques de ses premières années : le marais, ce bas

pays submergé, immobile et doucereux, où passe le cri des couirils et des pluviers.

Tôt orphelin, ce « dépaycé » ne va pas plus loin que le certificat d'études. Il garde, dans une ferme, des vaches dolentes et des chevaux rétifs. Puis, rêvant de vivre ailleurs, il devient moussailon. « Matelot. Quartier-maître. Le double galon rouge. Il n'ira pas plus loin. » Plus tard, lorsque, ayant quitté la marine, il est devenu magasinier dans un garage, il va avec ses filles contempler, à Cherbourg, le départ des grands transatlantiques.

SOUVENIR De cet homme, qui avait peur des mots, mais dont le silence, loin d'être lourd, était « léger, suspensif, presque vacant », sa fille a un peu oublié la voix grave, cassée par l'abus de tabac.

Elle se rappelle pourtant les chansons de marin qu'il adorait chanter - comme celle des trois enfants, embarqués en cachette, que la mer engloutissait. Elle garde un souvenir précis de ses mains « prodigieuses », habiles, infatigables, qui savaient poncer le bois, débloquer les verrous, remonter la chaîne du vélo.

« Il n'existe pas, entre mon corps et celui de mon père, de matière plus sensible que la terre natale. De plus juste ciment. Nous sommes, quoi que nous voulions, prisonniers du gisement semblable. J'ai, du corps de mon père, une mémoire concrète, toute de formes, de postures travaillées, une mémoire organique, substantielle, comme on le dit de l'argile franche, du bon repas. Une mémoire de muscles et de tendons. Une mémoire de force sous la peau qui ne s'exprime jamais tout entière, qui n'ose pas se déployer. »

Ce beau récit, humble, sobre, émouvant, lie à jamais, pour la narratrice, le souvenir du père disparu aux paysages du Cotentin dont elle est « native », et

auxquels elle revient sans cesse, même si elle les a quittés. Plus loin, entre Coutances et Carentan, les tombes des ancêtres, sous les gazons de tourbe sèche, arrachée au marécage. Dans le cimetière de Cherbourg, seul, le

père « captif, à l'extrême bout de la presqu'île où le condamné pour toujours son désir ». Monique Petitfion

(1) Flammarion, 1992.
(2) Flammarion, 1994.

JOSÉ CABANIS

LE DIABLE À LA NRF

1911 - 1951

GALLIMARD

Richard Ford, au rythme de l'existence

De l'isolement à l'indépendance partagée. Sur ce thème, le romancier américain développe un roman-fleuve, prolixe, immense, saisi sur la route de la conscience

INDÉPENDANCE
(Independence Day)
de Richard Ford.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Suzanne V. Mayoux,
éd. de l'Olivier, 574 p., 149 F.

De Richard Ford, on a beaucoup dit qu'il était « minimaliste », et on se demande pourquoi. Peut-être à cause de cette tentation confortable de renvoyer les écrits – surtout les plus modernes, donc les plus dérangeants –, à quelque chose de théorisable, une « école ». Peut-être pour l'identifier à Raymond Carver, qui fut son meilleur ami et dont il est proche, par bien des aspects. Mais contrairement à lui, Richard Ford ne lésine pas sur la parole. Dans *Indépendance*, son dernier livre, cela ne fait aucun doute : voilà un roman-fleuve, un roman prolixe, immense, à la fois sobre et proliférant, exhaustif et jamais baroque, avançant au rythme de la conscience et notant au passage, méditativement, les moindres détails de ce qui s'offre à elle : quelque chose comme la totalité d'une aventure humaine, ou plutôt comme la totalité du langage prenant en charge cette aventure. Un roman où le héros, Frank Bascombe, englobé dans l'univers collectif qui l'entoure, fait, à la manière du Rouquelin de *La Nausée*, l'expérience de la liberté.

Frank Bascombe a déjà un passé : on l'avait rencontré dans un précédent roman de Ford, *Un week-end dans le Michigan* (1), où il était journaliste sportif et, déjà, divorcé. Dans *Indépendance*, disons qu'il refait sa vie, au sens propre. Il n'est plus journaliste, mais travaille dans l'immobilier – deux métiers qui, chacun à leur manière, sont des postes d'observation privilégiés de la société – et habite toujours Haddam, une banlieue du New Jersey. Pour nous qui l'accompagnons, il s'agit toujours d'un week-end : Ford aime bien que



« L'Indépendance, c'est être suffisamment libre pour prendre le risque de se lier aux autres, sans s'isoler »

tout soit dit, non pas en peu de mots, mais en peu de jours : ce n'est plus le moment de Pâques, comme dans *Un week-end dans le Michigan*, mais celui du 4 juillet, grande fête américaine de l'Indépendance.

« Tout a commencé par un intérêt pour le mot », explique Richard Ford – qui en impose avec ses yeux tranchants, d'un bleu presque humain, et sa dégaîne de cow-boy impassible. « Ce mot d'« Indépendance », omniprésent dans le discours de tout Américain, est utilisé

couramment comme synonyme d'isolement, de détachement – et c'est de cette manière que Frank Bascombe au début du livre : isolé et détaché. Or je me suis rendu compte que ce mot avait des propriétés que je n'avais pas comprises. Tout en essayant de trouver quel était le sujet de mon livre, j'ai découvert que l'indépendance, cela signifiait être suffisamment libre pour prendre le risque de se lier aux autres, sans s'isoler : non pas détaché, donc, mais libre de créer de nouveaux attachements ».

L'apprentissage de l'indépendance, pour un héros sans hérosisme comme Frank Bascombe, c'est commencer par être agent immobilier au service d'un couple obsédé par le déménagement, courant indéfiniment après l'espoir de la maison idéale, dans cette banlieue imaginaire de Haddam, petit monde coupé du monde dont on a l'impression qu'il n'en a plus pour très longtemps ; c'est prendre en charge son fils et le préparer à la fête du 4 juillet en lui faisant visiter des halls of fame consacrés aux ventes du sport, seuls véritables héros dans une démocratie privée de grands hommes. C'est progresser à sa mesure, par petites victoires contre la tentation de l'isolement, c'est prendre conscience de son existence intime, de ses liens avec ceux qui l'entourent et du politique, dans un monde qui ne connaît de la politique que l'inutile affrontement de Bush et de Dukakis et où l'on s'endort en lisant Tocqueville.

Dans la dernière scène du roman, on voit le personnage se dissoudre dans la foule, vague parmi les vagues, submergé dans une fête de l'Indépendance qui finit, à l'image de l'Amérique, par ressembler à tout sauf à ce qu'elle célèbre. Mais pourtant, entre-temps, Frank Bascombe a avancé, « pris le risque de se lier aux autres », gagné en existence. Ce que Richard Ford lui donne, c'est ce livre long, infini, saisi sur la route de la conscience et au rythme de l'Amérique, attentif à tous les détails et donc d'un nécessaire ennuie, fourmillant d'histoires dans l'histoire, de portraits mélancoliques et caustiques : un grand roman existentiel et politique écrit à la mesure d'une vie photographiée dans ses moindres failles, avec l'immensité du langage.

Maxim Van Manterghem

(1) Payot, 1990. • Points • Seuil, 1995.

Le Meccano Chavarria

Fiction historique, thriller politique, récit d'espionnage : une jungle d'intrigues version cubaine

UN THÉ EN AMAZONIE
(Alia ellos)
de Daniel Chavarria.
Traduit de l'espagnol (Cuba)
par Jacques-François Bonaldi,
Rivages/Thriller, 448 p., 145 F.

C'est un livre dense, inextricable et sombre. On y pénètre comme on s'enfonçait dans la forêt amazonienne qui lui sert, pour partie, de décor. Au cœur du livre, comme de la forêt, il y a un arbre mystérieux dont les feuilles possèdent d'étranges propriétés analgésiques et hypnotiques. Utilisée par les Indiens, cette drogue tombe, un jour, entre les mains de la CIA, qui va bientôt chercher à s'en servir pour déstabiliser le régime cubain. Et c'est alors que tout commence. Un enchevêtrement d'histoires, un gigantesque Meccano romanesque dont Daniel Chavarria, Cubain d'origine uruguayenne pour la première fois traduit en français, va tirer les ficelles avec une redoutable santé et une maîtrise confondante.

À la manière de son ami le Mexicain Paco Ignacio Taibo II, dont il partage, à l'évidence, le goût pour la multiplication des points de vue, la prolifération des personnages et des situations, le pilotage à l'estime d'un récit qui rebondit d'un point à l'autre de la planète, du passé au présent, de la réalité à la fiction. À tel point qu'il existe deux versions de ce roman à géométrie variable. Une cubaine qui fait la part belle aux agents du contre-espionnage castriste. Et une mexicaine d'où est tirée la traduction française, supervisée par Chavarria lui-même, très à l'aise dans la langue de Molière et qui a, pour l'occasion, réécrit de nombreux passages.

Un thé en Amazonie raconte comment la drogue en question parvient sur le bureau d'un cadre haut placé de la CIA. Et comment

celui-ci, présentant la manière dont cette substance peut révolutionner les techniques de renseignement, va concevoir un plan machiavélique pour déstabiliser Cuba. Entraîné sur une période de vingt ans, le lecteur assiste ainsi à l'expérimentation secrète de la drogue sur des soldats américains, au recrutement et à l'infiltration des agents, à la liquidation systématique de tous ceux qui gênent. Parallèlement, Chavarria s'intéresse au destin de Jaime de Armaiz, héritier de hobereaux castillans, croisé de toutes les causes perdues. Et voilà le lecteur à nouveau entraîné, suivant les traces de Jaime, engagé au Maroc pendant la guerre du Rif, aux côtés des franquistes pendant la guerre civile, en Union soviétique, volontaire de la division Azul, pour finir en Indochine, par le désastre de Dien Bien Phu. Les fils de ces deux intrigues finissent bien entendu par se rejoindre, mais, entre-temps, Chavarria aura trouvé l'occasion de raconter, avec la même aisance, la vie des seringueiros, les récolteurs de caoutchouc, et celle des garimpeiros, les chercheurs d'or amazoniens, la fortune de Manaus au début du siècle ou encore la cruauté des rites initiatiques des Mains-de-Macaques, tribu indienne oubliée...

Fiction historique, thriller politique, récit d'espionnage, *Un thé en Amazonie* est avant tout un bon roman d'aventures, vibrant et généreux, à l'image de son auteur qui fut docker à Hambourg, vagabond en Italie, s'engagea dans la guérilla castriste et dut se réfugier chez les chercheurs d'or amazoniens avant de finir professeur de lettres classiques. C'est du moins ce que Chavarria raconte lui-même. Il raconte si bien les histoires, Chavarria.

Michel Abescat

L'ascension de l'arbre généalogique

L'ARBRE DU DIEU PENDU
(Donde mejor canta el pajaro)
d'Alejandro Jodorowsky.
Traduit de l'espagnol (Chili)
par Mara Hernandez
et René Solís,
éd. Métailié, 384 p., 135 F.

Alejandro Jodorowsky est unique. Alejandro Jodorowsky est multiple. Alejandro Jodorowsky est panique. Vous qui cherchez dans un roman une logique, une recette ou un message, un recueil de vertus petites ou grandes, un sens à votre vie, passez votre chemin. Cet *Arbre du dieu pendu* n'est pas pour vous. Mais si, commençant votre lecture, vous restez saisi par la vigueur des imprécations de la grand-mère Teresa qui, folle de douleur, maudit le Dieu des juifs et les hommes de continuer à croire en Lui, vous allez entrer dans la famille. Une famille fantasmée qui est le creuset de toutes les histoires et des contes fous de Jodorowsky. Et d'abord, pour Teresa, celle du refus d'un Dieu qui elle veut pendre pour avoir laissé son fils aîné se noyer dans une crue du Dniepr : « Tu es sans pitié ! Tu es un monstre ! Tu as créé un peuple élu rien que pour le torturer ! Ça suffit ! C'est une mère qui a perdu l'espoir qui parle et c'est pour ça qu'elle n'a pas peur de Toi. Je Te maudis, Je Te jure, Je ne Te lâche plus ! » Devenue dressée de puce, elle va subvenir aux besoins des siens ruinés par la charité dispendieuse du grand-père, Alejandro, le cordonnier mystique, pour qui chaque paire de chaussures doit être un acte d'amour selon les préceptes que lui a inculqués son maître invisible, un rabbin caucasien rencontré dans l'entremonde.

Fuyant les pogromes, la famille Levi, rebaptisée entre-temps du nom polonais plus goy de Jodorowsky, va quitter l'Ukraine pour atterrir, sans l'avoir choisi, par manque d'argent, à Valparaiso et devenir chrétienne. L'auteur nous conte ainsi,

à travers un tourbillon d'aventures extraordinaires, l'épopée héroï-comique familiale qui conduit les siens des ghettos russes vers le Nouveau Monde de la Dépression. Une quête initiatique matrinée de zen, de tarot, de talmud et de science-fiction, dans laquelle on pourrait reconnaître l'histoire tant de fois racontée de l'émigration des juifs de l'Est, si le plus important n'était pas ailleurs, dans l'accumulation délirante d'histoires hassido-talmudiques. Et le « roman » s'arrête en 1929, juste avant sa naissance.

Mélange de juif, de Russe, de Chilien, de Mexicain, il se dit « capable de vivre n'importe où si on ne (le) tue pas ». Né en 1930 au Chili, établi en France depuis plus de quarante ans, Jodo a toujours déployé les talents les plus divers : marionnettiste à Santiago, mime avec Marcel Marceau pour qui il écrit des arguments, metteur en scène du retour de Maurice Chevalier à l'Alhambra, directeur de théâtre, maître ts-tarots (il reçoit tous les mercredis dans un café de la rue du Volga), le romancier avec *Le Paradis des perroquets* (Albin Michel, 1984), réalisateur de films (notamment *Fando y Lis*, *El Topo*, *La Montagne sacrée*, *Tusk*), il prépare un film sur un voyage initiatique que fit Federico Fellini pour rencontrer Carlos Castaneda. Il est aussi auteur reconnu de bandes dessinées avec Moebius, Boucq, Gimenez, et a reçu, avec Bess, le prix du meilleur scénario au dernier Festival d'Angoulême pour *Juan Solo. Fils de fange* (Tome 1, Humanoïdes associés).

Partout, dans ses œuvres, ses personnages aussi divers portent la marque de ceux qui les ont engendrés. Hanté par l'importance de la généalogie, le créateur – avec Moebius et Gimenez – de la caste des Méta-Barons, une famille de « méta-guerriers » bien connue des amateurs de BD, a trouvé dans l'histoire de sa famille un lieu d'inspiration infini. « L'arbre généalogique

Une épopée familiale héroï-comique, des ghettos russes au Nouveau Monde de la Dépression

me paraît de première importance, expliquait-il au printemps dernier dans *El País* lors de la sortie en Espagne de son roman *L'Arbre du dieu pendu*. Nous sommes comme le vaudou possédés par tous les personnages de notre arbre généalogique. Je crois que notre famille est comme notre inconscient. On est marqué par elle génétiquement, mais aussi psychologiquement, et Castaneda va encore plus loin en disant que notre famille nous marque énergétiquement. » Le titre espagnol *Donde mejor canta el pajaro* était tiré d'une phrase de Jean Cocteau : « C'est dans son arbre généalogique que l'oiseau chante le mieux ». En français, l'éditeur a préféré choisir une carte du tarot, *L'Arbre du dieu pendu*.

Ayant rompu avec le surréalisme, devenu trop respectable, déçu par un André Breton vieillissant, cet athée religieux qui ne cesse d'apostropher Dieu avait fondé, à son arrivée en France, avec Topor et Arrabal, « un mouvement pour rire », le groupe Panique, en l'honneur de Pan, le dieu de la confusion. Il s'agissait de « créer un vide en faisant croire qu'il était plein. Mais ce mouvement n'existait que par son absence. Nous n'avions qu'un point commun : la provocation ». Un mouvement pour rire auquel ils sont finalement tous les trois restés fidèles. Confusionnement et ironiquement acceptés dans la relation comique de l'histoire des deux lignées paternelles et maternelles, matérialisés par des

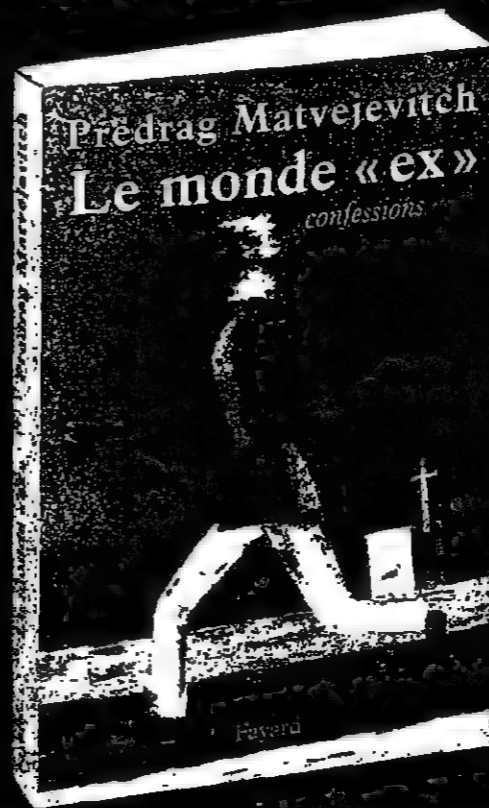
arbres généalogiques – incompréhensibles à dessin –, où ces juifs d'Ukraine portent déjà les prémisses espagnoles du pays où il vont émigrer. Confusion soigneusement aménagée de vie en vie jusqu'au couple de Jaime et de Sarah Felicidad, les parents, de caractères si différents qu'ils n'auraient jamais dû se rencontrer, éléments constitutifs du futur corps de notre Jodo.

« Dans la mémoire, tout peut devenir miraculeux. » Voilà l'acte de foi de Jodorowsky pour qui le passé n'est pas une donnée inaltérable, mais peut se modifier, s'embellir si on le veut vraiment. Une invention perpétuelle, qui transforme l'expérience de la transplantation en légende merveilleuse. A des années-lumière de tous les muns des lamentations.

Il y a chez Jodorowsky un talent de conteur riche d'une imagination sans limites et sans interdits, entre le scatologique et le merveilleux, dans une débauche d'hémoglobine et de connaissances historico-philosophiques dont la véacité nous importe peu. Un don trop riche parfois, ou trop confus. Mais d'une invention, d'une tendresse infinie pour ceux qui l'ont précédé. Au point de se nourrir de leur chair. Un voyage dans le temps avec Salvador Arcavi, l'ancêtre marrane, dompteur, qui a appris à lire les tarots dans les yeux de ses lions. Il y a aussi l'arrière-grand-père Abraham – apiculteur incestueux –, Alejandro Prullansky, le Russe goy grand danseur du Ballet impérial qui va devenir le grand-père de l'auteur. Au milieu des tribulations, des horreurs et des gags nourris de toutes les cultures et les contre-cultures, Jodorowsky s'amuse à nous étonner. Comme aurait dit Cocteau. Sa plume court, bifturque, parcourt le monde, fait vivre des milliers de vies, loin des souffrances anciennes, vers un achèvement peut-être lumineux : une naissance. Vers tout ce que le futur nouveau-né ne pourra pas comprendre.

Predrag Matvejevitich

citoyen d'une Europe perdue



Predrag Matvejevitich est malade. On aimerait qu'il soit contagieux. Qu'il donne un peu de sa naïveté et de sa fièvre à la torpeur de nos démocraties occidentales. On pourrait dire qu'il est malade de la perte de son identité, malade des convulsions de sa Yougoslavie, malade de la faillite des utopies. Une belle langue de nostalgie, mêlant désespoir et sarcasme, pour ces confessions d'un boulimique qui veut tout dire sur tout.

Nicole Zand, *Le Monde*

Un poète dans les décombres... Ex-yougoslave, ex-dissident des pays ex-communistes, Predrag Matvejevitich trace le portrait de ce qui fut l'Europe.

Bernard Leclair, *Les Inrockuptibles*

Fayard

René Descartes, quatre cents ans d'actualité

Il est né en Touraine le 31 mars 1596. Au fil des siècles, le penseur solitaire est devenu un héros national. Aventures insolites d'un philosophe inépuisable

Qui a prononcé ces mots : « Le monde aime la France parce que, dans la France, il reconnaît Descartes et ceux qui l'ont continué » ? C'était, le 2 mai 1946, à l'occasion du trois cent cinquantième anniversaire du philosophe dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne... le secrétaire général du Parti communiste français : Maurice Thorez. Il est vrai qu'il pouvait se targuer d'un illustre précédent, puisque, en juillet 1937, pour le trois centième anniversaire du *Discours de la méthode*, et en présence cette fois du président de la République et du ministre de l'éducation, Paul Valéry n'avait pas hésité à dire déjà : « Vous savez à quel point les caractères les plus nets et les plus sensibles de l'esprit français sont marqués par la pensée de ce grand homme ».

Voilà quelque chose de vraiment singulier, peut-être sans équivalent : un philosophe qui au lieu de symboliser une nation à laquelle il est supposé appartenir, une nation qui se définit elle-même en référence à un philosophe dont elle aurait tous les traits. Être « cartésien », c'est être rationnel, avoir le goût de la clarté et de la méthode, mais aussi, pour certains, être un peu raide, et, pour d'autres, franchement casanier ou « petit-bourgeois » ; en tout cas, pour tout le monde, c'est être français. « Descartes, c'est la France », et cette fois, c'est André Glucksmann qui le dit, dans un livre qui porte ce titre (*Flammation*, 1987).

On ne l'a évidemment pas toujours dit. Certainement pas de son vivant, lui qui passa la plus grande partie de son existence en Hollande parce qu'il avait le sentiment qu'il y serait plus tranquille ; pas davantage en 1666, lorsque « des gens d'étude et de mérite » font pression sur Colbert pour que les cendres du philosophe soient ramenées de Suède où il avait eu la mauvaise idée d'aller, puis de mourir ; et, en 1765, alors même que l'Académie française met Descartes au concours pour le prix d'éloquence, les candidats rivalisent de formules bien frappées pour dire que Descartes « n'appartient pas à la France seule », que celle-ci l'a « donné à l'univers », dont il est le citoyen d'honneur. Nul ne songerait, au XVIII^e siècle, à dire que Descartes ressemble à la France : son rapport à la nation où il est né est encore de pure contingence.

Mais il est déjà devenu, pour tous les philosophes du siècle, un « grand homme ». Or, les « grands hommes », la France ne les met-elle pas au Panthéon ? Et, justement, l'Église Sainte-Geneviève où, depuis 1667, les restes du philo-

sophe reposent, est à moitié détruite. Aussi, dès 1791, Condorcet demande-t-il indirectement à l'Assemblée que soit accordé à Descartes « l'honneur d'être placé où doivent être déposées les cendres des grands hommes ». Et c'est à Chénier que revient le mérite, en 1793, d'emporter la décision : Descartes ira au Panthéon. Mais la Révolution française étant ce qu'elle est, les choses en restent là et, en 1796, l'affaire revient sur le tapis au conseil des Cinq-Cents ; mais cette fois, Louis-Sébastien Mercier entonne un discours fulminant contre

François Azouvi

« le père de la plus impertinente doctrine qui ait régné en France », « ce visionnaire qui a retardé pendant longtemps la promulgation des vérités physiques ». Prudent, le conseil décide qu'il est urgent de ne rien faire : Descartes n'ira pas au Panthéon.

Ce qui se joue dans l'épisode révolutionnaire n'est pas seulement anecdotique. En plaçant dans le Panthéonisation de Descartes, Condorcet puis Chénier mettent en place quelques-uns des éléments du futur mythe. Le Descartes qu'ils veulent introniser est celui qui, « en brisant les fers de l'esprit humain, préparait de loin l'éternelle destruction de la servitude politique ». Une nation libre se doit d'honorer le philosophe qui a fourni les instruments conceptuels de sa libération. Descartes, qui s'était soigneusement abstenu d'élaborer une véritable philosophie politique, qui n'avait jamais parlé de droits de l'homme, se voit ainsi doté d'une paternité déjà légendaire qui jouera un rôle décisif, au XIX^e puis au XX^e siècle, dans l'idée qu'il incarne la France. Le pays qui a vu naître le philosophe du doute hyperbolique, celui qui ne se démet devant aucune autorité de son pouvoir de juger, devait être aussi le pays de la révolution des droits de l'homme. Nul ne se souvient que Descartes n'est pas au Panthéon ; mais tous - Michelet, Tocqueville, Alain, Sartre et... Thorez - verront en lui le père des démocraties modernes. Et ce n'est pas moins important. Car, à travers Bonald, Lamennais, Taine, Barrès, prendra naissance le thème adhésif du précédent : celui d'un cartésianisme fauteur de décomposition sociale par excès de

raisonnalité dans le domaine du politique. Ainsi le cartésianisme va-t-il devenir un enjeu ; et il ne hampera - car c'est de hantise qu'il s'agit bien - le catholicisme du XIX^e siècle, puis le nationalisme et même, parfois, le fascisme du XX^e qu'à la mesure de l'appropriation dont il est l'objet de la part des républicains. Or c'est en devenant objet de culte et motif d'adhésion que Descartes va prendre à titre posthume le visage de la France.

C'est d'ailleurs en contexte contre-révolutionnaire que l'on voit apparaître les premières traces d'une telle identification. Selon Lamennais, l'Église d'aujourd'hui est tout entière pénétrée de l'esprit cartésien qui « abandonne chaque raison à elle-même et ne donne à l'homme d'autre règle de vérité que ses propres jugements ». Aussi le genre humain marche-t-il « à grands pas vers sa destruction ; il est dans le travail de l'agonie et comme un malheureux blessé à mort, il se débat et roule dans son propre sang ». Propos repris par plusieurs prêtres, dont l'abbé Bautain, qui publie en 1833 une brochure intitulée *De l'enseignement de la philosophie en France au dix-neuvième siècle* ; il y porte à l'incandescence la haine du rationalisme dont le cancer a envahi la doctrine de l'Église. Pour la première fois sans doute, « cartésien » est accolé à « sécheresse », « stérilité », et l'Église est accusée de pratiquer un rationalisme cartésien, donc « mesquin, étroit ». A la fin du siècle, ce sera l'un des thèmes de la droite révolutionnaire, qui le léguera tel quel à la gauche révolutionnaire.

Nul doute qu'entre-temps le rôle principal dans la constitution du mythe ne revienne à Victor Cousin. C'est en 1828, dans le fameux cours qu'il prononce après avoir été évincé de l'enseignement, qu'il fait de Descartes non seulement le père de la philosophie moderne, mais quelque'un à qui la France res-

semble : « C'était un gentilhomme breton, militaire, ayant au plus haut degré nos défauts et nos qualités : net, ferme, résolu, assez téméraire... » Propos que reprennent immédiatement Guizot et les « doctrinaires », qui procèdent à l'équivalence : « France = bon sens = liberté politique = Descartes ». Avec cette nuance toutefois que Descartes symbolise pour ces hommes le bon usage de la liberté politique, celle qui demeure raisonnable ; autrement dit, Descartes a fondé les droits de l'homme sans déchaîner les orages de la Terreur. D'où l'immense bénéfice qu'il offre à cette génération dont le souci, lorsqu'elle est aux

commandes du pays, est de réconcilier les deux moitiés de la France : la catholique qui déteste la raison, la libérale qui veut, de la Révolution, les droits de l'homme sans la Terreur.

Aussi, à mesure qu'il prend de l'importance politique, Cousin accentue-t-il les traits de Descartes français. En 1845, c'est chose faite, lorsqu'il fait du cartésianisme « un fruit du sol, une œuvre qui, dans le fond et dans la forme, est profondément et exclusivement française ». C'est cette image du cartésianisme qu'il diffuse partout, qu'il communique à ses élèves et disciples, qui inspire les éditions qu'il donne ou fait donner des œuvres du philo-

sophe, qui motive certains des sujets qu'il met au concours de l'Académie des sciences morales et politiques. Désormais, le mythe est constitué : il a ses thuriféraires qui y trouvent une caution majeure, et ses adversaires qui participent de la sorte à l'érection de la statue. D'un côté, Alfred Fouillée, Emile Boutroux, bientôt Alain puis Bergson qui, pendant la guerre de 14-18, opposera Descartes, champion de la clarté et de la mesure française « aux monstrueuses dispositions d'intelligence et d'âme que nous manifeste à l'heure actuelle l'Allemagne ». De l'autre, Paul Bourget, Brunetière, Taine, Barrès - pour qui Descartes est finalement un « déraciné » - jusqu'à ce que Léon XIII, dans l'encyclique *Aeterni Patris* (1879), demande solemnellement que l'enseignement catholique soit débarrassé de tout reste de cartésianisme.

Dès avant 1914, tout le monde est en somme d'accord sur un point : Descartes, c'est la France ; les uns y voient un motif de fierté, les autres de dégoût. Après 18, les choses ne changent guère : sur les marges révolutionnaires de droite comme de gauche - Nizan aussi bien que Drieu -, Descartes reste le symbole honni de la France des petits arrangements ; en revanche, le reste de l'échiquier accepte fort bien l'identification à Descartes. Jusqu'en 1934, lorsque sur ordre national, à la gauche républicaine et voit dans l'appropriation de l'esprit cartésien un bon moyen pour « créer l'unité nationale ». L'effort est redoublé en 1938 (voir « Carte Descartes ») ; et, en 1947, Maurice Thorez inscrit résolument le philosophe à l'origine des pionniers du socialisme et de Marx. Le mot de la fin mèche de lui rester : « A travers les bêtises qui se sont abattues sur les hommes, c'est Descartes qui, de son pas allègre, nous conduit vers les lendemains qui chantent ».



Descartois mais pas vraiment cartésien

En ce petit matin de mars, le bourg de Descartes peine à s'éveiller. Blottie contre la Creuse, à la limite de la Touraine du Sud et du Poitou, la cité natale du philosophe est encore toute engourdie dans ses maisons à colombages. Les fenêtres à meneaux de bois alignées restent désespérément closes. Place de la mairie : la statue en fonte de René Descartes, qui trône depuis 1849 sur son piédestal, est la première à ouvrir l'œil. Deux ouvriers s'agitent sous sa robe éphémère de plastique et, joyeux, annoncent : « On la nettoie, on la sabbatise, on la nettoie ».

Lorsqu'on s'interroge sur l'âge du célèbre penseur, on entend un homme de quatre-vingts ans murmurer : « Oh, il a sûrement un peu plus que moi ». Ce Descartois pure souche avoue passer depuis son enfance devant « le grand bonhomme » sans jamais s'être vraiment posé la question du nombre de ses printemps. Soudain, comme une réponse à ce vieillard, une voix se met à crier, place Milo-Freslon. C'est le malin génie, répétant la pièce de théâtre qui se jouera cet été dans la ville : *Descartes, paladin de la raison*. « Parbleu, René, tu as quatre cents ans ! Heures anniversaires, mon grand ! »

C'est à la suite d'une décision administrative (1) que les 4 237 habitants de la bourgade se sont retrouvés à l'heure cartésienne. Cette année, tenus d'honorer le philosophe, ils découvrent qu'ils ignorent tout ou presque de ses ouvrages. Cartésiens, les Descartois ? « Pas vraiment », selon le maire PS, Serge Petit. « Vous savez, ici, c'est la France profonde. » M. Petit n'est pourtant pas défaitiste. Le moins que l'on puisse dire est qu'il se démène ardemment pour

faire bouger sa commune ! Le quadricentenaire est pour lui une formidable occasion de relayer Descartes, dont le nombre d'habitants ne cesse de baisser et dont les industries - essentiellement de papiers et d'imprimerie - licencient à tour de bras.

Dernière son bureau, il avoue à demi-mot : « Les écrits de Descartes, ce n'est pas ma tasse de

thé », mais il annonce immédiatement que chaque mois se réunissent pour parler du philosophe, autour d'un membre de l'école de la cause freudienne, les jeunes - et moins jeunes - Descartois. Il se clame « social » et à côté du portrait géant de François Mitterrand montre, ravi, une photo dédiée de la mission Apollo 16 perchée sur le cratère... Descartes. Contradic-

toire, le maître ? Peut-être, et certainement à l'image de cette ville, ancrée profondément dans le non-mouvement, s'apprêtant pourtant à jouer le jeu des commémorations pour un personnage de l'Histoire qu'elle ignore. Le meilleur exemple en est cette pièce de théâtre populaire : *Descartes, le paladin de la raison*, dont la première représentation a lieu à Descartes le 13 juillet. Les habitants s'y montrent d'ores et déjà des figures passionnées et seuls deux acteurs professionnels sont associés à l'événement. L'un d'eux, Vincent Dubois, est Descartes mais il est plus connu sur la place de Paris dans le rôle de la truculente Maria Bodin. Originaire de la région, il avoue son enthousiasme à se retrouver dans la peau d'un « homme fascinant qui savait concilier l'abstraction et un immense sens pratique ». Il aime également l'idée de montrer Descartes par l'anecdote : « Le jour de la nuit des songes, il était bourré et il a fait un délirium », et non au moyen de colloques, dirigés par des « professeurs Turnesol de la philosophie ».

Le plus difficile pour Vincent Dubois est le jeu d'acteur. Tout d'abord, il n'a pas trop le physique de l'emploi : grand, brun, les yeux clairs. Ensuite, il lui semble étrange de pousser sa voix, d'avoir des manières outrées alors qu'il est persuadé que « Descartes, c'était un mec qui ne faisait pas de bruit ».

Alors, les Descartois sont-ils des cartésiens ? Peut-être plus qu'on ne le croit à Paris où philosopher, selon les termes d'un jeune Descartois, « consiste à étaler des connaissances que seuls peuvent s'échanger les gens informés ».

Estelle Noud

(1) La ville s'est appelée La Haye jusqu'en 1802 puis La Haye-Descartes jusqu'en 1967 et enfin Descartes.

Célébrations savantes

Après diverses rencontres organisées depuis janvier, notamment à Poitiers, Lille, Nantes, Aix-en-Provence, dont le colloque « Descartes et la Renaissance » (Tours, université François-Rabelais, 21-24 mars), sont prévues, entre autres :

● 29 mars, Paris : célébration du quatrième centenaire au grand amphithéâtre de la Sorbonne.

Rens : Centre d'études cartésiennes, université Paris-IV, 1, rue Victor Cousin, Paris V^e, tél : 40-46-26-37.

● 30 et 31 mars, à Descartes (Indre-et-Loire) : le 30, oblation premier jour du timbre-poste commémoratif. Le 31, pose d'une plaque commémorative rappelant le baptême de Descartes en l'église Saint-Georges, le 3 avril 1596.

● 12 et 13 avril, à La Flèche (Sarthe) : colloque dans l'ancien collège de Jésuites où Descartes fut élève de 1607 à 1615, avec la participation de Geneviève Rodière-Lewis. Rens : Prytanée national militaire, 72208 La Flèche Cedex, tél : (16) 43-94-03-96.

● 23 avril au 1^{er} juin, à Tourcoing : représentations au Salon de théâtre de Tourcoing du nouveau spectacle de la Compagnie Jean-Marie Château *Le Philosophe et la reine, ou Descartes au pays des ours*.

Rens : Le Salon de théâtre, 82, boulevard Gambetta, 59200 Tourcoing, tél : (16) 20-27-13-63.

● 30 août-3 septembre, à Paris : « L'esprit cartésien », XXVI^e congrès de l'Association des sociétés de philosophie de langue française, organisé à la Sorbonne par la Société française de philosophie. Rens : ASPL, 96, avenue de Suffren, 75007 Paris, tél : 45-66-66-90.

● 14 et 15 novembre, à Poitiers : Journée internationale organisée par la faculté de sciences humaines de l'université de Poitiers. Rens : CRDHM, 8, rue René-Descartes, 86022 Poitiers, tél : (16) 49-41-16-80.

BIBLIOGRAPHIE

● Les œuvres complètes de Descartes, dans l'édition scientifique de référence de Charles Adam et Paul Tannery (neuf tomes, onze volumes), originellement publiée de 1897 à 1920, revue par le CNRS et rééditée par la Librairie philosophique Jules Vrin de 1964 à 1973, seront disponibles vers la mi-avril au format de poche. Les onze volumes, qui reproduisent en réduction la grande édition, seront vendus ensemble, sous coffret, au prix de 800 F par la Librairie Vrin, place de la Sorbonne.

MAIRIE DE PARIS - 5^e Arrondissement

Salon Littéraire du Quartier Latin

Le 7^e ART EN LETTRES
en présence de nombreux auteurs

29.30.31 mars de 14h à 19h

Alexandre TRAUNER
50 ANS DE CINEMA
Exposition du 29 mars au 21 avril
Tous les jours de 11h à 17h45 - Entrée 20F T. réduit 10F

MAIRIE DU 5^e ARRONDISSEMENT - 21 Place du Panthéon

كسلا من الصلح

de Roger-Pol Droit

Superbe et généreux



L'HOMME DES PASSIONS
Commentaires sur Descartes.
T. I, Analytique. T. II, Canonique
de Denis Kambouchner.
Albin Michel, « Bibliothèque
du Collège international de
philosophie », chaque volume :
504 p., 145 F.

Descartes peut-il rendre heureux ? La question n'est pas incongrue. Elle correspond à son dernier projet : comprendre les mécanismes de nos passions, nous permettre ainsi de les gouverner. Si nous savions en effet quels processus intimes engendrent joies ou tristesses, quels engrenages génèrent l'inquiétude ou assurent au contraire la tranquillité de l'esprit, sans doute pourrions-nous faire en sorte de n'être plus durablement troublés, subsistant par là même dans un contentement presque continu. C'est une vieille ambition. Toute la philosophie antique s'est organisée autour de ce projet fondamental : « changer la vie » par l'exercice quotidien de la pensée, en s'appliquant à modifier émotions et désirs. De Descartes, la postérité a retenu, principalement, l'évidence fondatrice du « je pense », la certitude des idées claires et distinctes, l'exigence méthodique, la mise en lumière des vérités logiques, une démarche fondée sur la raison et ses pouvoirs propres plutôt que sur l'autorité de la tradition. Ses lecteurs, peu à peu, ont oublié ou négligé l'ultime intention pratique de son œuvre.

Le philosophe est pourtant tout à fait explicite, comme toujours. Que propose-t-il, le 21 juillet 1645, à son amie la princesse Elisabeth de Bohême, sujette aux affections (nous dirions dépressives) et incapable de se remettre ? Il l'engage à l'entretenir « des moyens que la philosophie nous enseigne pour acquiescer cette souveraine félicité, que les âmes vulgaires attendent en vain de la fortune, et que nous ne saurions avoir que de nous-mêmes ». Et il tient promesse, en rédigeant le « premier crayon » d'un petit *Traité des passions* qui n'est qu'un brouillon, mais qui, sur sa destination, les plus heureux effets. Ce texte n'a pas souvent reçu l'attention qu'il mérite. Bien qu'il appartienne incontestablement à l'œuvre cartésienne, les commentateurs l'ont relativement peu fréquenté. Il n'est pas difficile de voir pourquoi. Le projet d'analyser les passions « en physicien » conduit Descartes

à des considérations qui, vues de loin, peuvent sembler baroques. Il explique ainsi « pourquoi quelques enfants pâlisent, au lieu de pleurer », ou bien « pourquoi ceux que la colère fait rougir sont moins à craindre que ceux qu'elle fait pâlir ».

Il décrit surtout comment l'âme fait se mouvoir « la petite glande » située sous le cerveau, comment l'esprit reçoit aussi par ce truchement les impressions du corps. Ce « principal siège de l'âme » n'en reste pas moins mystérieux. Descartes, comme on sait, a considéré l'âme et le corps comme deux « substances » ou deux « choses »

radicalement distinctes par leur nature même : l'âme est de la pensée, le corps est de l'étendue. Un problème « fort étrange » est soulevé par le fonctionnement de leur union : comment la pensée peut-elle être influencée par des mécanismes physiques ? Comment peut-elle, d'autre part, diriger le corps, ou modifier ses mouvements ? Comment, en d'autres termes, âme et corps, supposés totalement distincts par essence, peuvent-ils s'ajuster, voire se fondre, l'un dans l'autre ? Le problème est d'autant plus difficile à concevoir qu'il ne s'agit pas d'une simple juxtaposition, d'un ajustement imparfait de mondes hétérogènes (perméable), à l'union substantielle de ces deux natures. Nous ressentons en effet l'amour ou la haine, la joie ou la tristesse comme « se rapportant seulement à l'âme ». Nous les percevons comme des états internes de l'âme, non comme des effets du corps en elle. Nos sentiments et émotions ne nous apparaissent pas, spontanément, comme des répercussions de notre machine physiologique au sein de notre esprit.

Pour saisir au plus près ce que Descartes a tenté d'établir, pour juger des obstacles qu'il surmonte, pour mesurer en quoi il a réussi ou échoué, il faut donc mener une lecture attentive de ce *Traité des passions*. Le suivre pas à pas,

comme son auteur l'a demandé pour tous ses écrits, sans prévention ni précipitation. Faire constamment l'hypothèse que chaque étape entretient la plus forte cohérence avec ce qui précède et ce qui suit. Se donner le temps de ruminer chaque énoncé, de le relire à l'ensemble, de ressusciter le cheminement du texte dans son mouvement propre. Remplacer ce trajet dans la perspective générale de l'entreprise cartésienne. Denis Kambouchner s'est consacré, pendant bon nombre d'années, à cette tâche. Son travail – un millier de pages parfaitement maîtrisées – est une grande leçon de lecture. Derrière la devanture,

comme son auteur l'a demandé pour tous ses écrits, sans prévention ni précipitation. Faire constamment l'hypothèse que chaque étape entretient la plus forte cohérence avec ce qui précède et ce qui suit. Se donner le temps de ruminer chaque énoncé, de le relire à l'ensemble, de ressusciter le cheminement du texte dans son mouvement propre. Remplacer ce trajet dans la perspective générale de l'entreprise cartésienne. Denis Kambouchner s'est consacré, pendant bon nombre d'années, à cette tâche. Son travail – un millier de pages parfaitement maîtrisées – est une grande leçon de lecture. Derrière la devanture,

comme son auteur l'a demandé pour tous ses écrits, sans prévention ni précipitation. Faire constamment l'hypothèse que chaque étape entretient la plus forte cohérence avec ce qui précède et ce qui suit. Se donner le temps de ruminer chaque énoncé, de le relire à l'ensemble, de ressusciter le cheminement du texte dans son mouvement propre. Remplacer ce trajet dans la perspective générale de l'entreprise cartésienne. Denis Kambouchner s'est consacré, pendant bon nombre d'années, à cette tâche. Son travail – un millier de pages parfaitement maîtrisées – est une grande leçon de lecture. Derrière la devanture,

l'âme était laissée à sa seule nature. Elles participent grandement à la formation et à la cohésion des volontés. Bref, sans elles, la face de l'âme serait tout autre qu'elle nous semble. C'est pourquoi les passions n'ont pas à être éradiquées – ce serait pure folie. En faire bon usage revient à les aimer en s'aimant – ce que Descartes nomme « générosité ». Cette clé d'une vie heureuse n'est pas une vertu parmi d'autres, ni même une disposition générale envers la vie. C'est plutôt un amour effectif de soi-même, un contentement plein et persistant, qui n'a rien à voir avec l'égoïsme et sa clôture. Fondement de la moralité cartésienne, l'affectivité généreuse s'entretient elle-même en agissant vertueusement. « Car qui conque a vécu de telle sorte que sa conscience ne peut lui reprocher qu'il ait jamais manqué à faire toutes les choses qu'il a jugées être les meilleures (...), il en reçoit une satisfaction si puissante pour le rendre heureux que les plus violents efforts des passions n'ont jamais assez de pouvoir pour troubler la tranquillité de son âme. » Il ne faut pas confondre cette satisfaction avec le sentiment du devoir accompli. En simplifiant beaucoup, on serait tenté de dire que Descartes ne prescrit pas, malgré les apparences, d'être moral pour être heureux. Il préconiserait plutôt d'être d'abord heureux-généreux pour être assuré de pratiquer la vertu. Qu'est-ce que cela signifie ? Rien ne saurait nous contraindre à être, envers nous-même et envers le monde, dans la tonalité d'un accord majeur. Rien ne peut nous obliger, du dehors, à nous maintenir dans la jouissance que cet accord suppose. Il faut que ce penchant soit premier, et que les vertus s'ensuivent.

Cette morale est donc très éloignée du respect d'une règle abstraite et de la seule conformité à un devoir rationnel. Elle n'a rien de chagrin ni de coercitif. Elle est à la fois gaie et pudique. Un an après la première rédaction du *Traité des passions*, le philosophe écrit à Chanut : « Il est vrai que j'ai coutume de refuser d'écrire mes pensées touchant la morale, et cela pour deux raisons : l'une est qu'il n'y a point de matière d'où les malins puissent plus aisément trouver des prétextes pour calomnier ; l'autre, que je crois qu'il n'appartient qu'aux souverains, ou à ceux qui sont autorisés par eux, de se mêler de régler les mœurs des autres. »

Les contresens de la postérité

L'audace du philosophe a donné lieu à de nombreuses interprétations erronées. On le crut notamment athée, matérialiste, mécaniste, technocrate...

Du jeune René Descartes, on ne peut manquer de retenir l'incomparable audace intellectuelle. Son génie mathématique, qui lui permit d'inventer la géométrie algébrique, s'éveille en 1618 au contact du Hollandais Isaac Beeckmann. Il acquiesce rapidement à la conviction que les mathématiques, où il excelle, ont une portée métaphysique. Dans la première partie du *Discours de la méthode* (1637), à propos de l'enseignement qu'il a reçu au collège jésuite de La Flèche, il écrit : « Je me plaisais surtout aux mathématiques, à cause de l'évidence de leurs raisons ; mais je ne remarquais pas encore leur vrai usage, et (...) je m'étonnais de ce que, leurs fondements étant si fermes et si solides, on n'avait rien bâti dessus de plus relevé. »

De ce « vrai usage », il donne une idée précise dans le texte inachevé des *Règles pour la direction de l'esprit* (1628). Les mathématiques ouvrent l'accès à ce qu'il désigne alors, jouant du singulier contre le pluriel, comme *mathesis universalis*. Il ne s'agit pas d'une mathématique supérieure qui rassemblerait les branches des mathématiques existantes, mais d'une « science universelle de l'ordre et de la mesure ». Le programme de Descartes se dessine ainsi : reconstruire systématiquement tout l'édifice des sciences existantes sur une base non aristotélicienne, pourvue d'une certitude absolue : de la physique à la physiologie, jusqu'à la médecine et à la morale. Les *Principes de la philosophie* (1644) prendront acte de l'accomplissement de ce programme et se présenteront comme un manuel destiné à remplacer dans les écoles les *traités scolastiques*. La célèbre *Lettre de l'auteur à celui qui a traduit ce livre* (l'abbé Picot, à Paris, chez

Henri Legras, en 1647), publiée en guise de préface, dénonce « la plupart de ceux de ces derniers siècles qui ont voulu être philosophes » parce qu'ils « ont suivi aveuglément Aristote », avant d'affirmer que « toute la philosophie est comme un arbre, dont les racines sont la métaphysique, le tronc est la physique, et les branches qui sortent de ce tronc sont toutes les autres sciences... ». Et Descartes tendra à inscrire le *Traité des Passions de l'âme* (1649) dans la filiation physicienne des *Principes*.

UN TRIBUT
Pour cette audace, il a bien mérité d'être célébré, dès 1765, comme « le père de la philosophie moderne ». Formule rapidement devenue rituelle parmi les historiens de la philosophie. Mais il doit cet hommage sans doute plus encore au tour qu'il a donné à la réalisation de son programme. Du mode de philosophie dont il a ainsi fixé les règles, nombreux sont les philosophes contemporains qui restent aujourd'hui, souvent à leur corps défendant, tributaires. La démarche des *Méditations* (1641) aura été décisive. Son objectif premier est de « fonder » métaphysiquement la physique nouvelle. Descartes l'écrit plusieurs fois à Mersenne, en déplorant que Galilée, par exemple, n'en ait point ressenti la nécessité. Il veut rendre compte de ce que les mathématiques donnent accès à un ordre rationnel qui s'avère être l'ordre réel de la nature. De là, le chemin du doute, la certitude du *cogito*, la distinction réelle entre l'âme et le corps de l'homme répondant à la distinction des deux substances, pensante et étendue, le grand appareil des preuves de l'existence de Dieu et pour finir la vérité divine qui vient garantir la validité des vérités mathématiques et établir l'existence du monde ex-

terieur correspondant au monde sensible.

Les thèses des *Méditations*, détachées de leur visée, n'ont pas cessé de dominer les esprits. Déjà le baron d'Holbach trouve les preuves de l'existence de Dieu si faibles qu'il soupçonne leur auteur d'athéisme. La Métrie, auteur de *L'Homme machine* (1748), considère l'adjonction d'une âme à la machine humaine, comme une précaution inutile inspirée par la crainte des théologiens. Le médecin Cabanis, l'un des maîtres de la physiologie, dans les *Rapports du physique et du moral*, regarde Descartes comme son précurseur : « Il croyait que le secret de la pensée était caché dans l'organisation des nerfs et du cerveau ; il osa même, et sans doute il eut tort en cela, déterminer le siège de l'âme : mais il était persuadé que les observations physiologiques peuvent seules faire connaître les lois qui la régissent ; et sur ce dernier point, il avait bien raison. » Dès le XVIII^e siècle, une tradition contraire se réclame des mêmes textes cartésiens pour défendre le projet d'une philosophie du sens intime, quitte à refuser la thèse essentielle au cartésianisme des idées innées. Maine de Biran verra dans le *Cogito* la conscience immédiate du moi.

Jacques Maritain en 1932, dans *Le Songe de Descartes*, s'en était pris à « l'ange dans la machine », et reprochait au dualisme cartésien de « briser l'homme en deux substances complètes, jointes on ne peut savoir comment ». Le philosophe anglais Gilbert Ryle a donné en 1949, dans son livre *The Concept of Mind*, la version canonique de la caricature qui a prévalu dans le monde anglosaxon contemporain. C'est son « dualisme » qui aurait perdu Descartes. Ayant distingué les deux substances, il n'aurait pu résoudre

le problème de l'âme et du corps (le « mind-body problem ») qu'à un prix très onéreux : concevoir le corps comme une machine et y loger l'âme comme un fantôme (« a ghost ») destiné à la piloter. « Quoique le corps humain soit une machine, il n'est pas une machine ordinaire, écrit Ryle, croyant commenter Descartes. Certains de ses fonctionnements sont commandés par une autre machine intérieure à lui et cette machine pilote intérieure est d'un genre très spécial. Invisible, inaudible, elle n'a ni poids. On ne peut la démonter et les lois qui la gouvernent ne sont pas connues de l'ingénieur ordinaire. Par ailleurs, on

Dominique Lecourt

ne sait rien de la façon dont elle gouverne la machine corporelle. Mais jamais Descartes n'aurait pu voir l'âme comme une machine ! D'autres, comme Anthony Kenny, sont plus scrupuleux : ils identifient ce fantôme à un homuncule : petit homme intérieur gouvernant le grand. Il reconnaît au philosophe français le mérite d'avoir attiré l'attention sur ce sophisme au moment même où il y succombait lui-même. Le philosophe américain Wilfrid Sellars prend la relève et donne cette explication qui peut surprendre un lecteur attentif des textes cartésiens : « Les mêmes considérations qui poussèrent Descartes à nier la réalité des choses perceptibles le poussèrent en direction d'une théorie dualiste de l'homme. Car si le corps humain est un système de particules, le corps ne peut être le sujet qui pense et qui ressent, à moins que penser et sentir puissent être interprétés comme des interactions complexes de particules physiques... » On comprend que Daniel

C. Dennett puisse déplorer « le sursis mouvement pendulaire » de l'actuelle *Philosophy of mind* qui « va du dualisme de Descartes, au matérialisme de Hobbes, à l'idéalisme de Berkeley pour revenir au dualisme, à l'idéalisme et au matérialisme, avec quelques ajustements ingénieux mais peu plausibles et quelques changements de terminologie » (*Content and Consciousness*, Londres, 1969).

Convient-il pour autant d'imputer à René Descartes, outre ces apories épistémologiques, les modalités les plus dommageables du rapport de l'homme à la nature qu'ont instituées les sociétés occidentales ? Un certain écologisme ne manque pas de dénoncer la sentence qui figure au début de la sixième partie du *Discours de la méthode* appelant de ses vœux, contre la scolastique purement spéculative, une « philosophie pratique », laquelle permettrait de « nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature ». Pour faire bonne mesure affective, les mêmes vilipendent à leur tour la thèse des « animaux machines » exposée dans la cinquième partie du même *Discours* pour débarrasser la physiologie des âmes végétative et sensitive des Anciens. Ils la déclarent, sans rire, attentatoire à la « dignité animale ».

Mais, avant d'imputer au philosophe la dévastation de la planète par la technique scientifique, on remarquera que seul Dieu peut être dit, au sens strict, « maître et possesseur ». Et Descartes n'a jamais manqué de mettre en garde les savants qui veulent s'élever à Dieu. La sentence mérite au demeurant d'être restituée dans son contexte : « Si tôt que j'ai eu acquis quelques notions générales touchant la physique et que (...) j'ai remarqué quelques-uns d'eux peuvent conduire (...), j'ai cru que je ne pouvais les é-

nir cachées sans pécher grandement contre la loi qui nous oblige à procurer autant qu'il est en nous le bien général de tous les hommes. » Qui dira que Descartes, quatre cents ans après sa naissance, ne nous parle plus ?

« Dominique Lecourt est professeur à l'université Denis-Diderot-Paris-VII et président de l'Association Diderot.

Théâtre Molière
maison de la poésie

L'imaginaire irlandais
LES GRANDS POETES
D'AUJOURD'HUI
LECTURES RENCONTRES

Mardi 2 avril à 20 h. 30
John Montague,
Seamus Deane et
Derek Mahon

Jeudi 4 avril à 18 h. 30
Paula Meehan et
Liam O'Muirthile
avec Jacques Darras
textes dits par
Viviane Maupetit
et Gérard-Henri Durand

44 54 53 00
Passage Molière -157, rue St-Martin

L'ÉDITION
FRANÇAISE

● L'ADELC bénéficiaire du Salon du livre. Un chèque de 780 000 francs, correspondant aux recettes de la soirée d'ouverture du 16^e Salon du livre de Paris, a été remis à l'ADELC (Association pour le développement de la librairie de création). C'est la troisième année consécutive que l'ADELC est bénéficiaire du Salon. Son président, Jérôme Lindon, a rappelé en recevant ce chèque que la librairie « est un curieux métier où la réussite est inversement proportionnelle à la qualité des services rendus ».

● Philippe Douste-Blazy fait le point. Le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, a profité du Salon du livre pour dresser un état des lieux sur deux dossiers en cours : la reprogrammation, dont il a rappelé que « la balle est dans le camp » des auteurs et des éditeurs, une loi ayant défini le principe d'une société de gestion collective ; les règles de concurrence entre édition publique et édition privée, enfin, dont il a annoncé avoir confié l'étude à un médiateur, Jean-Claude Grohens, qui fut le premier directeur du livre et de la lecture et président du Centre Pompidou, et qui est notamment, aujourd'hui, au conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, maison d'édition publique.

● François Nourissier a quitté le comité de lecture des éditions Grasset. L'écrivain, auteur chez Grasset, a pris cette décision après avoir été nommé président du jury de l'Académie Goncourt, dont il était jusqu'alors le secrétaire général (« Le Monde des livres » du 8 mars). « Je suis dans la mouvance de Grasset depuis trente-huit années, explique François Nourissier. Cela me paraissait un bon moment pour m'en aller. En tant qu'écrivain, je suis libre de mes mouvements », précise-t-il.

● Fête du livre de Bron. La dixième édition de la fête du livre de Bron (Rhône) se tient du vendredi 29 au dimanche 31 mars et aura pour thème : « Ils écrivent le monde : témoins, inventeurs, résistants ». « Le Monde des livres » est cette année partenaire de cette manifestation (Bibliothèque municipale, 69500 Bron, tél. : (04) 72-36-13-84).

Précisions

L'adresse des éditions William Blake and Co., qui publient, sous le titre *L'invention du lecteur*, une série d'opuscules de poésie vendus sur abonnement (« Le Monde des livres » du 15 mars) est la suivante : BP 4, 33037 Bordeaux. Par ailleurs, un texte de Jean-Paul Michel, animateur de cette maison d'édition, paru en 1977, *La Politique mise à nu par ses célébrations*, est réédité chez Lulu (4 bis, rue de Palestine, 75019 Paris, 68 p., 45 F).

A propos de la rencontre franco-polono-allemande qui a eu lieu à Nantes (voir « Le Monde des livres » du 22 mars), signalons la publication d'une anthologie trilingue de textes des participants ; en vente au Centre culturel franco-allemand, 32, rue Kervégan, 44000 Nantes, 200 p., 130 F.

Rectificatif
Le coauteur du *Tournant de décembre* est Jean-Pierre Le Goff, et non Le Goff, comme une coquille l'a fait écrire dans la dernière chronique « Économie » (« Le Monde des livres » du 15 mars).

Le 16^e Salon du livre de Paris a fermé ses portes, mercredi 27 mars, après six jours d'ouverture au public dont les éditeurs, à la quasi-unanimité, se sont réjouis. Installée pour la troisième année consécutive porte de Versailles (à côté de Muscora, le Salon de la musique classique), la plus grande librairie éphémère de France semble vivre de mieux en mieux son exil du Grand Palais. La mauvaise humeur qui avait accompagné ce déménagement a définitivement cédé au confort d'une surface chaque fois plus grande (35 000 m² contre 22 000 l'an dernier, en raison du retrait du SAGA. Salon de l'estampe et de l'édition d'art). Cette année, tous les éditeurs (au nombre de 1 193) étaient au rendez-vous, y compris les anciens réfractaires : Flammarion, Albin Michel et Plon - pour accueillir, sur 570 stands, 350 000 livres et 800 auteurs. Quant au public, il a enfin apprécié ce qui avait été perçu, initialement, comme un bout du monde. « Avec le déménagement, le public avait changé, remarque une éditrice. Cette année, c'est de nouveau celui du Grand Palais. » A l'Ecole des loisirs, spécialisée dans les livres pour enfants, on se réjouissait de la situation périphérique du Salon qui « draine des gens différents, moins parisiens ». Pour Ambroise Pujebet, directeur commercial de Gallimard, « la surface du Grand Palais avait l'inconvénient d'empêcher les ventes d'augmenter », et « il apparaît que le Salon de la porte de Versailles, où on n'a jamais rencontré autant de libraires que cette année, est devenu un vrai rendez-vous ».

« C'est un véritable succès », s'est félicité Serge Eyrolles, président du Syndicat national de l'édition. Les premières estimations du taux de fréquentation, révélées deux jours avant la fermeture, mardi 26 mars (et confirmées par le succès de la nocturne, le même jour), annonçaient 200 861 visiteurs (contre 181 149 l'an dernier). Voulaient donner toute sa mesure à l'événement, le président de la République, Jacques Chirac, a inauguré le Salon, jeudi 21 mars. C'est la deuxième fois - après François Mitterrand, en 1982 - qu'un président de la République inaugurerait cette manifestation, et on n'a pas manqué de remarquer que sa visite n'avait duré qu'un peu plus de deux heures contre cinq passées récemment au Salon de l'agriculture.

Les éditeurs semblaient s'être donné le mot : tous, à quelques exceptions près, en particulier du côté des petits, affichaient le même enthousiasme - les secteurs les plus « vendeurs » s'avançant être, comme chaque fois, le poche et la jeunesse. Après avoir boudé la manifestation depuis son déménagement du Grand Palais, Flammarion profitait de sa prochaine entrée en Bourse pour revenir en force sur le Salon avec un stand peu discret, sur deux étages, tout en treillis, en feuillages et en chants d'oiseaux, et déclarait être « conquis pour l'année prochaine ». De son côté, le PDG d'Albin Michel, Francis Esménard, reconnaissait volontiers son « erreur » de s'être méfié de la porte de Versailles, et aux éditions Plon, qui se sont décidées à venir au dernier moment, on ne regrette pas l'expérience en se félicitant particulièrement des ventes du roman de Salman Rushdie.

Autant le « Village informatique » consacré aux CD-ROM et à Internet attirait, avec son Cybercafé, un public surtout demandeur de démonstrations, autant les éditeurs étaient nombreux, dès lundi, à afficher des chiffres d'affaires en hausse par rapport à 1994 : plus 10 % chez Gallimard, 20 % chez Fayard, 40 % à l'Ecole des loisirs, 50 % chez POL et plus... 800 % aux Editions de l'Olivier, où on affirme avoir « fait plus en une journée que pendant tout le Salon l'an dernier » ; spécialisée en littérature américaine, cette petite maison a en effet largement bénéficié des invités d'honneur du Salon, qui étaient les États-Unis.

La bonne humeur qui régnait dans ce Salon du livre était d'ailleurs due, pour beaucoup, à ces invités : on aurait dit qu'avec leurs

manières chaleureuses et leur générosité au travail, au cours des signatures et des nombreux débats, les écrivains et les éditeurs américains que l'on croise d'un stand à l'autre décontractaient l'atmosphère. Ils avaient aussi « leur » stand, le plus grand du Salon (450 m²) : une librairie tenue par le Nouveau Quartier Latin, qui avait importé « 15 tonnes de livres » des États-Unis. « Le succès est total, le stand littéralement envahi », assure la directrice, Anne Wazer. En dehors de la librairie, sur le stand des revues américaines, David Applefield (directeur de *Frank*, la revue de littérature américaine de Paris) n'était pas peu fier de l'attention portée aux cent trente revues qu'il exposait, évoquant « les autres États-Unis, des voix jamais entendues, de *Harvard* à *New York* ».

A l'image de l'enthousiasme du public, lors des différents débats, les rencontres avec les éditeurs américains se sont avérées fructueuses. S'étant vu souvent reprocher un intérêt trop faible pour la littérature française, ceux-ci ont

manifesté leur souhait de donner suite à ces rencontres professionnelles. Quant aux auteurs, ils étaient plusieurs à sembler ébahis de l'intérêt que leur portait le public français et de se voir « accueillis en France mieux que dans leur pays ». Jamais, depuis les années 50, on n'avait vu tant d'écrivains américains à Paris. Plus encore que les invités italiens et espagnols des années précédentes, leur présence a ainsi contribué à donner, selon les termes de Serge Eyrolles, « un formidable élan au Salon du livre ».

Ce qui peut expliquer - en partie - la décision du président de France-Télévision, Jean-Pierre Elkabbach, d'avoir donné au Salon une ampleur médiatique sans précédent, sur les chaînes publiques, avec plus de douze émissions en direct et des journaux télévisés. Le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, a d'ailleurs profité du Salon du livre pour annoncer la création, grâce à un accord passé entre France-Télévision et le Cercle de la librairie, d'un service Minitel renvoyant les téléspectateurs, au terme de certaines émis-

sions, à des données bibliographiques sur Minitel.

La présence des Américains n'a pas occulté les autres manifestations, lectures, débats et tables rondes - la rencontre avec le Prix Nobel irlandais Seamus Heaney ayant particulièrement attiré les foules. Très apprécié, un « café littéraire » installé au cœur du Salon n'en avait pas moins été l'objet de polémiques : le fait que l'on ait confié à la Fnac le soin de le financer et de participer à sa programmation a fait grincer des dents de nombreux éditeurs et libraires, qui voyaient là un privilège accordé à cette chaîne de librairies réputée « agressive » dans sa politique commerciale.

On a oublié une grande dame. Pourtant censée être aussi à l'honneur cette année, à l'occasion du tricentenaire de sa mort, elle a pâti de l'attention portée aux Américains. Avec un stand consacré au château de Grignan, seule une salle de réception officielle, tout au fond du Salon, portait son nom : M^{me} de Sévigné.

M. V. R.

Bonne humeur au Salon du livre de Paris

Pour sa seizième édition, la grande manifestation éditoriale a accueilli à la porte de Versailles plus de 200 000 visiteurs.

CORRESPONDANCE

La Maison des écrivains (suite)

A la suite de l'article de Corine Lesnes sur la Maison des écrivains (« Le Monde des livres » du 15 mars), nous avons reçu la lettre suivante des responsables de cette institution.

L'image de la Maison des écrivains qui ressort de cet article présente un tel décalage par rapport à la réalité qu'il nous paraît indispensable de réagir, encouragés par les nombreux courriers ou appels d'écrivains qu'a constatés la publication d'un tel papier dans vos colonnes. Revenons sur quelques points du reportage et essayons d'en atténuer les pernicieux effets.

La Maison des écrivains est comparée à la Société des gens de lettres (SGDL) et ainsi dépréciée pour sa petitesse relative et son coût public. Faisant beaucoup moins avec beaucoup plus de derniers, elle serait légitime et inutile. Assimilation meurtrière donc, qui, d'une part, occulte nos excellentes et fortes relations avec la SGDL et, d'autre part, ne met pas en lumière notre complémentarité fonctionnelle.

La Maison des écrivains est rapportée à son origine « socialiste » et ainsi suspectée d'« incohérence politique » aujourd'hui. On rapporte des propos de Denis Tillinac - dont l'un des auteurs et proche collaborateur à La Table ronde, Yves Charnet, prit part à plusieurs de nos manifestations - simplifications qui affaiblissent encore la définition de l'écrivain - lequel ne serait pas seulement le pauvre signataire d'un seul livre, mais un « copain » et pourquoi pas un copain de « la sœur de Jospin », puisque c'est sous ce prétexte qu'est mentionnée la présence de l'écrivain Noëlle Châtelet.

Oui, la Maison des écrivains a été rendue possible par Jack Lang

et Jean Gattegno, qui répondaient ainsi à une demande pressante et ancienne du milieu littéraire, et sous le patronage de Pierre Molinot, François Nourissier, Robert Sabatier, Pierre Dumayet, Alain Robbe-Grillet et de beaucoup d'autres, comme en son temps put exister cette Maison, celle de la poésie, grâce à Jacques Chirac, Pierre Seghers et Pierre Emmanuel. Et, puisqu'il faut des preuves bien patentes de la liberté, de la diversité, de la stabilité, de la réputation de la Maison des écrivains, il est constant que ni M. Léotard de 1986 à 1988, ni M. Toubon de 1993 à 1995, ni à notre connaissance M. Douste-Blazy n'ont mis en question son principe, sa pérennité, sa croissance.

Le Monde énumère en désordre quelques activités de la Maison des écrivains, sans en rappeler l'histoire et la logique. L'amateurisme narquois de l'article est transféré à la Maison. Or celle-ci a dix ans et se développe grâce à l'action de ses directeurs successifs. Rappelons qu'elle n'est pas destinée seulement aux auteurs de grande notoriété, encore que plusieurs interviennent volontiers dans les manifestations qu'elle organise : Octavio Paz ou Michel Tournier, Philippe Sollers ou Arbal, mais qu'elle est ouverte à tous.

Plus de quatre cents écrivains par an, devant un public qui dépasse les cinq mille, y « font quelque chose » de plus ou moins grande conséquence, qui ne sont ni de même école, ni de même édition. Et les preuves de son « utilité » ne datent pas d'aujourd'hui. La Commission d'aide à l'écriture de scénarios a été créée en 1988 ; les visites d'écrivains dans les écoles (« L'Ami littéraire ») durent depuis quatre ans ; depuis plus longtemps encore, les interven-

tions dans les prisons, les bibliothèques et établissements culturels ; les prestations obtenues pour les auteurs (conférences, préfaces, textes pour les entreprises...) ont dépassé les 2 millions de francs en 1994 ; le service d'information (prix littéraires, résidences, calendrier des manifestations autour du livre, concours littéraires...) fonctionne depuis la création de la Maison ; le Guide des aides aux écrivains en est à sa deuxième édition. Il ne s'agit plus de donner des « preuves », elles sont assez nombreuses aux yeux de ceux qui s'intéressent à la vie littéraire : il s'agit de continuer sur une lancée et d'élargir encore, si c'est possible dans le cadre d'une subvention qui ne permet qu'un personnel restreint, le champ d'action de la MdE.

La fête du dixième anniversaire n'a pas été « discrète » ; puisqu'elle n'a pas eu lieu, elle est à venir ; une grande fête en juin.

Par ailleurs, cette façon de mentionner un pré-rapport de la Cour des comptes nous semble relever d'une étrange déontologie. La Cour n'a pas pour mission de juger du bien-fondé d'une association. Elle ne le fait pas. Par quelle interprétation abusive doublant une violation du secret, un journaliste en vient à lire sur l'épaule du magistrat ? C'est ce dont on est en droit de s'interroger. Il n'y a de clair que l'intention de nuire. Au reste, le rapport n'existe pas encore. Le président en exercice de la Maison des écrivains a répondu point par point au pré-rapport et sera entendu par les conseillers.

Enfin, pour nous en tenir au plus gros de la peinture, la Maison des écrivains n'a pas son cœur dans son « jour fixe ». C'est une petite réunion amicale régulière, récemment proposée aux écrivains,

puisque la MdE n'est pas seulement un lieu de travail, de rencontre, de manifestations, mais de convivialité et de passage : on doit pouvoir y passer en effet un bon moment amical.

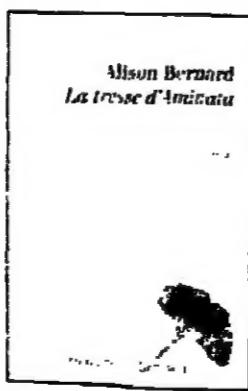
Le dixième anniversaire de notre Maison mériterait vraiment une approche plus sérieuse. Les écrivains ont bien besoin de faire connaître et estimer leur inventivité et leur générosité quand ils savent surmonter leur individualisme et mettent en association leur autre ambition : celle de toucher et de servir des publics, d'augmenter la sociabilité de la littérature, de coopérer à une politique culturelle qui n'est - pour qui comprend l'époque, ni de droite ni de gauche, mais répond à une demande sociale profonde - et dont la Maison des écrivains est un dispositif approprié et amélioré.

Pour la Maison des écrivains, Michel Deguy, président en exercice, Georges-Dummannel Clancier, président de 1986 à 1990, Bernard Pingaud, président de 1990 à 1994, Alain Lance, directeur.

La tonalité de cette réponse contraste cruellement avec celle de l'article incriminé. Des archives-pensées sont instantanément attribuées à l'auteur de ce reportage, qui combattait seulement faire apparaître la singularité d'une institution dont *Le Monde* a toujours reconnu l'utilité. Quant aux propos rapportés, entre guillemets, dans cet article, ils relèvent de la responsabilité des personnes interrogées. Il n'y avait, enfin, rien d'anormal à signaler l'existence d'un pré-rapport de la Cour des comptes, dont la mission est bien de se pencher sur les possibilités d'optimisation des comptes en administration d'une institution quelconque.

J. S.

Romans

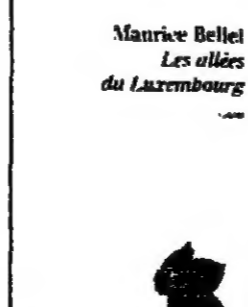


Alison Bernard
240 p. - 110 F.
Face aux regards des autres, les difficultés et les espoirs d'une adolescente africaine, adoptée par une famille bretonne.



Jean-Claude de Bonvoisin
208 p. - 98 F.
L'énigme du «léopard», un homme d'affaires retrouvé mort dans un hôtel de Bogota.

suivi de
«L'arrière-pays de l'homme»
par François Nourissier,
de l'Académie Goncourt.



Maurice Bellet
128 p. - 86 F.
Comment la traversée du jardin du Luxembourg devient pour M. Perrier, retraité ordinaire, une rencontre de l'inouï.

suivi de
«Le pays fortuit»
par Yue Daiyun.



Bruno Guattier
128 p. - 86 F.
Une dompteuse de serpents, un historien voyageur et un jeune homme, passeur de sentiments.

suivi de
«Quand le manque se fait don»
par Emmanuel Hirsch.

Desclée de Brouwer

Desclée de Brouwer